ENQUÊTE SUR
l'histoire
Mars – Avril 1998 ▲ N° 25 ▲ 38 F

GUERRE DU GOLFE
mensonges et désinformation

LES SECRETS DES SERVICES SECRETS

LE RAINBOW WARRIOR
BAVURE OU TRAHISON ?

CHURCHILL CONTRE HITLER
DES SECRETS BIEN GARDÉS

LES BARBOUZES DU VATICAN
LE LABYRINTHE ROMAIN

RÉSEAUX ISLAMISTES ET CIA
LA GRANDE MANIPULATION

LES ARMES DES ESPIONS
GUERRE ET INFORMATIQUE

THIERRY WOLTON :
LES CENSEURS DE L'HISTOIRE

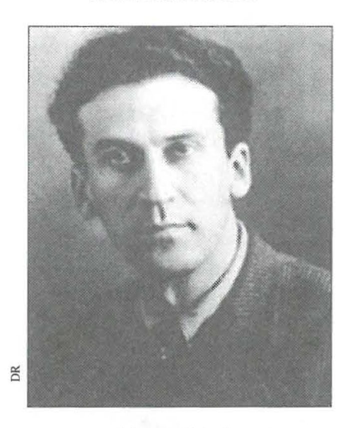


SOMMAIRE

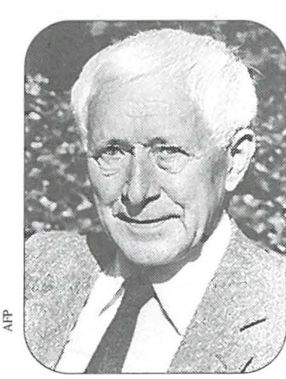
Les secrets des services secrets


DR

Winston Churchill


DR

Eugen Fried


AFP

Ernst Jünger (1895-1998)

En couverture :
Rainbow Warrior
La fausse Mme Turenge


AFP

***Directeur de la Rédaction* : Dominique Venner**
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Allard, Jean-Paul Angelelli, Pierre Bonnefont, Gilles Bourguignon, Jean-Joël Brégeon, Adrien Brocard, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Alexandre del Valle, François-Georges Dreyfus, Arnaud Guyot-Jeannin, Arnaud Imatz, Jean Kappel, Macha Manski, Théophile Monnier, Jean-Jacques Mourreau, Lucien Persignac, Guillaume Sassetot, Virginie Tanlay, Michel Toda, Frédéric Valloire, Charles Vaugeois, Dominique Venner, Vladimir Volkoff, Thierry Wolton.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Roto-quadri.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement, bon de commande encartés non numérotés entre les pages 34 et 35.

Actualité de l'histoire

À la lumière de l'histoire

Créée en 1997 à Paris, l'Association des historiens pour la promotion et la diffusion de la connaissance historique regroupe une cinquantaine d'universitaires et chercheurs. Elle se propose d'organiser chaque année un cycle de conférences destinées au public. Trois domaines sont privilégiés : l'histoire de France ; l'histoire de l'Europe ; l'histoire comparée des civilisations. L'année 1998 s'ouvre sur un cycle consacré à l'histoire des conceptions de la mort et des rituels funéraires à travers les civilisations. Les morts dans l'Occident chrétien les lundis 9 mars, 16 mars, 30 mars et 6 avril à 19 heures. Autres grandes conceptions de la mort et modes de mourir : les lundis 27 avril, 4 mai, 11 mai et 25 mai à 19 heures. Les conférences ont lieu à la Maison de l'Europe (35, rue des Francs-Bourgeois 75004 Paris). Entrées sur réservation uniquement. Inscription au cycle : 660 F. Membre de l'Association : 440 F.

Informations : Association des historiens. 59, avenue de la Source. 94130 Nogent-sur-Marne. Tél : 01 48 75 13 16.

L'année de l'Égypte

La réouverture des salles égyptiennes du Louvre célèbre le bicentenaire de l'expédition de Bonaparte en Égypte. Elle inaugure aussi l'année France-Égypte, qui va donner lieu, tout au long de 1998, à une série de manifestations en France. Citons :

● **L'Égypte à Paris**, au musée national de la Légion d'honneur, qui retrace l'évolution de l'égyptomanie française entre le XVIIe et le XXe siècle, et recense les modèles d'art égyptien dans l'architecture et l'urbanisme de la capitale. 2, rue de Bellechasse 75007 Paris. Tél : 01 40 62 84 52. Jusqu'au 15 avril 1998.

● **La gloire d'Alexandrie**, au musée du Petit Palais, qui évoquera l'Égypte ptolémaïque. Quelques-unes des plus belles pièces repêchées dans la baie d'Alexandrie par Jean-Yves Empereur constitueront le fleuron de l'exposition. Tél : 01 42 65 12 73. Du 6 mai au 27 juillet 1998.

● **Offrandes à Osiris**, au musée des Beaux-Arts de Dijon, qui présente les collections égyptiennes du musée. Tél : 03 80 74 52 70. Jusqu'au 16 mars 1998.

Le naufrage du *Titanic*



TALLANDIER

Le film de James Cameron réveille le souvenir de la catastrophe de 1912. Le 10 avril, à Southampton, le *Titanic*, le plus grand, le plus luxueux des paquebots jamais construits appareillait pour un voyage inaugural vers New York, avec à son bord plus de 2 200 passagers – des hommes d'affaires fortunés comme de simples migrants, sans oublier les 900 membres d'équipage. Cinq jours plus tard, le 15 avril 1912, la coque réputée insubmersible du *Titanic* percutait un iceberg. Le naufrage du *Titanic* allait devenir la plus grande catastrophe de l'histoire maritime. On ne dénombrerait que 711 survivants. Et l'épave du paquebot ne serait découverte qu'en 1986 à 400 milles au large des côtes de Terre-Neuve, où elle reposait par 4 000 mètres de fond. L'épisode du naufrage avait déjà été porté une dizaine de fois à l'écran. Le cinéaste canadien James Cameron (*Terminator, Alien, le retour*) spécialiste de la science-fiction et des effets spéciaux vient de réaliser une nouvelle version de la croisière tragique. C'est déjà le film le plus cher de l'histoire du cinéma. D'une durée de 3 heures et 4 minutes, il a nécessité cinq ans de préparation, sept mois de tournage et cinq ans de post-production. À la catastrophe maritime proprement dite – reconstituée en studio mais avec des images tournées dans l'épave même du *Titanic* –, James Cameron a superposé une intrigue amoureuse qui contribue à l'intensité dramatique du film. La réussite est garantie.
Signalons la parution du livre de Philippe Masson, *Le Drame du Titanic*, (Tallandier, 312 pages, 105 F) qui retrace l'histoire du naufrage à partir des documents d'époque.

Le Saint Suaire

À la veille d'une nouvelle ostentation du Saint Suaire, du 18 avril au 24 juin 1998, la question de l'authenticité de la relique conservée à Turin, et censée avoir enveloppé le corps du Christ après sa descente de la Croix, continue de diviser les esprits. Le linceul est apparu pour la première fois en Champagne en 1357. Le pape Clément VII, ne possédant aucune preuve de son origine, avait autorisé l'ostentation de la relique, mais avait prudemment refusé que lui soient prodigués les honneurs liturgiques dus à une relique approuvée. L'ostentation de 1998 marque le centenaire de la découverte faite par un photographe turinois : ses clichés avaient révélé que l'image portée par le linceul était imprimée en négatif, comme si elle était le résultat du contact avec un corps, dont elle aurait conservé la trace. En 1988, une tentative de datation du linceul au carbone 14, organisée par trois laboratoires différents, avait conclu à une origine médiévale de la relique (entre 1260 et 1390). L'archevêque de Turin et custode du linceul, le cardinal Ballestero, avait alors lui-même admis qu'il s'agissait d'une *« icône du Christ datant du Moyen Âge »*. Son successeur vient de le démentir. L'Église n'autorisera cependant pas une nouvelle expérience pour dater le Saint Suaire, lors de sa prochaine ostentation.
La polémique n'est pas close pour autant. Un jeune mathématicien, épistémologue, expert en systèmes logiques, et historien des sciences, a entrepris de passer toutes les pièces au crible de la méthode scientifique. Il publie aujourd'hui les résultats de ses neuf ans de recherches. (*L'Énigme du linceul*, Fayard) Sa conclusion presque apocalyptique, *« le décodage du linceul donne un sens à l'an 2000 »*, est pour le moins surprenante.

EXPOSITIONS

Héroïnes médiévales

Disparu en 1996, Georges Duby, s'était particulièrement intéressé à la place de la femme au Moyen Âge. Il avait distingué quelques « héroïnes », qui, par le choix d'une vie monacale, avaient pu se consacrer à l'étude et avaient laissé à la postérité une œuvre littéraire. Christine de Pisan est sans doute la plus célèbre.
On redécouvre aujourd'hui, grâce notamment à la biographie de Régine Pernoud, *Hildegarde de Bingen (1098-1179)*, la moniale des bords du Rhin qui se passionna pour la médecine. On ignore encore, en France, Hrotsvita de Gandersheim, chanoinesse de l'un des plus importants centres religieux des IXe et Xe siècles, et souvent considérée comme la première femme de lettres allemande. Ou encore Herrade de Hohenburg, abbesse du couvent qui abrite les reliques de sainte Odile. Une exposition se propose de brosser, à travers des manuscrits enluminés provenant de Troyes, Reims, Cologne, Munich... les portraits de ces quatre « héroïnes » médiévales.

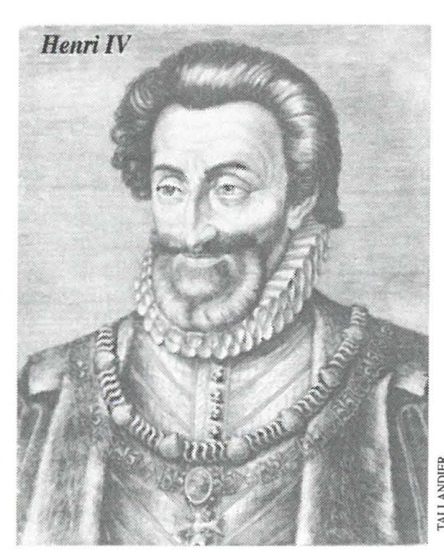
Les femmes et l'écriture au Moyen Âge. Musée Saint-Germain d'Auxerre. 2 bis, place Saint-Germain 89000 Auxerre. Tél : 03 86 51 09 74. Du 14 mars au 18 mai 1998.

Marine de guerre

Sous le Second Empire, la marine de guerre a basculé en moins de trente ans d'une flotte de navires en bois et à voile, héritée des escadres de Louis XIV aux navires de fer et à moteur de la Première Guerre mondiale. La mutation s'est vraiment produite après la guerre de Crimée. La frégate la *Gloire*, lancée à Toulon en 1859, a été le premier prototype français de navire cuirassé. Elle associait à l'hélice la propulsion à la vapeur, et une ceinture cuirassée protégeait le bâtiment. À la veille de la Grande Guerre, le torpilleur s'ajoute au cuirassier. Quant au sous-marin, il fait son apparition pendant le premier conflit mondial. Une nouvelle exposition permanente se propose de retracer l'évolution de la marine de guerre jusqu'à l'ère des porte-avions. Une maquette du *Charles de Gaulle*, le dernier-né de nos bâtiments de guerre, qui prendra la mer pour la première fois en 1998, est présentée.

De la *Gloire* au *Charles de Gaulle*. 150 ans de Marine nationale. Musée de la Marine. Palais de Chaillot. 17, place du Trocadéro 75116 Paris. Tél : 01 53 65 69 69. Tous les jours de 10 h à 18 h sauf le mardi. À partir du 7 février 1998.

Il y a quatre cents ans, l'édit de Nantes


Henri IV

TALLANDIER

En 1597, le roi Henri IV a tout à craindre de ses anciens coreligionnaires protestants. Les victoires remportées contre la Ligue à Arques, Ivry et Chartres l'avaient amené à promulguer, en juillet 1591, l'édit de Mantes, qui remettait en vigueur les actes de pacification de Poitiers, Nérac et Fleix en déclarant de nouveau les protestants admissibles à toutes les charges, mais seulement par « provision », dans l'attente d'un règlement général. Malgré ces concessions, les réformés s'alarmèrent de l'abjuration du roi, survenue en 1593. Sa conversion au catholicisme conduit même l'assemblée huguenote réunie à Sainte-Foy à envisager l'appel à un « protecteur » étranger et à remettre sur pied l'organisation, imaginée en 1574, des « républiques protestantes », véritable État dans l'État. En 1595, le synode de Saumur admit le principe de *« l'union des Églises du royaume avec celles des Pays-Bas par tous les moyens possibles »*. Entrés de fait en dissidence, les protestants refusent de participer, en 1597, aux combats de la reprise d'Amiens aux Espagnols, en même temps qu'ils sollicitent l'intervention en leur faveur auprès du roi d'Elizabeth d'Angleterre et des Provinces-Unies. Quelques années après avoir vaincu la Ligue, appuyée par l'Espagne catholique, le roi risque, à l'évidence, de se trouver confronté à un véritable « parti de l'étranger », mais la victoire finalement remportée à Amiens, l'ouverture, avec l'Espagne, des négociations qui vont conduire à la paix de Vervins, la fin de la sécession ligueuse du duc de Mercœur en Bretagne, le placent en position de force pour négocier avec les huguenots. C'est ainsi que l'on peut aboutir au compromis qu'est l'édit de Nantes, accord de circonstance, conclu entre le 1er avril et le 2 mai 1598 et constitué de quatre textes distincts : une proclamation solennelle, une annexe de cinquante-six articles secrets concernant le culte, un brevet relatif au traitement des pasteurs et un deuxième groupe d'articles secrets consacrés aux « places de refuge ».

La liberté du culte protestant est accordée, mais avec de sérieuses limites quant aux localités où il va être autorisé. Il est notamment interdit à Paris et là où se trouve le roi. Les pères de famille peuvent choisir la religion de leurs enfants et les protestants sont déclarés *« capables de tenir et exercer tous états, dignités, offices et charges publiques quelconques, royales, seigneuriales et municipales »*. En matière judiciaire, une Chambre de l'édit et des Chambres mi-parties sont instituées. Le brevet et les articles secrets – que l'on a distingués du texte principal pour éviter que les parlements refusent de les enregistrer – prévoient la liberté de réunion des instances protestantes, l'entretien des pasteurs et, surtout, l'octroi aux Réformés de cent cinquante et une « places de refuge », « places de sûreté » dont la garnison est payée par le roi, « villes libres royales » telles que La Rochelle, Nîmes ou Uzès, sans garnison à la solde du souverain mais où le gouvernement est entre les mains des protestants, et des « places particulières » placées sous l'autorité de seigneurs huguenots. Ces articles sont révocables et accordés pour huit ans mais ils seront ensuite régulièrement prorogés.

Cet édit de pacification, conclu un mois avant la paix de Vervins avec l'Espagne ne retint guère, à l'époque, l'attention de l'opinion car il apparut comme une reprise de nombreux textes analogues qui l'avaient précédé notamment l'édit de Poitiers de 1577. La lassitude générale après quatre décennies de guerres civiles et le souci de rétablir l'unité du royaume vont faire le succès de cette nouvelle tentative de pacification, perçue par les deux camps en présence comme une mesure purement transitoire. La coexistence d'une minorité protestante (environ un million de fidèles sur les vingt millions de sujets du roi) et d'une majorité catholique n'en constitue pas moins un cas de figure original dans l'Europe de l'époque, où le principe *cujus regio, hujus religio* (la religion du royaume est celle de son prince) affirmé en 1555 lors de la paix d'Augsbourg s'impose à peu près partout. L'édit apparaît favorable aux catholiques puisqu'il proclame le rétablissement de leur religion partout où elle a disparu au cours des décennies précédentes, en même temps que le retour des biens d'Église à leur propriétaire légitime. En faisant du roi l'arbitre suprême – dont les commissaires à l'édit allaient vérifier l'application de sa volonté – le compromis établi à Nantes va également contribuer à la montée en puissance d'une monarchie centralisée qui prépare l'absolutisme que vont bientôt imposer Richelieu et Louis XIV. On mesure ainsi l'importance de cet édit de pacification, restaurateur d'une paix civile trop malmenée depuis 1560. Il ne correspond en revanche en rien à une quelconque émergence de la « tolérance », terme à l'évidence anachronique. Il faut attendre Pierre Bayle pour qu'apparaisse en 1685, c'est-à-dire au moment de la révocation, ce type de préoccupations et ce n'est qu'avec l'époque des Lumières et la lutte engagée par Voltaire – auteur d'une *Henriade* bien oubliée – contre le « fanatisme » qu'elles finissent par s'imposer aux esprits éclairés du temps. Ce n'est qu'un siècle après la révocation décidée par Louis XIV (édit de Fontainebleau de 1685) et vingt-quatre ans après la publication du *Traité de la tolérance* de Voltaire que Louis XVI accorde, en 1787, l'état civil aux protestants qui devront attendre la Révolution de 1789 pour obtenir leur complète émancipation, dans un contexte tout différent de celui qui a présidé à la rédaction de l'édit de Nantes.

PHILIPPE CONRAD

EXPOSITIONS

Balzac et le colonel Chabert

C'est à Paris, rue Raynouard, dans les murs mêmes qui abritent aujourd'hui le musée qui lui est consacré, que Balzac élabora *La Comédie humaine.* Cette année, la Maison de Balzac célèbre *Le colonel Chabert.* Ce roman de Balzac, publié à partir de 1832 en feuilleton, met en scène un officier de la Grande Armée laissé pour mort à la bataille d'Eylau, et qui, sauvé par miracle, après douze années d'errance, revient à Paris pour tenter de retrouver son nom et sa fortune. Mais entre-temps, sa maison a été détruite, et sa femme s'est remariée... Une exposition se penche sur les sources historiques du roman et évoque la méthode de travail de Balzac. Elle présente en outre les multiples illustrations ou adaptations que l'œuvre a suscitées. Et le public pourra regarder les pages chargées de ratures du manuscrit du *Colonel Chabert.*

Un roman au musée : *le colonel Chabert.* **Maison de Balzac. 47, rue Raynouard 75016 Paris. Tél : 01 42 24 56 38. Jusqu'au 28 juin 1998.**

Stefan Zweig

En 1992, à l'occasion du 50e anniversaire de la mort de Stefan Zweig, la ville de Salzbourg avait organisé une exposition en hommage à l'écrivain qui avait séjourné de 1919 à 1934 dans une maison sur le Kapuzinerberg. Cette exposition retraçait à travers une centaine de photographies, des manuscrits et divers documents la vie de l'auteur du *Monde d'hier.* Elle accordait une large part à la dimension d'intellectuel européen de Stefan Zweig. Devenue itinérante, après Dresde, Zurich, Bath..., elle est présentée à Reims. Signalons qu'elle a été conçue par les auteurs de l'album publié chez Stock (1995) Stefan Zweig, instants d'une vie.

Stefan Zweig, un Autrichien d'Europe. Hôtel Le Vergeur. 36, place du Forum 51000 Reims. Tél : 03 26 47 20 75. Du 28 mars au 19 avril.

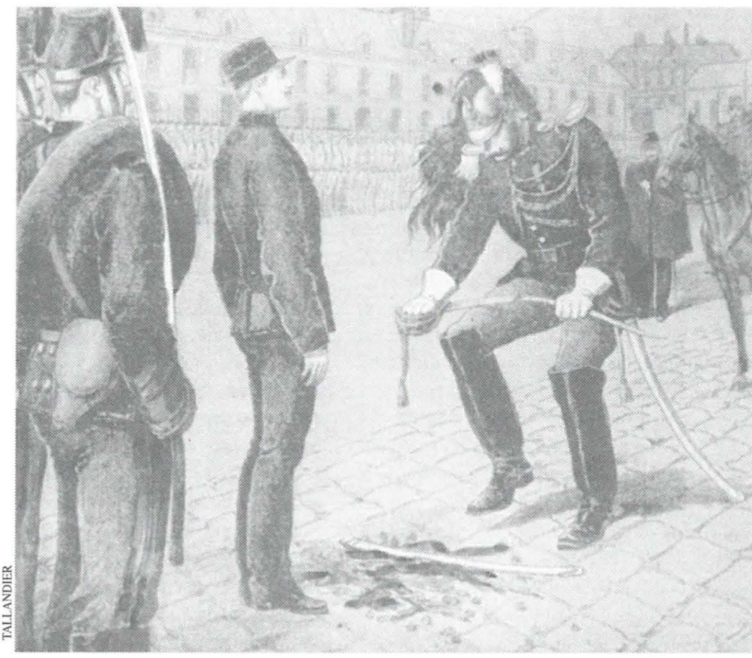
Mise au point sur l'affaire Dreyfus

Dans le courant du mois de septembre 1894, parvenait au Service des renseignements de l'armée une lettre lacérée et froissée dont l'auteur annonçait la livraison de documents intéressants la défense nationale et qu'on appela le « bordereau ». Une femme de ménage qui travaillait à l'ambassade d'Allemagne, madame Bastian, recueillait les papiers trouvés dans les corbeilles, les glissait sous son jupon et les transmettait au ministère de la Guerre sans même en connaître la nature, car elle ne savait pas lire. Ainsi en fut-il du célèbre bordereau.

Par la teneur de celui-ci, il apparaissait que son envoyeur devait être un officier d'artillerie stagiaire successivement affecté aux divers bureaux de l'état-major. En procédant par élimination, la ressemblance des écritures fit accuser le capitaine Alfred Dreyfus. Traduit en conseil de guerre et déclaré coupable de trahison, Dreyfus allait être condamné, le 22 décembre 1894, à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée et à la dégradation militaire. *« Ce matin, dans toute la presse parisienne, de l'extrême droite à l'extrême gauche, depuis les feuilles cléricales et monarchiques jusqu'aux organes du socialisme le plus avancé, il n'y a qu'une note pour commenter le verdict du conseil de guerre : c'est l'approbation, le soulagement, le réconfort, la joie »*, écrivait, le lendemain, dans son journal, Maurice Paléologue, attaché au Quai d'Orsay.

Toutefois, la famille de Dreyfus, ses frères, Mathieu surtout, après l'avoir défendu, s'étaient fixés pour but d'établir son innocence. Nul ne songeant à nier l'authenticité du bordereau, dont l'origine n'était pas discutable et qui formait le corps du délit, il s'agissait d'en trouver l'auteur. Si ce n'était pas Alfred Dreyfus, qui était-ce ? Mathieu dénonça le commandant d'infanterie Esterhazy, homme perdu de dettes, et il eut la chance de se voir soutenu et appuyé par le lieutenant-colonel Picquart, nouveau chef du service des renseignements, que les débris d'une carte-télégramme (connue depuis sous le nom de « petit bleu ») en provenance de l'ambassade d'Allemagne et portant l'adresse dudit commandant, avait singulièrement intrigué.

Le moment approchait où l'Affaire, à proprement parler, allait prendre toute son ampleur. Le 13 janvier 1898, deux jours après l'acquittement d'Esterhazy, qui avait à son tour comparu devant le conseil de guerre, Émile Zola accusait en première page de l'*Aurore*, quotidien dirigé par Clemenceau, les chefs et les juges militaires (et nommément les généraux Mercier, Billot, Gonse, de Boisdeffre ainsi que le lieutenant-colonel du Paty de Clam) d'avoir sciemment et volontairement perdu un innocent et blanchi un coupable. Poursuivi en cour d'assises pour diffamation et injures, il était condamné, le 23 février, à une lourde amende et à un an de prison.


TALLANDIER

En apparence, les élections générales, qui eurent lieu au mois de mai 1898, n'avaient pas modifié le paysage politique, et si le nouveau chef du gouvernement, Brisson, qui succéda à Méline, inclinait vers les dreyfusards, le ministre de la Guerre, radical comme lui, Godefroy Cavaignac, ne l'entendait pas de cette oreille. Ayant étudié le dossier, il en tira la certitude de la culpabilité de Dreyfus et l'affirma avec force, le 7 juillet 1898, au cours d'une mémorable séance parlementaire en lisant à la tribune plusieurs pièces dont l'une, émanant de l'attaché militaire italien Panizzardi, très lié à Schwartzkoppen, l'attaché militaire allemand, était particulièrement accablante pour le condamné. A l'unanimité moins une quinzaine d'abstentions la Chambre des députés, transportée d'enthousiasme, votait l'affichage, tandis que le socialiste Millerand assurait dans la *Lanterne*, que ce discours avait *« soulagé la conscience publique »*. Patatras ! Cinq semaines plus tard, un jeune officier commis par Cavaignac à l'examen des pièces, le capitaine Cuignet, découvrait que la lettre Panizzardi était apocryphe. Elle avait été fabriquée par le lieutenant-colonel Henry en 1896 afin de consolider le dossier à charge que menaçaient les débuts de la campagne dreyfusarde... Arrêté comme l'avait été avant lui son adversaire Picquart, conduit au Mont-Valérien, Henry se coupa la gorge avec son rasoir, entre trois et quatre heures de l'après-midi, le 31 août, dans la chambre où il était enfermé.

Cavaignac démissionnaire, mais toujours persuadé de la culpabilité de Dreyfus (comme Cuignet lui-même, qui affirmait l'authenticité des autres pièces), Brisson le remplaça par le général Zurlinden, qui partageait l'opinion de son prédécesseur, puis par le général Chanoine, également hostile à la révision. Peu après, un nouveau cabinet, dirigé par Dupuy, se constituait, cherchant à tenir la balance égale entre les deux camps. La chambre criminelle de la Cour de cassation, à qui la demande de révision était soumise, fut dessaisie au profit des Chambres réunies et, en guise de compensation, le lieutenant-colonel Picquart, idole des Dreyfusards, soustrait à ses juges naturels par présomption d'inimitié capitale. En fait, la mort soudaine du président Félix Faure, le 16 février 1899, allait puissamment favoriser la cause de la révision. Le 3 juin, la condamnation de 1894 était annulée et Dreyfus renvoyé devant un deuxième conseil de guerre siégeant à Rennes. Dans son verdict, rendu le 9 septembre 1899, il confirma la culpabilité de l'accusé, mais en lui reconnaissant des circonstances atténuantes et en réduisant la peine à dix ans de détention. A ce jugement embarrassé, le gouvernement Waldeck-Rousseau, décidé à en finir, répondit par une grâce présidentielle. Il faudra cependant attendre le 12 juillet 1906 pour que la Cour suprême, toutes chambres réunies, efface sans renvoi le jugement de Rennes.

MICHEL TODA

BIBLIOGRAPHIE

Jean-Denis Bredin, *L'Affaire*, Julliard, 1983.

Henriette Dardenne, *Lumières sur l'affaire Dreyfus*, Nouvelles Éditions Latines, 1964.

Joseph Reinach, *Histoire de l'affaire Dreyfus*, 7 vol. 1901-1908 : tome I, *Le Procès de 1894*, La Revue blanche : tomes II à VII, Charpentier et Fasquelle.

Henry Dutrait-Crozon, Joseph Reinach, historien, Arthur Savaète éditeur, 1905 ; et du même auteur, *Précis de l'affaire Dreyfus*, Nouvelle Librairie nationale, 1909, édition définitive corrigée et augmentée, 1924.

Des hommes politiques incultes

A la tribune de l'Assemblée nationale, le 16 janvier 1998, le Premier ministre Lionel Jospin n'a pas craint de déclarer qu'à la fin du siècle dernier la gauche, *« face à la droite antidreyfusarde »*, avait été unanimement *« dreyfusarde »*. Il a cité Gambetta parmi ceux qui, en pleine affaire Dreyfus, surent *« se dresser contre l'iniquité. »* Or chacun sait que l'Affaire a éclaté en 1894, douze ans après la mort de Gambetta, décédé en 1882... Avant de débuter en politique, Lionel Jospin avait été professeur d'histoire... La qualité de l'enseignement de l'histoire au lycée, comme à l'université, justifie d'ailleurs quelques inquiétudes, si l'on s'en rapporte aux « perles » des copies des candidats au CAPES interne d'histoire, auquel postulent les futurs enseignants, et que révèlent notre confrère *Historiens-Géographes* (n° 359 octobre-novembre 1997). Weygand devient *« un général allemand »*, la défaite de 1940 s'explique par *« l'emploi de trop nombreux contingents coloniaux »*, le STO a été institué *« en 1940 »*, la France libre et la zone libre sont confondues, etc. Rappelons que les candidats sont en principe appelés à enseigner un jour l'histoire de la guerre 1939-1945.

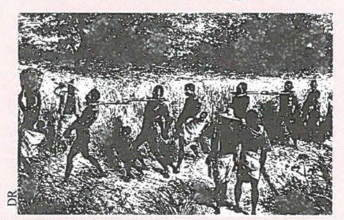
Le coût du fascisme révisé à la baisse

Dans un important ouvrage publié en Espagne, l'historien américain Stanley G. Payne, professeur à l'université de Wisconsin Madison, spécialiste de l'Espagne et de l'Italie contemporaine, apporte des précisions chiffrées qui donnent à réfléchir concernant le fascisme italien. On savait que le régime mussolinien avait été incomparablement moins féroce et sanguinaire que le nazisme et le communisme, mais les chiffres précis faisaient défaut. Voici qu'ils sont enfin accessibles grâce à l'universitaire américain. « *Pendant toute l'histoire du régime fasciste*, écrit-il (p. 32), *environ 5 000 personnes furent condamnées à des peines de prison pour des raisons politiques, bien que le nombre des internements administratifs (aux îles de Lipari) ou des assignations à résidence ait été le double* ». Quant aux exécutions, elles sont quasiment inexistantes : « (Depuis 1922) *jusqu'en 1940, il n'y eut que 9 exécutions politiques (pour la majorité des terroristes slovènes), suivies de 17 autres pendant les années de guerre de 1940 à 1943. En Italie, le régime de Mussolini fut brutal, mais ne fut ni criminel ni sanguinaire* ». Commentant ces chiffres, D. G. Payne écrit plus loin (p. 37) : « *Le nombre de prisonniers politiques se comptait par centaines (la totalité ne dépassant jamais quelques milliers) et non par centaines de milliers comme dans l'Allemagne nazie ou par millions comme dans la Russie de Staline. Comme dictature importante du XXe siècle, le régime de Mussolini ne fut jamais particulièrement répressif. Le "totalitarisme" continua d'être une menace possible pour le futur, mais,dans la pratique, le mot avait une signification limitée.* »
On savait que le fascisme italien avait été étranger à l'antisémitisme, malgré les concessions de pure forme faites à l'allié nazi à partir de 1938. Sur ce point, l'historien américain apporte également plusieurs précisions : « *Les Juifs furent toujours représentés dans le parti, à toutes les étapes de son histoire dans des proportions supérieures à la leur dans la population. Cinq des cent quatre-vingt-onze créateurs du mouvement en 1919 étaient juifs : 230 fascistes juifs participèrent à la Marche sur Rome (30 octobre 1922), et, en 1938, le parti avait 10 215 membres adultes juifs. Mussolini eut toujours plusieurs collaborateurs juifs, y compris sa maîtresse favorite et la plus influente de toutes, Margherita Sarfatti...* » (p.55). L'ouvrage de Stanley G. Payne, *Franco y Jose Antonio. El extrano caso del fascismo español*, a été publié par les Éditions Planeta (Barcelone, 1997). L'auteur, qui est de sensibilité de gauche, est bien connu en France pour son livre *Phalange. Histoire du fascisme espagnol* (Éditions Ruedo iberico, Paris, 1965).

Arnaud Imatz

27 avril 1848 : La France abolit l'esclavage

Il y a cent cinquante ans que Victor Schœlcher obtenait du gouvernement provisoire formé en février 1848 l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. Le principe est admis dès le 4 mars et le décret est promulgué le 27 avril. C'est l'aboutissement d'une tendance apparue avec certains des penseurs des Lumières, tels que Raynal ou l'abbé Grégoire, qui a déjà obtenu en 1794 une première abolition. Rétabli par Napoléon, l'esclavage est vivement condamné au cours du XIXe siècle par des hommes tels que Montalembert, Lamartine ou Tocqueville et la décision des « quarante-huitards » n'a rien de très surprenant. Il ne fait guère de doute que cet anniversaire va être l'occasion de bruyantes mises en accusation des « siècles sombres » de la traite négrière et, déjà certaines voix s'élèvent pour exiger une « repentance » qui soit à la mesure du crime... Nul ne songe à justifier aujourd'hui une pratique qui nous paraît à l'évidence tout à fait barbare. Encore faut-il éviter de tomber dans l'anachronisme et porter sur cet épisode de l'histoire européenne et africaine un regard libéré des préjugés de l'« historiquement correct ». Plusieurs remarques s'imposent en effet à propos du commerce atlantique des esclaves qui dure, pour l'essentiel, du XVIe au XVIIIe siècle. La querelle des chiffres est maintenant tranchée et c'est à douze millions de victimes transplantées sur un peu plus de trois siècles d'Afrique en Amérique que l'on peut s'arrêter aujourd'hui. Nous sommes loin de certaines inflations fantaisistes et des six millions de Noirs qui, selon Pierre Haski de *Libération* seraient passés par le seul comptoir de Gorée, dont on sait aujourd'hui qu'il ne joua qu'un rôle minime dans la traite atlantique. Les « pertes » en cours de voyage varièrent selon les époques de 5 à 20 % de la « cargaison » et nous sommes loin, là encore, des millions de victimes avancées par certains. Les


DR

retombées sur la démographie africaine ont également été largement surestimées, même si les guerres conduites par certains royaumes indigènes pour fournir les marchands d'esclaves eurent des conséquences dévastatrices.
A l'inverse, il faut rappeler que l'esclavage était pratiqué depuis longtemps par les peuples africains eux-mêmes et que les royaumes fondés sur la razzia et le commerce des hommes ont compté parmi les plus prospères de l'Afrique précoloniale. Dans de nombreux cas, c'est la disparition de cette ressource qui sera une cause de ruine pour les royaumes du golfe de Guinée. On peut aussi remarquer que ce sont les régions les plus concernées par la traite qui ont conservé, tout au long de l'histoire africaine, la démographie la plus dynamique, le prélèvement réalisé par les trafiquants restant largement inférieur à la croissance naturelle. Il faut enfin rappeler que ce sont les puissances européennes qui ont mis un terme à l'esclavage et que certains des plus célèbres « résistants » à la colonisation, les Samory, Behanzin ou Rabah, tiraient l'essentiel de leurs ressources et de leur puissance de la persistance de cet odieux trafic. Que dire enfin d'une traite musulmane qui, à travers le Sahara ou les savanes d'Afrique orientale, va durer du VIIe au XXe siècle puisque l'Arabie séoudite n'a officiellement aboli l'esclavage qu'en 1962 et qu'il est ouvertement pratiqué de nos jours en Mauritanie. Une matière à réflexion intéressante pour les « vigilants » de la mémoire, souvent trop prompts à n'accabler que les seuls Européens.

Philippe Conrad

Mémoire du Morbihan

L'association Mémoire du Morbihan, récemment créée par deux jeunes professeurs d'histoire, a pour but de promouvoir le patrimoine historique et culturel de cette région en organisant différentes manifestations : spectacles et animations historiques, expositions, etc. Cette initiative est soutenue par plusieurs personnalités parmi lesquelles Jean Tulard, Michel Rouche et Régine Pernoud. Un spectacle historique évoquant la vie du village de Plouharnel sous la Révolution, et plus précisément la vie de Jean Rohu, chef chouan du Morbihan, aura lieu fin juillet, début août 1998. Six représentations sont prévues. Pour plus de renseignements : Syndicat d'initiative, avenue de l'Océan BP 2 56340 Plouharnel. Tél : 02 97 52 32 93.

LIVRES ANNONCÉS

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES, CORRESPONDANCES

Justinien, par Guy Gauthier. En mars, chez France-Empire.

Philippe le Bel, par Jean Favier. En mars, chez Fayard.

Agrippa d'Aubigné, par Madeleine Lazard. En mars, chez Fayard.

Louis XIII, par Gilles Henry. En mars, chez France-Empire.

Marie Mancini, premier amour de Louis XIV, par Françoise Mallet-Joris. En mars, chez Pygmalion-Watelet.

Comment l'esprit vient aux filles, par madame de Maintenon. En avril, chez Bartillat.

Choiseul (1719-1785), par Guy Chaussinand-Nogaret. En mars, chez Perrin.

Le Chevalier d'Éon, par Michel de Decker. En avril, chez France-Empire.

Textes politiques, par le Marquis de Sade, préface de Maurice Lever. En avril, chez Bartillat.

Napoléon 1769-1821, par Georges Bordonove. En mars, chez Pygmalion-Watelet.

Napoléon et les femmes, par André Castelot. En mars, chez Perrin.

Inoubliable Eugénie, l'Impératrice des Français. En mars, chez Pygmalion-Watelet.

Thérèse et l'esprit, par Daniel Ange. En mars, chez Fayard.

Journal, tome II, 1930-1969, par Korneï Tchoukovski. En mars, chez Fayard.

L'Europe brisée, Journal et lettres 1914-1918, par Daniel Halévy. En avril, chez Bernard de Fallois.

Philippe Berthelot, l'éminence grise, par Jean-Luc Barré. En mars, chez Plon.

Georges Bernanos, par Jean Bothorel. En avril, chez Grasset.

Histoire de l'Indochine, 1624-1954, par Philippe Héduy. En mars, chez Albin Michel.

Le Libéralisme de Raymond Aron, par Daniel Mahoney. En mars, chez Bernard de Fallois.

Le Refus. Mémoires d'un agent secret de la France Libre, tome 1, par le colonel Rémy. En mars, chez France-Empire.

Les Soldats du silence. Mémoires d'un agent secret de la France Libre, tome II, par le colonel Rémy. En avril, chez Pygmalion-Watelet.

De Lattre, par Pierre Pélissier. En avril, chez Perrin.

LIVRES ANNONCÉS

Chroniques du mensonge communiste, par Boris Souvarine (textes choisis et présentés par Branko Lazitch et Pierre Rigoulot). En mars, chez Plon.

Journal 1925-1965, par Jules Roy. En mars, chez Albin Michel.

ESSAIS, DOCUMENTS

Mémoires de Ponce Pilate, par Anne Bernet. En mars, chez Plon.

Le Héros aux cent combats. La Grande épopée des Celtes. Troisième époque, par Jean Markale. En mars, chez Pygmalion-Watelet.

L'Égypte, une aventure savante, par Yves Laissus. En mars, chez Fayard.

Faber et artifex. L'artiste au Moyen Age, par Alain Erlande-Brandenbourg. En mars, chez Fayard.

Les Cathares, de Montségur aux derniers bûchers, par Michel Roquebert. En avril, chez Perrin.

Histoire de l'Algérie, des origines à nos jours, par Pierre Montagnon. En avril, chez Pygmalion-Watelet.

Le Suaire de Turin, par Maria Grazia Siliato. En mars, chez Plon.

La République des opportunistes 1871-1890, par Jérôme Grévy. En avril, chez Perrin.

Histoire de Budapest, par Catherine Horel. En mars, chez Fayard.

Naissance de la noblesse, par Karl-Ferdinand Werner. En mars, chez Fayard.

Le Trésor des savoirs oubliés, par Jacqueline de Romilly. En mars, chez Bernard de Fallois.

Histoire de l'esclavage aux États-Unis, par Claude Fohlen. En mars, chez Perrin.

Dictionnaire de stratégie militaire des origines à nos jours, par Gérard Chaliand et Arnaud Blin. En mars, chez Perrin.

Histoire militaire de la France, de la Révolution à 1914, tome 1, par W. Serman et J.-P. Bertaud. En avril, chez Fayard.

Les Soldats de la Grande Armée, par Jean-Claude Damamme. En mars, chez Perrin.

La Guerre à l'Est. Histoire d'un régiment allemand 1941-1944, par Auguste von Kageneck. En avril, chez Perrin.

La Guerre absolue 1940-1945. C'était le XXe siècle, tome III, par Alain Decaux. En avril, chez Perrin.

Guide des pèlerinages en Europe, par Régis Hanrion. En mars, chez Fayard.

Hurrah Zara, par Jean Raspail. En avril, chez Albin Michel.

Cœur-de-Cuir, par Patrick Gofman. En mars, chez Flammarion.

DISPARITIONS

Branko Lazitch

L'historien du communisme Branko Lazitch s'est éteint le 5 janvier 1998 à l'âge de soixante-quatorze ans. Né en Yougoslavie, il avait rejoint à dix-neuf ans, pendant la Seconde Guerre mondiale, les maquis de la résistance monarchiste serbe du général Mihaïlovitch. Après la victoire des partisans communistes de Tito, en 1945, il avait trouvé refuge en Suisse, où il avait travaillé à une thèse de doctorat sur la IIIe Internationale, publiée en 1950 avec une préface de Raymond Aron. Envoyé ensuite à Bruges poursuivre des études au Collège d'Europe, il avait fait la connaissance de Georges Albertini et par son intermédiaire était entré au comité de rédaction du *Bulletin d'études et d'information de politique internationale* (BEIPEI), qui deviendra en 1956 la revue *Est & Ouest*. C'est là qu'il s'était lié à Boris Souvarine. À la mort de ce dernier, en 1985, Branko Lazitch avait repris la direction d'*Est-Ouest* jusqu'en 1992, date à laquelle la revue se saborda. Branko Lazitch était l'un des meilleurs spécialiste de l'histoire du communisme. Son monumental *Biographical Dictionary of the Komintern*, publié par l'université de Stanford – pas encore traduit en français –, lui a valu une réputation internationale. Les travaux de Branko Lazitch sur le Komintern ont été largement utilisés dans *Le Livre noir du communisme* publié sous la direction de Stéphane Courtois.

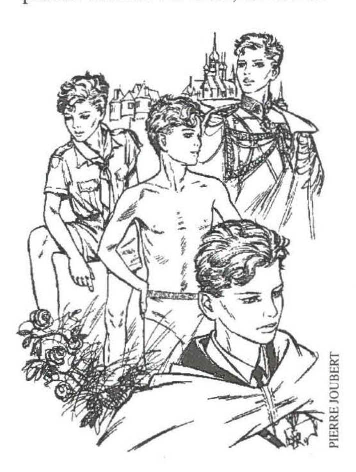
Signalons que les éditions Plon font paraître le 12 mars sous le titre de *Chroniques du mensonge communiste* un ensemble de textes de Boris Souvarine choisis et présentés par Banko Lazitch et Pierre Rigoulot.

Raymond Bruckberger

Raymond Bruckberger est décédé le 4 janvier 1998 à l'âge de quatre-vingt-onze ans en Suisse, où il résidait depuis 1962. Entré dans l'ordre des Dominicains en 1929, à vingt-deux ans, il avait été le secrétaire de la *Revue thomiste*, avait fréquenté les Maritain, rencontré Bernanos. Engagé en 1939 au 24e bataillon de chasseurs alpins, il s'était lié d'amitié avec Joseph Darnand, avant de rejoindre la Résistance et de devenir aumônier général des FFI. Arrêté par la Gestapo, il avait échappé au peloton d'exécution grâce à l'intervention du chef de la Milice. Quand à la Libération celui-ci sera à son tour arrêté, le père Bruckberger ne parviendra pas à le sauver, mais il témoignera à son procès et l'accompagnera à la mort. Après-guerre, le père Bruckberger prendra de grandes libertés avec la règle ecclésiastique et se consacrera à sa carrière littéraire. Ses articles, et ses livres ont bien souvent suscité des polémiques avant de lui valoir de succéder à Raymond Aron à l'Académie des sciences morales et politiques. On peut citer *Nous n'irons plus au bois* (Amiot-Dumont, 1948) *Tu finiras sur l'échafaud*, (Flammarion, 1978) ; *Lettre ouverte à ceux qui ont mal à la France*, (Albin Michel, 1985) ; *Oui à la peine de mort*, (Plon, 1986) ; ou des Mémoires parus en 1989 *À l'heure où les ombres s'allongent* (Albin Michel).

Serge Dalens

A Nancy, pendant l'hiver de 1933, un jeune soldat imagine un roman pour adolescents qu'un de ses amis pourrait illustrer. Le jeune homme s'appelle Yves de Verdilhac, Serge Dalens en littérature, et son ami est le dessinateur Pierre Joubert. Le livre conçu cet hiver-là paraîtra en 1936. Ce sera *Le Bracelet de vermeil*, premier volume de la série du *Prince Éric*, un million d'exemplaires vendus. En 1935, un troisième mousquetaire, Jean-Louis Foncine, s'est joint aux deux premiers pour lancer aux éditions Alsatia la collection Signe de piste, dont il assurera la direction pendant 17 ans. Devant le désastre de 1940, Serge Dalens, Jean-Louis Foncine et Pierre Joubert décident de continuer le combat à leur façon, par des livres qui maintiendront chez les enfants et les adolescents le goût de la vaillance. Au monde gris des adultes, ils opposent le modèle du clan secret, jeune et viril, celui des chevaleries instinctives, du courage et de l'amitié. Serge Dalens, qui était juge pour enfants, n'ignorait rien des secrets de l'adolescence. Dans sa préface à *La Mort d'Éric* (1943), il écrivait : « *Je pense qu'un garçon de quinze, seize ou dix-sept ans est un garçon, c'est-à-dire un homme. Je pense qu'il peut tout comprendre, aussi bien, mieux peut-être qu'une "grande personne", précisément parce qu'il allie, pour un temps très court, la générosité de l'enfance à la vigueur de l'homme. Parce qu'il sait tout ce qu'on lui cache et ne dit rien...* » Serge Dalens est mort le 9 janvier 1998.


PIERRE JOUBERT

Robert Martel

Robert Martel est décédé le 21 décembre 1997, à Bruz (Ille-et-Vilaine), à l'âge de soixante-seize ans. Né en Algérie, où sa famille était établie depuis quatre générations, il avait été un farouche opposant de la politique d'abandon de l'Algérie. Le 13 mai 1958, c'est lui qui avait donné le signal de l'assaut du Palais du gouvernement d'Alger. Surnommé « le chouan de la Mitidja », lors du putsch d'avril 1961, il avait assuré l'hébergement des généraux Salan et Jouhaud. Recherché tant par le FLN que par la police française, il avait en 1962 gagné la métropole où, finalement arrêté, il était resté dix-huit mois à la prison de la Santé. Pendant sa détention, il avait écrit en collaboration avec Claude Mouton un récit des événements que tous deux avaient traversés, *La contre-révolution en Algérie* (Éditions de Chiré, 1972), toujours disponible au prix de 155 F franco chez le même éditeur (DPF, BP 1, 86190 Chiré-en-Montreuil).

Pages réalisées par MACHA MANSKI

Le choc des civilisations

Je n'ai jamais cru à l'explication de l'histoire par les menées secrètes. Mais je n'ai pas la naïveté de penser que les interprétations officielles donnent une explication satisfaisante des grands événements. L'une des raisons d'être d'*Enquête sur l'histoire* est d'aller en tout domaine au-delà des apparences et de ne pas prendre pour argent comptant la version institutionnelle des faits historiques. Nous savons bien que l'histoire fonctionne souvent comme un théâtre, avec une scène et des coulisses qui sont au moins aussi importantes que la partie éclairée par les projecteurs.



Le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, à Bonn, en mai 1962. Après avoir longtemps combattu l'Allemagne, le général de Gaulle en était venu à l'idée que, dans un monde changé, le destin des deux nations issues de l'Empire franc était de s'unir si elles ne voulaient pas disparaître.

C'est dire que, dans un numéro consacré aux services secrets, nous ne pouvions nous en tenir à l'aspect anecdotique de la question, sans négliger cependant ce que l'on peut y apprendre. Plusieurs études vont donc bien au-delà de l'univers classique du renseignement, de l'espionnage et des coups tordus, pour étudier par exemple la conduite secrète de la guerre, dont les Anglo-Saxons se sont fait une spécialité. De ce point de vue, le second conflit mondial, la guerre du Golfe ou les dessous de l'islamisme offrent d'utiles terrains de réflexion.

A quoi servent les services secrets ? La réponse coule de source. Ils sont l'un des instruments par lesquels un État s'efforce d'atteindre ses objectifs dans le monde des puissances. Mais qu'est-ce qu'un État ? La pensée classique répond que c'est un pouvoir souverain, exclusif de toute subordination, capable de garantir sa propre sécurité et celle de ses ressortissants contre les périls intérieurs ou extérieurs. Cette définition attire aussitôt l'attention sur la dégradation d'un État aussi ancien que la France, qui s'est progressivement dépossédé de sa souveraineté au profit d'autres instances juridiques, l'ONU et l'Union européenne. Par la reconnaissance implicite de « zones de non-droit » sur son propre territoire, ce même État fait le constat de son impuissance à garantir sa sécurité intérieure et celle du peuple dont il a la charge.

La dégradation accélérée d'un vieil État ne signifie pas la fin des tensions dans un monde soudain voué au bonheur et à la paix. Le monde réel reste celui des affrontements entre les puissances et les intérêts, où jamais la pitié n'est accordée aux faibles et à ceux qui sont condamnés, même quand des discours sirupeux leur sont prodigués pour accélérer leur agonie.

Le seul horizon certain de l'histoire est le conflit, quelle qu'en soit la forme. C'est ce que vient de rappeler Samuel Huntington, professeur à Harvard et ancien consultant du Conseil national de sécurité des États-Unis. Amplifiant une étude publiée en 1993 dans la revue *Foreign Affairs*, il pronostique que les conflits de l'avenir opposeront les grands civilisations de la planète (1). Ce n'est pas, en soi, une thèse d'une grande originalité. L'histoire a toujours été faite de chocs de civilisations – ce que Spengler appelait les grandes cultures. Le monde hellénique contre l'Orient, Rome contre Carthage, la Chrétienté contre l'Islam, etc.

Huntington identifie aujourd'hui huit grandes civilisations : occidentale, latino-américaine, musulmane, chinoise, hindoue, slavo-orthodoxe, bouddhiste et africaine. On constate tout de suite que cette énumération fait l'impasse sur la spécificité d'une culture (civilisation) européenne non réductible à la civilisation occidentale-américaine. Le concept d'Occident, telle que l'utilise Huntington, c'est-à-dire l'atlantisme à direction américaine, est tout à fait récent. C'est un instrument de l'hégémonie anglo-saxonne qui date, tout au plus, de la Seconde Guerre mondiale. En vérité, les Américains n'ont jamais eu le sentiment de former une communauté avec les Européens.

Les États-Unis se sont constitués sur le refus de la tradition historique européenne assimilée au mal par leurs fondateurs puritains. De fait, dans l'Europe réelle, celle de l'ancien espace franc, contrairement aux États-Unis, le temps et l'espace sont histoire. La culture européenne est enracinée dans des pays, des peuples, des nations et un passé multimillénaire. Suivant le mot d'Otto de Habsbourg, les peuples d'Europe ont édifié au fil des siècles des villes dont le cœur n'est pas la tour d'une banque ou un silo à grains, mais un beffroi ou une cathédrale. Il faut réfléchir à ce symbole et à d'autres. Aux États-Unis, par exemple, la terre n'est qu'une activité économique, un *« business »*. Inversement, depuis la plus haute Antiquité, l'Europe a porté à la terre nourricière un culte religieux, que la modernité elle-même n'a pu effacer. En Amérique et en Europe, l'univers du sens fonctionne de façon opposée.

Le jour n'est pas encore venu pour les Européens de secouer le joug « colonial » de l'Amérique. Mais ce jour viendra, qui, sous l'effet du danger, pourrait précipiter la véritable naissance politique de l'Europe. A ce point du raisonnement, nous rejoignons l'univers du secret, inhérent aux conflits où s'affrontent les puissances…

DOMINIQUE VENNER

(1) Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations.* Odile Jacob, 1997.

Le centenaire de Georges Dumézil

Il y a douze ans, la mort mettait fin aux publications de Georges Dumézil et l'on célèbre cette année le 100e anniversaire de sa naissance. Ses écrits posthumes sont aujourd'hui connus (1). Ils n'ont rien ajouté à une œuvre qui était dès longtemps et demeurera la découverte d'un siècle. Œuvre vouée pour l'essentiel aux Indo-Européens, considérés non plus seulement comme les locuteurs d'une langue dont ont procédé d'autres langues qui ont été à leur tour à l'origine de nos langues européennes et de quelques autres, répandues en Asie occidentale et jusqu'en Inde septentrionale, mais comme un peuple pourvu d'une identité et porteur d'une culture propre, elle-même nourrie d'une pensée traditionnelle originale à laquelle Dumézil donna le nom d'idéologie des trois fonctions. Cette dénomination pouvait paraître ambiguë en raison du caractère abstrait et dogmatique que revêtent trop aisément les idéologies modernes. Mais le grand découvreur s'employa inlassablement à préciser et à nuancer sa méthode d'investigation et l'analyse des phénomènes mentaux dont il avait à rendre compte. Il dut parcourir une longue route solitaire, d'abord avant de parvenir à sa découverte capitale de 1937 (les trois fonctions et l'organisation sociale dans les correspondances entre Indiens et Iraniens d'une part, Celtes et Latins d'autre part), puis entre la toute première formulation de celle-ci et l'élaboration définitive, universellement reconnue, de sa façon de concevoir et d'aborder les manifestations et réalisations diverses, les « avatars », du schéma mental sur lequel repose la pensée trifonctionnelle indo-européenne.

La méthode dumézilienne, mise au point au terme de longs tâtonnements, mûrie et précisée, puis de nouveau remise en question pour donner lieu à de nouvelles investigations toujours plus approfondies et plus rigoureuses, permet à l'esprit de se livrer au libre exercice dialectique qui accepte la confrontation de la théorie et du réel, de l'hypothèse et des faits, de l'intuition et de l'âpre cheminement rationnel qui la corrobore ou vient l'anéantir. Elle est ainsi parvenue à bâtir un univers de références stables et de certitudes désormais établies qui constituent les éléments irréfutables d'une grille d'interprétation susceptible de s'appliquer aux phénomènes les plus divers du monde indo-européen ou des aires culturelles qui, ayant subi son influence, peuvent, à l'instar de la civilisation nipponne, se réclamer de lui.

Après avoir fait renaître la mythologie comparée, désormais dégagée de l'autorité de James Frazer (sans qu'il faille pour autant rejeter au néant tous les renseignements colligés dans *Le Rameau d'Or*), le génie de Dumézil a consisté à accorder aux faits mentaux et culturels la primauté absolue sur les faits matériels et sociaux, sans jamais perdre de vue que la pensée ne fonctionne qu'en un système dans lequel l'ensemble l'emporte toujours sur les parties, qui ne sauraient dès lors être isolées pour subir une analyse différenciée, intellectuellement gratuite et scientifiquement stérile. Cette stratégie inédite privilégiait la notion de structure et aboutissait à appréhender telle ou telle civilisation comme une totalité cohérente portant en elle-même sa logique propre, au détriment des classifications anciennes qui relevaient toutes de la typologie et dont l'universalisme de principe était d'emblée condamné à tenir pour indignes d'être posés tous les problèmes qu'il était impuissant à résoudre !

Frazer et d'autres avaient affirmé que les mythes ne sauraient être que la traduction de l'observation sensible des phénomènes naturels et physiques. Tout ce dont leur théorie ne rendait pas compte tombait ainsi dans le domaine de l'anormal ou de la contingence purement historique, d'un accidentel non significatif de l'humain. Dumézil constate cette carence et inverse les données de départ de la théorie frazérienne. A ses yeux, ce ne sont plus les phénomènes et les manifestations sensibles qui conditionnent le mental pour donner naissance au mythe, mais au contraire les mythes qui, déterminés eux-mêmes par les structures du psychisme qui les a produits, donnent forme au corps social, à l'organisation de la communauté humaine comme aux manifestations de la pensée telles que la religion, le droit, les institutions et, de surcroît, déterminent leur fonctionnement. Préexistant désormais à tout autre usage de la pensée, les mythes imposent à la culture leur interprétation du réel, la vision du monde dont ils sont porteurs. Eux seuls sont en fait à l'origine des conceptions qui sont appelées à se réaliser éventuellement dans l'histoire. Ils posent d'emblée l'univers sans avoir recours à une réflexion expérimentale. L'évolution des mentalités et des cultures n'est ensuite que le fruit de leur vitalité ou de leur détérioration, de leur affaiblissement momentané ou définitif, au contact des situations historiques. Les mythes peuvent disparaître à jamais de la pensée et de la conscience d'une civilisation ou subir des éclipses plus ou moins longues, à leur tour suivies de résurgences. Les formes qu'il leur arrive de revêtir, les projections idéologiques qu'ils engendrent sont en proie au changement et à l'évolution, mais elles ne font jamais, dans leurs successives disparités contingentes, que se renouveler, se « restructurer » selon les mêmes schèmes notionnels fondamentaux. L'essence de la pensée indo-européenne est pérenne dans toutes les réalisations accidentelles variables que lui impose l'histoire en la contraignant à se traduire en actes et en discours, en paroles et en attitudes. On constate alors que le temps n'a de prise que sur la surface concrète de la pensée, mais non pas sur ses soubassements récurrents. Le schème de base des mythes indo-européens demeure égal à lui-même en dépit des matériaux utilisés lors de la construction des édifices idéologiques ou philosophiques, poétiques ou religieux dont il inspire invariablement le plan et dont seule la diversité d'aspects dérobe au regard non averti l'identité profonde.

Si système, il y a, c'est alors celui de la structure mentale observée, mais non pas celui du raisonnement qui la décrit. Ne s'agit-il pas, en fait, d'une « pensée traditionnelle » dont la continuité et les récurrences ne sont nullement signes de monotonie et de stérilité, mais au contraire d'une activité toujours en éveil, sans cesse renouvelée parce qu'elle s'alimente aux sources vives et immédiates de l'activité mentale, dans une zone de l'esprit qui s'apparente plus aux pulsions instinctives qu'à la réflexion consciente, tout en ressortissant néanmoins incontestablement aux fonctions de la pensée ?

Entré en gêneur dans les sciences humaines de notre siècle, imposant une vue des faits et des hommes qui bouleverse les théories à la mode et les idées reçues, Dumézil s'est heurté, et sa mémoire se heurtera sans doute encore, à la force d'inertie des habitudes intellectuelles et à la pesanteur des préjugés, souvent affectifs et parfois même passionnels, du monde savant et universitaire, sans parler de l'opinion et du jugement de ce qu'il est convenu d'appeler le grand public cultivé, lorsque celui-ci s'est piqué bien tardivement de s'intéresser aux travaux que l'Académie française avait voulu honorer en accueillant leur auteur en son sein. Voltaire ne disait-il pas, voici plus de deux siècles, que les idées voyagent à petites journées ? Celles du fondateur de la nouvelle mythologie comparée auront donc encore quelques étapes à parcourir avant que d'être rendues à destination, c'est-à-dire d'occuper dans la culture moderne et dans l'univers des connaissances du monde contemporain la place qui leur revient en raison de leur vertu novatrice et de la révolution qu'elles opèrent dans l'édifice séculaire des conceptions sur lesquelles ont jusqu'ici reposé les sciences de l'homme.

JEAN-PAUL ALLARD

Jean-Paul Allard, agrégé d'allemand, dirige la Section d'études allemandes et germaniques à la faculté des langues de l'université Lyon III. Professeur des universités, il dirige l'Institut d'études indo-européennes, 18, rue Chevreul, 69007 Lyon, et publie la revue *Études indo-européennes*. Il est l'auteur de *L'Initiation royale d'Erec le chevalier* (Milan et Paris 1987, Arché et Les Belles Lettres), interprétation dumézilienne du roman de Chrétien de Troyes.

---

(1) *Le Roman des jumeaux. Esquisses de mythologie.* Paris, 1995.

BIBLIOGRAPHIE :

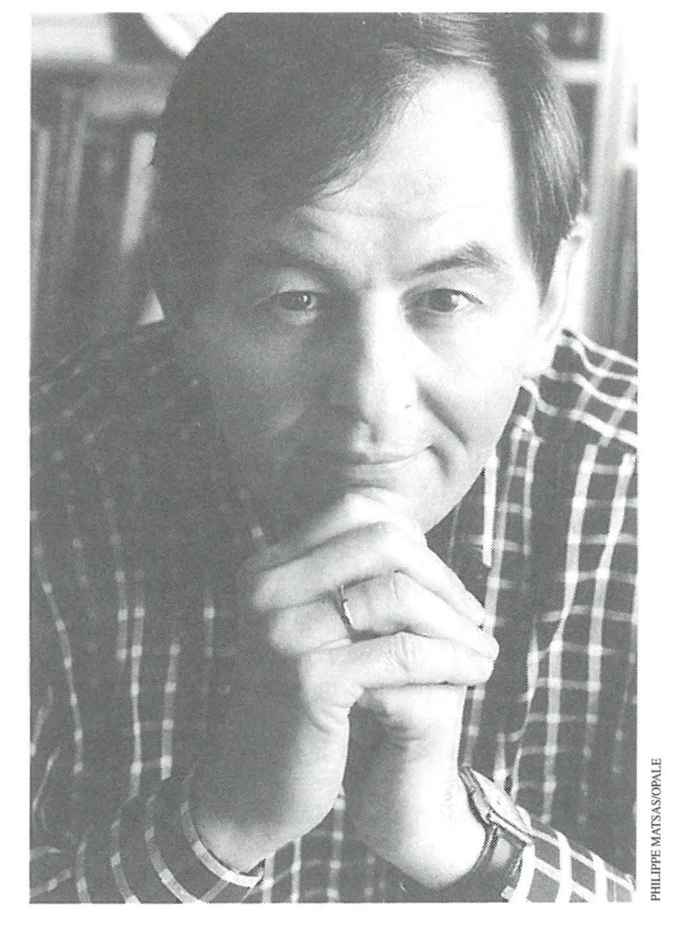
Georges Dumézil, *Mythe et épopée* I, II, et III (Quarto-Gallimard). *Loki* (Champs-Flammarion). *Heur et malheur du guerrier* (Champs-Flammarion). *Mythes et dieux des Indo-Européens.* Textes réunis et présentés par Hervé Coutau-Bégarie (Champs-Flammarion).
Jean Haudry, *Les Indo-Européens* (Que sais-je ?).

EN SURIMPRESSION :
Dessin de Gourmelin figurant les trois fonctions de l'imaginaire indo-européen.

ENTRETIEN AVEC THIERRY WOLTON

« En France, une insupportable censure s'exerce sur l'histoire contemporaine »

Journaliste d'investigation et écrivain, Thierry Wolton est l'auteur notamment du *KGB en France* (1) et du *Grand Recrutement* (2). Dans ce dernier livre il révélait l'existence d'un important réseau secret soviétique au sein des mouvements antifascistes et pacifistes d'avant-guerre en France. L'an passé, il dévoilait dans *La France sous influence* comment les dirigeants soviétiques ont tenté de manipuler les élites françaises, de droite comme de gauche (3). Les critiques n'ont pas manqué, venant des milieux qui se sentaient visés. Ayant eu, dans sa jeunesse, des sympathies maoïstes et ayant appris son métier de journaliste à *Libération*, Wolton reste un esprit libre qui dérange. Dans son nouveau livre, *L'Histoire interdite* (4), il demande que l'on fasse sur le communisme le travail de mémoire que l'on a fait sur le nazisme. Nous l'avons rencontré.



PHILIPPE MATSAS/OPALE

Thierry Wolton. Dans son nouveau livre L'Histoire interdite, *il dénonce la censure qui s'exerce sur la période contemporaine.*

Enquête sur l'histoire : Le titre de votre livre, *L'Histoire interdite*, signifie-t-il que s'exerce aujourd'hui une censure sur l'histoire contemporaine ?

Thierry Wolton : Oui, en quelque sorte. L'histoire qu'on nous raconte est mythifiée dès que l'on aborde la dernière guerre, l'Occupation, la Résistance. Elle est occultée quand il s'agit du communisme et des complicités dont il a bénéficié en France. Et il est interdit de toucher aux légendes ou de dévoiler les compromissions. Les Français sont donc frappés d'une hémiplégie de la mémoire. Cinquante ans après la guerre, on braque les projecteurs sur les crimes du nazisme, les complicités de Vichy et le malheur des victimes. Mais, presque dix ans après la chute du communisme, la responsabilité des démocraties, et de la France notamment, dans la création de ce système et dans son expansion est toujours ignorée. Pourquoi la mémoire d'un côté et l'oubli de l'autre ? J'approuve tous les efforts qui aboutissent à la condamnation sans appel du nazisme, mais je trouve curieux qu'on refuse de faire de même pour le communisme.

ESH : Quelle est la cause de cette *« hémiplégie »* de la mémoire ?

TW : Il faut remonter au désastre de 1940. Plusieurs mémoires se sont élaborées après coup pour faire accepter ce drame. La mémoire gaulliste d'abord qui a fait du Général l'incarnation de la Résistance et qui voulait faire des Français un peuple de résistants, en dehors d'une petite poignée de traîtres. Parallèlement, la mémoire communiste a construit une légende faisant du Parti l'âme de la lutte antifasciste, revendiquant jusqu'à « 75 000 fusillés », ce qui a longtemps permis d'escamoter la compromission du pacte germano-soviétique. Or, de la Francisque de Mitterrand au procès Papon, de commémorations en repentances, on a pu constater que les Français n'avaient pas tous été résistants ni tous collabos. Il y a donc une exacerbation de la mémoire sur toute cette période de la guerre et de l'Occupation car la vérité a été enjolivée ou noircie. Parallèlement, concernant le communisme, il existe une volonté, quasi inconsciente d'ailleurs, de ne pas concevoir l'ampleur de cette tragédie, ce qui aboutit à cette *« hémiplégie »* dont je parle.

ESH : Comment expliquez-vous la différence de traitement entre victimes du nazisme et victimes du communisme ?

TW : La raison en est claire. Il y a aujourd'hui au sein de la gauche, prise au sens large, incluant communistes et trotskistes, mais aussi à droite, notamment chez certains gaullistes au nom d'une ancienne fraternité d'armes, tout un courant qui cherche à séparer la réalité criminelle du communisme, de l'utopie elle-même. Il faudrait masquer les crimes pour ne pas ternir l'idéal ! C'est une autre forme de négationnisme ! Peut-on aujourd'hui imaginer le nazisme sans Auschwitz ? Heureusement non. Pour moi, il n'est pas possible non plus d'imaginer le communisme sans le Goulag. Or, que constatons-nous ? Robert Hue n'a-t-il pas déclaré qu'*« il est dérisoire et grotesque de réduire le bilan du communisme à une comptabilité macabre »* ? Lionel Jospin n'a-t-il pas proclamé : *« Je suis fier de compter des ministres communistes dans mon gouvernement »* ? Tout cela montre que le chemin est encore long avant que l'on comprenne que l'horizon du communisme c'est le camp de concentration. Mais allons plus loin. Enfermée dans une logique qui la met à la remorque des communistes, la gauche social-démocrate continue à prétendre qu'elle représente le bien et que les autres sont le mal. Et pour préserver son identité, elle s'accroche au vieil antifascisme, car c'est finalement tout ce qui reste de valable des décombres du communisme. Alors qu'hier la monstruosité du nazisme a pu masquer la terreur stalinienne, aujourd'hui l'épouvantail du fascisme continue à être brandi par certains pour faire passer au second plan les crimes du communisme et la responsabilité de ceux qui ont soutenu cette idéologie. N'oublions pas, par exemple, que Pol Pot a été formé en France par des communistes français.

L'épouvantail du fascisme continue à être brandi pour faire passer au second plan les crimes du communisme. L'horizon du communisme, c'est le camp de concentration

ESH : Hier, écrivez-vous dans votre livre, il s'agissait d'excommunier les hérétiques pour ne pas désespérer de l'« avenir radieux », maintenant, il convient de les exclure afin de sauvegarder la « mémoire ». Existerait-il une mémoire interdite ?

TW : Dans *Le Grand Recrutement,* quand j'ai mis en cause Pierre Cot, il s'agissait d'une figure importante du milieu progressiste. Ministre de l'aviation, personnage clé du Front populaire, à la pointe de la lutte antifasciste pendant la guerre d'Espagne, ami et patron de Jean Moulin, il était de mauvais ton de révéler ses rapports « professionnels » avec les services de renseignements soviétiques. Quand j'ai publié ce que j'ai découvert sur lui, j'ai été violemment attaqué et diffamé car, à travers ce cas, j'ai eu le tort de montrer que les Soviétiques avaient abusé de la lutte contre le nazisme pour subvertir les démocraties et ensuite, les tromper avec la signature du pacte Staline-Hitler. Au fond, les Rouges et les Bruns étaient faits pour s'entendre, ce que la mémoire antifasciste, telle qu'elle s'est constituée après la guerre, ne peut admettre.

ESH : Quel accueil les historiens professionnels ont-ils réservé à vos révélations ?

TW : En dehors de remarquables exceptions comme François Furet, Alain Besançon ou Stéphane Courtois, il règne chez les historiens un étouffant conformisme intellectuel. Des membres de l'IHTP, certains éléments du CNRS ou de Sciences-po se sont érigés en gardien de leur propre orthodoxie. Ils brandissent la table des lois de leur histoire quand on remet en question les dogmes ou les mythes d'une mémoire qu'ils ont aidé à constituer. En révélant des liaisons entre Jean Moulin et les services secrets soviétiques, avant la guerre, j'ai commis avec *Le Grand Recrutement* un crime de « lèse-histoire ». Pourtant, je n'ai jamais contesté sa qualité de grand résistant et de héros. Je me suis simplement attaché à dévoiler la partie cachée de ce personnage public, qui a ensuite été mythifié pour des raisons politiques que j'explique dans mon livre. Edgar Morin a écrit au sujet de Jean Moulin : *« On peut être un héros et un espion. »* C'est une évidence même s'il n'existe, pour l'instant, aucune preuve que Moulin ait été un agent patenté ! Comme maintenant Gérard Chauvy pour son livre

sur le couple Aubrac, j'ai eu à subir les assauts de certains fonctionnaires de l'histoire qui se sont accaparés la Résistance. Rien ne m'a été épargné, y compris jusqu'à me comparer à Faurisson. C'est un exemple de cette sorte de terrorisme intellectuel qui vise à faire taire les chercheurs libres.

ESH : Pensez-vous que le qualificatif de « nouvel historien » vous convienne ?

TW : Je ne revendique pas le titre d'historien, nouveau ou ancien. En fait, si on parle aujourd'hui de « nouveaux » historiens, c'est surtout parce qu'il y a une « vieille » histoire qui a besoin d'un bon coup de ménage concernant la période contemporaine. En effet, le communisme, idéologie dominante du XXe siècle, a imprégné profondément les consciences et les modes de pensée. L'histoire en a pâti car l'idéologie s'est immiscée dans son écriture. Il faut, aujourd'hui, revoir tout ce qui a été dit et reconsidérer notre passé à la lumière des nouvelles sources d'information accessibles. Au-delà de l'histoire mythifiée, nous pourrons appréhender le passé d'une manière plus conforme à la réalité des faits, mais cela va demander du temps. *« Les obstacles à un bon examen ne viennent pas tant de ce que l'esprit est vide de science que de ce qu'il est plein de préjugés »*, disait le philosophe Pierre Bayle. Einstein pensait, lui, qu'une découverte ne s'imposait pas, ou peu, par la démonstration mais plutôt avec la disparition des tenants des anciennes thèses et l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs. C'est exactement ce qui est en train de se passer sur le terrain de l'histoire. Il faut en finir avec les préjugés anciens et c'est l'émergence de nouveaux historiens qui va assurer le renouveau.

ESH : A travers vos ouvrages, *Le KGB en France*, *Le Grand Recrutement*, *La France sous influence*, vous insistez sur l'action secrète qui a toujours été la particularité du pouvoir soviétique. L'étude des services secrets est-elle nécessaire à la compréhension du communisme ?

TW : Il faut bien voir que depuis toujours le communisme c'est le secret. Dès l'origine, la Russie des soviets s'est considérée comme en guerre permanente contre tous les autres États. La nature belliqueuse du régime est une de ses composantes essentielles. Parmi les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste figure, dès 1920, le devoir de combiner travail légal et travail illégal. La seule manière d'étudier le mouvement communiste est donc de s'intéresser à ses « organes », et notamment à leur activité clandestine et conspirative. Au bureau politique on parlait du travail conspiratif. La Tchéka d'abord, devenue la Guépéou (GPU), puis le NKVD et enfin le KGB, a toujours été le bras armé du Parti, étendant son influence sur tous les organes. On constate ainsi que les services secrets et la police politique sont l'ossature du régime.

Depuis toujours, le communisme c'est le secret. Dès l'origine, la Russie des soviets s'est considérée comme en guerre contre tous les autres États

ESH : Ne vous exposez-vous pas au reproche de ne regarder l'histoire que par le prisme déformant des menées secrètes ?

TW : Je ne crois pas que l'histoire s'explique par des complots. Mais le rôle du secret y est parfois capital, surtout en ce qui concerne le monde communiste. A l'image des Anglo-Saxons, nous devrions accorder plus de place à l'histoire secrète. C'est, notamment aux États-Unis, une matière qui s'enseigne à l'université. Elle est intégrée au processus de l'étude de l'histoire. Les spécialistes de ces disciplines ne sont pas sujet au dénigrement (5).

Les historiens français, dans leur grande majorité, ne conçoivent pas ce phénomène. Pourtant, ce n'est pas en lisant la *Pravda* et en se référant à la politique officielle du régime soviétique que l'on peut comprendre le socialisme réel.

ESH : Quelle est la nature des archives que vous avez explorées ?

TW : J'ai notamment accompli des recherches dans les archives des services secrets américains, anglais et soviétiques.

Je me suis rendu à Moscou dès septembre 1991, à peine un mois après l'échec du putsch communiste du 21 août. A ce moment Eltsine, installé au pouvoir, laisse entendre qu'un trait serait tiré sur le passé. Malheureusement, les archives du KGB ne sont accessibles qu'en ce qui concerne la répression intérieure et non les manipulations et infiltrations dans les pays occidentaux. Cependant, la police politique était présente dans tous les organes du régime. Ainsi, l'ouverture des archives de l'Internationale communiste (Komintern) apporte son lot d'informations. C'est en effet un organe largement engagé dans la subversion, notamment à travers sa branche de l'OMS (6). De même l'ouverture des archives du ministère des Affaires étrangères (MID) a-t-elle été profitable. De nombreux agents du KGB travaillaient sous couverture diplomatique et on retrouve par ce biais des informations sensibles.

ESH : Qu'est-ce que l'ouverture partielle et momentanée des archives de l'Est a apporté à la connaissance réelle de l'histoire du communisme ?

TW : A travers ces archives, on peut pénétrer par une fenêtre, très étroite toutefois, dans le complexe appareil policier du mouvement communiste. Ces documents ont déjà prouvé leur valeur en permettant de dévoiler certaines compromissions. Ils couvrent l'ensemble de la période soviétique, c'est-à-dire une bonne partie de ce siècle. Finalement, dans son obsession du rapport administratif, le complexe policier communiste rend service à l'histoire. Mais cela ne se limite pas au communisme. Il est notable que la parution, ces dernières années, de deux ouvrages basés sur ce que j'appellerai de l'investigation historique, *Une Jeunesse française* de Pierre Péan, et *Aubrac, Lyon 1943,* de Gérard Chauvy, a davantage fait avancer la connaissance sur la période de l'Occupation que les travaux des chercheurs professionnels.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE TANLAY ET GILLES BOURGUIGNON

---

(1) Grasset, 1987.
(2) Grasset, 1993.
(3) Grasset, 1997.
(4) Lattès, 1998.
(5) Ancien directeur de la DGSE, l'amiral Lacoste a créé en 1995, à Marne-la-Vallée, un Institut de formation universitaire du renseignement, initiative sans équivalent en France.
(6) OMS : Département des liaisons internationales du Komintern. C'est à travers l'OMS que se faisaient les liaisons secrètes entre Moscou et les partis communistes à l'étranger (instructions, financements) et que se menaient les activités subversives de l'Internationale communiste dans le monde.

BAVURE OU TRAHISON ?

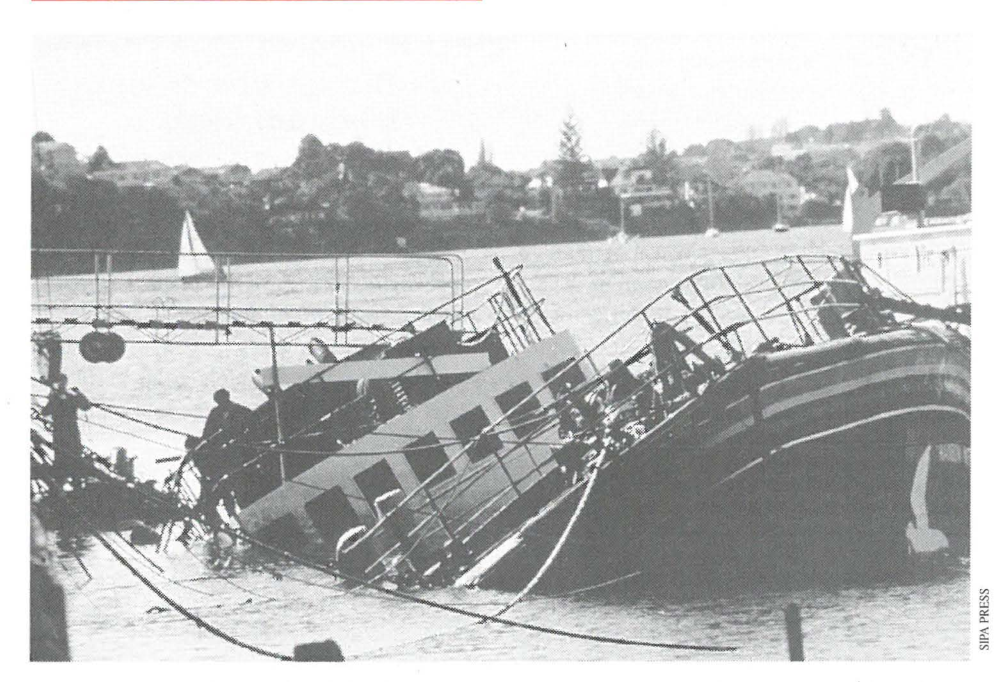
L'affaire du « Rainbow Warrior »

PAR JEAN KAPPEL

Ce fut l'une des bavures les plus spectaculaires des services français. Mais était-ce seulement une bavure ? Démontage d'une affaire où la politique parisienne et certaines officines d'extrême gauche ont joué leur rôle.

La nuit est tombée sur le 10 juillet 1985. Une nuit de l'été austral à Auckland, en Nouvelle-Zélande, où vient d'arriver trois jours plus tôt le *Rainbow Warrior*, navire-amiral de l'organisation écologiste Greenpeace, venu aux antipodes pour participer à la campagne déclenchée contre les essais nucléaires français prévus à Mururoa. A bord du navire, les militants écologistes fêtent, sous les étoiles, l'anniversaire de l'un des leurs.

De l'autre côté du port, un camping-car vient discrètement se ranger sur le parking d'un petit aéro-club désert, à la sortie nord d'Auckland. Il éteint ses veilleuses. Les deux occupants, un homme et une femme, observent en silence la mer. L'endroit est à peu près désert. Quand le vent porte le bruit d'un moteur, l'homme descend du camping-car, repère un petit Zodiac, puis marche sur la route en le suivant des yeux. Il se trouve alors sur la langue de terre qui sépare l'océan Pacifique d'un vaste bassin. Deux ponts sont installés au-dessus des goulets qui permettent aux bateaux de passer de l'océan au plan d'eau. Tout a été repéré à l'avance, le Zodiac doit s'engager sous le premier pont et venir s'amarrer à un endroit désert du bassin. Il suffira alors de récupérer le pilote et son matériel, mais l'imprévisible intervient.



SIPA PRESS

Ce qui reste du **Rainbow Warrior** *dans le port d'Auckland, après l'attentat de la nuit du 10 juillet 1985. Les explosifs étaient de bonne qualité. Les nageurs de combat ont fait le travail et ont disparu sans se faire prendre. La suite fut moins brillante.*

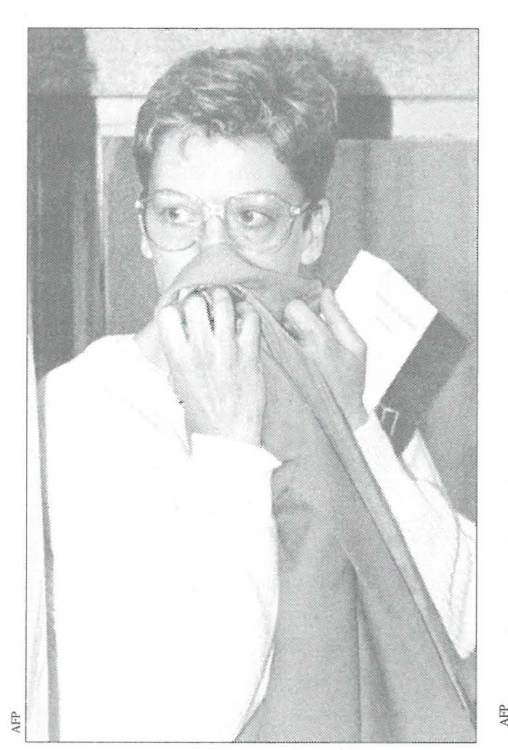
Malgré l'heure très tardive, la douceur exceptionnelle de la température et une pleine lune superbe ont encouragé des pêcheurs à s'installer sur le pont et il n'est plus question de passer en dessous. Il faut pénétrer dans le bassin par le deuxième goulet, situé quinze cents mètres plus loin. L'embarcation peut alors accoster. Elle est hissée à terre et déchargée en silence. L'endroit est désert et l'opération devrait se réaliser en toute sécurité mais deux vigiles, chargés de surveiller un club nautique, ont repéré les deux hommes du Zodiac qu'ils prennent pour des voleurs. Ils signalent leur présence à la police à 21 h 35. Entre-temps l'un des « voleurs » est reparti en courant pour revenir bientôt avec le camping-car qui vient se garer, tous feux éteints, pour charger le contenu du Zodiac. Furieux de ne pas voir arriver la police, l'un des vigiles prend sa voiture et se rend sur les lieux au moment où le camping-car démarre en trombe, mais il a le temps de relever le numéro d'immatriculation. La police n'arrivera qu'à 22 h 30. Vingt minutes plus tard, une puissante explosion secoue le *Rainbow Warrior*. La coque avant est ouverte et les douze personnes

encore à bord doivent évacuer le bâtiment mais un photographe portugais de l'expédition, Fernando Pereira, a oublié ses appareils dans sa cabine. Il remonte à bord pour les y rechercher, juste au moment où survient une deuxième explosion. Le navire sombre et le malheureux est noyé. Une mort imprévue qui va transformer le sabotage d'un vieux rafiot écolo en une véritable affaire d'État et placer la France dans une situation des plus inconfortables.

La police néo-zélandaise se met immédiatement au travail. Dirigée par le surintendant Alan Galbraith, la Criminal Investigation Branch d'Auckland accumule très vite de nombreux éléments. Les vigiles du club nautique fournissent le numéro d'immatriculation du camping-car suspect. Celui-ci a été loué par deux touristes suisses, Alain et Sophie Turenge. Les inspecteurs flairent la bonne piste et demandent au loueur d'alerter la police dès que les deux « touristes » se manifesteront, ce qui se produit dès le lendemain.

Prévenus, les policiers néo-zélandais viennent « cueillir » les deux touristes, arrivés le 22 juin en provenance de Londres. Durant la nuit du 10 au 11, les Turenge ont dormi dans le camping-car, une fois terminée leur mission de récupération. Ce n'est que le lendemain, en écoutant la radio, qu'ils ont appris la mort de Fernando Pereira. Au cours de la nuit, l'arrivée inattendue de la voiture du vigile les a inquiétés, mais ils n'imaginent pas qu'il a relevé leur numéro. Ils doivent en tout cas exécuter les ordres reçus et demeurer en Nouvelle-Zélande jusqu'à la date prévue. A 23 heures, le 10 juillet au soir, ils auraient pu prendre un avion pour Nouméa, dix minutes à peine après la destruction du *Rainbow Warrior*...

Le 11 juillet, Alain Turenge a téléphoné à Paris pour demander des instructions mais le décalage horaire a fait qu'il n'a pu contacter aucun responsable. Ce n'est que six heures plus tard qu'il reçoit l'ordre de rentrer au plus vite. Il est déjà beaucoup trop tard. Arrêtés en rendant le camping-car, Sophie et Alain Turenge, reconnaissent avoir aidé un pêcheur à sortir son Zodiac du bassin, mais ils jurent ne rien savoir de lui. Les pêcheurs qui, installés sur le premier pont, ont aperçu l'homme du Zodiac ne le reconnaissent pas en Alain et les deux « touristes » ne disposent à l'évidence ni d'armes ni d'explosifs. Libérés, ils appellent Paris et se voient conseiller de recourir à un avocat néo-zélandais. Mais, quand celui-ci vient prendre contact avec eux, ils ont été de nouveau arrêtés car Alan Galbraith a appris entre-temps que les passeports suisses qu'on lui a présentés sont des faux. Les deux agents se murent alors dans un silence absolu et ils ne sont inculpés que d'infraction aux lois sur l'immigration, pour la raison qu'ils sont entrés dans le pays sous une fausse identité. Faute de disposer d'un correspondant local qui puisse payer leur caution, ils sont incarcérés à Mount Eden, une prison aux allures de château fort.





Lors de leur présentation à la presse, les deux agents français capturés en Nouvelle-Zélande. A gauche, la fausse Sophie Turenge, en réalité capitaine Dominique Prieur. A droite, le faux Alain Turenge, en réalité commandant Alain Mafart, du Centre d'instruction des nageurs de combat d'Aspretto. Ils appliqueront la règle du silence, interdisant aux enquêteurs de remonter au-delà d'eux-mêmes. C'est la presse française qui révélera aux Néo-Zélandais leur véritable identité.

La police française apporte sa collaboration à l'adversaire

A Paris, on a été rapidement informé de la « bavure » survenue en Nouvelle-Zélande. Le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, a eu connaissance de l'affaire quand les Néo-Zélandais ont demandé à Interpol et à la police française d'identifier le numéro appelé par les Turenge après leur première arrestation. Il apparaît que c'est un numéro ultra-protégé correspondant au fort de Romainville, l'une des bases du service Action de la DGSE. Informé, le président de la République, François Mitterrand, ne donne pas d'instructions précises, si ce n'est de *« laisser l'affaire à Fabius et Hernu »*. Son Premier ministre ne cache pas sa surprise. Quant à Charles Hernu, il jure ses grands dieux, au cours d'une réunion tenue le 16 juillet au soir, que ses services ne sont pour rien dans cette affaire. Joxe songe à ce moment à un « coup tordu » des militaires de la DGSE pour déstabiliser François Mitterrand et la gauche, à quelques mois d'élections législatives qui s'annoncent difficiles. Bref, le ministre de l'Intérieur apporte la collaboration de la police française à son homologue néo-zélandais pour identifier et confondre des agents... français.

A la DGSE, où l'on connaît évidemment tout le détail de l'opération, l'amiral Lacoste, qui commande le service, propose de négocier directement avec les Néo-Zélandais pour enterrer l'affaire. Hernu ne veut pas entendre parler d'une telle démarche, qui reviendrait à reconnaître la responsabilité des Français dans l'attentat. Il est convaincu qu'il faut continuer à mentir. Les Néo-Zélandais ne pourront jamais accumuler de preuves suffisantes contre les Turenge, qui ne parleront pas. Ce qu'ignore le ministre de la Défense, c'est que lesdites preuves seront fournies aux Néo-Zélandais par la police et la presse française, qui vont se charger de conduire l'enquête pour eux.

Le pouvoir apparaît alors complètement divisé. D'un côté, le Premier ministre et le



Deux frères ennemis. A gauche, Charles Hernu, ministre socialiste de la Défense. A droite, Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. On s'interroge toujours sur les raisons qui ont incité ce dernier à collaborer sans retenue apparente avec la puissance étrangère qui retenait prisonniers les agents français.

ministre de l'Intérieur encouragent la recherche de la vérité ; de l'autre, Hernu s'accroche au scénario initial d'une simple mission de renseignement et le président de la République demeure silencieux...

Pendant ce temps, les enquêteurs néo-zélandais avancent dans leurs investigations. On a retrouvé, à bord du Zodiac abandonné au soir du 10 juillet, une paire de baskets achetée à Whangarei, un petit port de plaisance du nord de l'île, et ce sont des Français, quatre navigateurs arrivés le 25 juin à bord du voilier *Ouvéa*, qui en ont fait l'acquisition. Ils sont identifiés, ce sont Raymond Velche, Éric Audenc, Jean-Michel Berthelo et Xavier Maniguet. Leur itinéraire est reconstitué.

Alan Galbraith est convaincu qu'il existe un lien entre les deux « équipes » et il expédie ses inspecteurs dans l'île australienne de Norfolk, où l'*Ouvéa* doit relâcher avant de regagner la Nouvelle-Calédonie. Les marins français ne sont bien sûr au courant de rien... mais on découvre à bord de nombreuses factures qui permettent de reconstituer précisément leur itinéraire en Nouvelle-Zélande, notamment celle d'un hôtel où se sont également arrêtés les faux époux Turenge. On retrouve également une adresse qui va permettre d'identifier la « taupe » chargée d'infiltrer Greenpeace en amont de l'opération. L'adresse est celle d'un artiste peintre écologiste qui a hébergé à Auckland une certaine Frédérique Bonlieu se faisant passer pour archéologue et se présentant comme une sympathisante du mouvement antinucléaire. L'étude du catalogue d'une agence de voyages saisi à bord permet également de retrouver les empreintes de Sophie et Alain Turenge. C'est la preuve qu'un lien existe entre eux et les marins de l'*Ouvéa*. Il n'y a en revanche ni armes ni explosifs à bord du bateau et, le 17 juillet, celui-ci a pu quitter Norfolk, les divers indices signalés plus haut n'étant révélés qu'au cours des journées suivantes. L'*Ouvéa* fait alors voile vers la Nouvelle-Calédonie, où il n'arrivera jamais. Récupérés en haute mer, les trois marins (Xavier Maniguet les a quittés pour rejoindre Sydney et regagner directement la France) vont rentrer en métropole sur un vol régulier et sous une fausse identité. Le surintendant de la police d'Auckland va glaner un élément supplémentaire en trouvant l'origine du Zodiac abandonné au soir du 10 juillet. Il a été acheté chez Barnet Marine, à Londres, par un certain Éric Andreine, se présentant comme Belge. Pour Galbraith, cet Éric Andreine n'est autre qu'Éric Audenc, l'un des navigateurs de l'*Ouvéa*.

Pendant ce temps, les faux époux Turenge, qui sont désormais inculpés d'incendie et de destruction volontaire, d'association de malfaiteurs et, enfin, de meurtre, se murent dans un silence total. Autorisée à téléphoner depuis sa prison, Sophie appelle le 31 juillet un numéro en France. Celui de la caserne de sapeurs-pompiers où elle demande à parler au capitaine Joël Prieur qui se révélera être son vrai mari. Quelques jours plus tard, c'est la police française qui fournit en effet aux Néo-Zélandais la véritable identité de leur prisonnière, le capitaine Dominique Prieur.

Grâce aux coups de téléphone qu'elle a donnés en France pendant son séjour à Auckland, les services d'Alan Galbraith découvrent encore par la police française que la « taupe » infiltrée dans les rangs de Greenpeace et connue initialement sous le nom de Frédérique Bonlieu n'est autre que le capitaine Christine Cabon, qui demeure introuvable...

Les révélations du journal "Le Monde" mettent en cause la hiérarchie des armées

A Paris, Charles Hernu et l'amiral Lacoste continuent à nier toute participation française au sabotage du navire écologiste, pendant que la police française accumule les indices accablants contre la DGSE. Le 6 août, Laurent Fabius désigne, à la demande du président de la République, un enquêteur *« au-dessus de tout soupçon »* pour rechercher si les services français sont mêlés, de près ou de loin, à cette affaire. Il s'agit de Bernard Tricot, ancien secrétaire général de l'Élysée à l'époque du général de Gaulle. La presse poursuit elle aussi l'enquête et révèle bientôt la véritable identité du faux époux Turenge, le commandant Alain Mafart, qui a commandé en second le Centre d'instruction des nageurs de combat d'Aspretto, où sont formés les hommes du service Action. Bernard Tricot rencontre pendant ce temps les différents acteurs identifiés de l'affaire, sauf Christine Cabon. Il interroge notamment l'adjudant-chef Velche, le skipper de l'*Ouvéa*, réapparu en France après que son bateau eût disparu comme par enchantement au large de la Nouvelle-Calédonie. Le rapport rédigé à l'issue de cette enquête confirme la thèse officielle. Il n'y est question que d'une mission de renseignement, pas du sabotage du navire écologiste. Obéissant aux ordres de leur hiérarchie, les militaires, à commencer par l'amiral Lacoste qui exécute ceux donnés par son ministre, ont menti avec une belle unanimité à Bernard Tricot qui *« n'écarte pas*

l'hypothèse qu'on lui ait tu une partie de la vérité » et qui conclut, non sans ironie, que *« la façon dont la DGSE a compris son rôle me paraît avoir été conforme aux directives reçues par le service ».* Le rapporteur fait également remarquer que les occupants de l'*Ouvéa* ont quitté la Nouvelle-Zélande le 9 juillet, la veille de l'attentat, que l'on n'a retrouvé aucune trace d'explosif sur leur bateau et que Dominique Prieur n'a jamais été instruite à la plongée du fait d'une blessure au dos. Aucun des personnages suspectés ne peut donc avoir saboté le navire écologiste... Rendu public le 25 août, le rapport déchaîne la colère de David Lange, le Premier ministre néo-zélandais. Il semble ménager tout le monde et n'éclaire en rien les conditions dans lesquelles le *Rainbow Warrior* a pu être détruit.


AFP

L'amiral Lacoste, à l'époque directeur de la DGSE. Il couvrira son service et ses agents, tout en prenant sur lui le poids d'une opération qu'il avait déconseillée.

La situation semble bloquée. A l'évidence, les Néo-Zélandais ne tiennent pas les vrais coupables, même s'ils ont la conviction que les époux Turenge et les marins de l'*Ouvéa* sont directement liés à l'affaire. Le 16 septembre, François Mitterrand hausse même le ton en protestant, auprès de David Lange, contre les *« accusations infondées dont la France est l'objet. »*

Propos malheureux car, le mardi 17 septembre, *Le Monde* annonce à sa « une », sur quatre colonnes, que *« le* Rainbow Warrior *aurait été coulé par une troisième équipe de militaires français ».* Selon Edwy Plenel et Bertrand Legendre, qui signent l'article, deux nageurs de combat ont posé les explosifs sur la coque du navire et ce qui est plus grave, l'amiral Lacoste, le général Lacaze, chef d'état-major des armées, le général Saulnier, chef d'état-major particulier du président, et Charles Hernu lui-même étaient au courant. Le jeudi 19, *Le Monde* donne de nouvelles précisions. A Matignon, c'est l'affolement et le Premier ministre exige des autorités militaires des réponses écrites à ses questions. Les généraux Lacaze et Saulnier nient toujours et l'amiral Lacoste refuse de donner les noms des plongeurs concernés. La mise en cause des hommes de l'*Ouvéa* et de Christine Cabon a été dure à avaler à la caserne Mortier et il n'est pas question de donner les noms d'autres agents. C'est son honneur de soldat qu'invoque l'amiral en même temps que l'avenir du service. Présentant sa démission, il prend la responsabilité de l'affaire, à condition qu'aucun de ses hommes ne soit poursuivi ou inquiété et sous réserve que les Turenge ne soient pas abandonnés à leur sort. Le 20 septembre, on annonce une deuxième démission, celle du « fusible » Charles Hernu, qui n'en reçoit pas moins un hommage appuyé du président de la République. Il est remplacé par Paul Quilès, qui peut rapidement présenter à Laurent Fabius le compte-rendu de ses investigations. Le 22 septembre, le Premier ministre reconnaît que ce sont les hommes de la DGSE qui ont coulé le *Rainbow Warrior.* Le général Imbot, ancien chef d'état-major de l'armée de terre, est nommé directeur de la DGSE. Deux jours plus tard, il convoque les journalistes pour dénoncer une opération de *« déstabilisation de nos services secrets ».* On n'en saura pas davantage. L'amiral Lacoste, relevé de ses fonctions, Hernu démissionnaire, les principaux « fusibles » ont sauté, et François Mitterrand, qui avait donné son feu vert à l'opération, peut dormir tranquille, l'opinion ne paraissant guère mobilisée par cette affaire, que l'opposition ne cherche aucunement à exploiter.

Des zones d'ombre persistent dans l'histoire de cette « bavure » historique des services français. Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut se sont ainsi interrogés sur l'attitude du ministre de l'Intérieur de l'époque (1). Confronté avec l'évidence d'une implication des services français dans l'affaire au fur et à mesure que se développe l'enquête policière, Pierre Joxe ne la bloque pas et laisse filer vers la Nouvelle-Zélande des informations décisives, que les hommes d'Alan Galbraith n'auraient pas eu les moyens de trouver par eux-mêmes. Certains n'ont donc pas hésité à voir dans le ministre une « taupe de l'Est », acharnée à détruire les services français. Hypothèse qu'il paraît bien difficile d'étayer sérieusement. Il est aussi possible que le ministre de l'Intérieur refuse tout simplement de se compromettre en couvrant une affaire aussi mal partie. Il soupçonne peut-être un « coup tordu » des services contre la gauche. On a invoqué également le souci de se débarrasser de Hernu, un fidèle de Mitterrand qui pourrait devenir l'un des hommes clés d'une future cohabitation et d'un « recentrage » condamné par avance par les tenants d'une ligne socialiste « dure ». Dans cette perspective, le passé trotskiste de certains des journalistes qui sont à l'origine des révélations du *Monde*, et la permanence de leurs réseaux étroitement liés au ministre de l'Intérieur de l'époque, pourraient expliquer une attitude surprenante chez un homme politique de cette dimension...

Le sort du faux couple Turenge fait la une des journaux, à l'occasion de leur procès, qui se termine sur un verdict de dix ans de prison, sans que l'accusation ait pu reconstituer le détail des événements. Heureusement pour les condamnés, la Nouvelle-Zélande a besoin d'exporter son beurre en Europe et son Premier ministre, David Lange, sera vite contraint de trouver un arrangement honorable. Les deux officiers condamnés devront toutefois subir un « purgatoire » de trois ans sur l'atoll français de Hao, condition posée par les Néo-Zélandais pour leur libération. Quant au Centre d'instruction des nageurs de combat d'Aspretto, il a été dissous mais on a reconstitué à cette occasion le 11e régiment parachutiste de choc, le légendaire « 11e Choc », disparu au lendemain de la guerre d'Algérie. Les hommes du service Action sont rentrés dans l'ombre pour remplir toutes les missions réussies dont on ne parle jamais et que les journalistes trop curieux ignoreront toujours...

J. K.

---

(1) Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut. *Enquête sur trois secrets d'État*, Laffont, Paris, 1986.

LE RENSEIGNEMENT DANS L'ANTIQUITÉ

Le renseignement est vieux comme le monde : ils est déjà attesté lors de la première grande bataille connue, celle de Qadesh (juin-juillet 1274 av. J.-C.), entre les troupes de Ramsès II et celles du roi hittite Muwatalli. Le bulletin égyptien qui rapporte l'événement et que Ramsès fit consigner dans ses principaux temples, en signale plusieurs formes : pratique de « l'intoxication » par l'envoi de prisonniers volontaires, chargés de donner de fausses informations ; recherche de renseignements par la capture de soldats que l'on interroge vigoureusement ; utilisation d'éclaireurs chargés de surveiller les déplacements ennemis ; existence d'un corps de messagers montés pour assurer la liaison entre les différentes divisions de l'armée. Quatre objectifs qui se retrouveront avec plus ou moins d'intensité dans toutes les armées de l'Antiquité classique, sans qu'il existât, sauf dans l'armée romaine impériale, de corps spécialisé. Notre information dépend des sources, qui presque toujours dans ce domaine, sont littéraires.

Ainsi Moïse. Lorsqu'il parvint aux franges du désert, près du pays de Canaan, il envoya, précise le livre des *Nombres* (13, 17-29) douze espions-éclaireurs, un par tribu, pour reconnaître le pays. Au retour, ces éclaireurs firent un rapport circonstancié qui épouvanta le peuple d'Israël. Peu importe la réalité de l'anecdote : seuls comptent les procédés de reconnaissance préalable à la conquête du pays.

En Grèce, il revient le plus souvent à la cavalerie de se renseigner sur les mouvements de l'adversaire. C'est l'une des missions que lui assigne Xénophon lequel avait l'expérience de mercenaire : *« Il faut selon moi,* note-t-il dans *L'Hipparque,* VII, *ayant toujours des hommes prêts à faire un coup de main, épier sans se laisser voir les fautes que peut commettre l'armée ennemie. »* Il ajoute : *« Il sera beau, avec l'aide des dieux de pénétrer secrètement sur le territoire de l'ennemi, après s'être assuré de ses forces en chaque point et de la place des avant-postes qui gardent le pays. »*

Les espions sont souvent méprisés. Pourtant, les héros eux-mêmes jouent les combattants de l'ombre : lorsque le Troyen Dolon, revêtu d'une peau de loup part dans la nuit espionner le camps des Achéens, il est surpris par Ulysse et Diomède, en chasse également. Ils le font prisonnier, le forcent à révéler le dispositif militaire troyen, puis le tuent.



Monnaie à l'effigie de César.

(*Iliade*, chant X). Plus tard, Alexandre le Grand savait par ses espions, dit Quinte-Curce (*Histoires*, III, 4, 11-15) que les Perses allaient abandonner la ville de Tarse après y avoir mis le feu. Et il est impensable que dans ses campagnes contre les Indiens, le Macédonien n'ait pas utilisé des éclaireurs. S'agit-il de soldats professionnels ou d'indigènes qui renseignent les troupes ainsi que le signale Xénophon au cours de l'expédition des Dix Mille (*Anabase*, III, 2, 20) ?

Diffuser de fausses nouvelles pour démoraliser l'adversaire est en effet recommandé aussi bien par Xénophon, par Onasandre, que par le romain Tite-Live. Ce dernier affirme : *« Ce sont les rumeurs qui décident des guerres. »* (*Histoire romaine*, XXVII, 45, 5). Hannibal l'avait compris, lui qui eut en Sicile deux agents successifs, Hippocratès, puis Myttonos, lequel passa aux Romains. Glisser du statut d'espion à celui de transfuge semble être un usage fréquent. Dans un cas comme dans l'autre, celui qui se faisait prendre était torturé et mis à mort ou vendu comme esclave.

Dans l'armée de la Rome républicaine, il semble qu'aucune structure durable de renseignement n'ait été mise sur pied. Tout dépend du commandement et des circonstances en particulier géographiques. Comme le remarque Jacques Harmand dans son ouvrage sur *L'armée et le soldat à Rome de 107 à 50 avant notre ère* (Paris, 1967), ce serait César qui aurait mis sur pied un service d'exploration par la cavalerie qu'il nomme *« exploratores »*. Tout chez lui est soumis à l'impératif de l'action. C'est pourquoi il multiplie les sources d'information pour se faire une idée plus juste des terres à parcourir et des armées à affronter. Il sollicite aussi bien les témoignages des commerçants romains itinérants que celui des transfuges et des alliés. Mais pour préparer son débarquement en Bretagne, ces sources d'information sont inexistantes. Alors, il détache un navire de guerre avec comme instructions *« de faire une reconnaissance générale et de revenir au plus vite »* (*Guerre des Gaules*, 4, 20-21).

Sous l'Empire, le renseignement prend une place importante dans la stratégie romaine. Plusieurs sources, là encore : des raids de reconnaissance, des éclaireurs, isolés ou en patrouille, des caravaniers, etc. Ainsi des prétoriens remontèrent le Nil jusqu'à Méroé, d'autres soldats dépassèrent le Djebel Amour. Et c'est toujours à l'*explorator* ou au *speculator*, souvent membres de troupes auxiliaires que revient l'observation des mouvements de l'adversaire.

Pour transmettre les renseignements glanés ici et là, très tôt sont mis en place des unités spécialisées, telle celle des *Kallapu* en Assyrie, le plus souvent des courriers montés. De même, très vite furent utilisés des signaux optiques (ou sonores avec l'utilisation de crieurs chez les Gaulois), à feux, ou à partir du IV[e] et du III[e] siècles, avec des engins et des systèmes plus complexes comme cet ancêtre du sémaphore que décrit Énée le tacticien dans sa *Poliorcétique* ou cette sorte de télégraphe Chiappe que les Romains utilisaient. En outre des messages secrets chiffrés, avec des machines à coder, sont attestés ainsi que des moyens plus anecdotiques : pour communiquer avec ses espions introduits dans le Pirée, Sulla qui assiégeait la ville utilisait, dit-on, des balles de fronde...

Quoi qu'il en soit, il manque une solide histoire du renseignement dans l'Antiquité, une histoire qui fasse la synthèse des fragments d'informations que nous possédons.

FRÉDÉRIC VALLOIRE

Jacques Harmand, *La Guerre antique de Sumer à Rome*, Paris, PUF, 1973. Y. Le Bohec, *L'Armée romaine*, Paris, Picard, 1989. *La Guerre. Trois tacticiens grecs*, présentés par Olivier Battistini, Paris, Nil éditions, 1994.

« Tempête du désert »

PAR PHILIPPE CONRAD

La guerre du Vietnam avait été perdue sur le champ de bataille médiatique avant de l'être sur le terrain. La leçon n'a pas été oubliée. Dans la gestion de la guerre du Golfe, l'Amérique a imité les bons vieux procédés tortueux du maître britannique. Un véritable cas d'école.



AFP

Le président George Bush, ancien de la CIA, en compagnie du général Schwarzkopf, vainqueur de l'Irak. La supériorité américaine était d'autant plus écrasante qu'elle n'était plus équilibrée par une URSS en pleine implosion.

Menaces de *« frappes substantielles »*, déploiement d'une formidable armada dans les eaux du Golfe, coups de projecteur sur les distributions de masques à gaz en Israël et forcing diplomatique conduit par William Cohen et Madeleine Albright, la mise en condition de l'opinion internationale ressemble à celle qui a si parfaitement réussi contre l'Irak huit ans plus tôt. Le fait que tous les observateurs honnêtes sachent parfaitement que l'Irak n'a plus les moyens de menacer personne compte bien peu et les « bobards » les plus énormes envahissent la presse réputée « sérieuse ». Les Scud dissimulés par le dictateur de Bagdad s'apprêteraient à frapper Israël avec leurs redoutables charges chimiques, des laboratoires clandestins fabriqueraient, dans les *« palais présidentiels »*, le redoutable VX, dont *« quelques gouttes peuvent tuer des millions de personnes »* (pourquoi pas des milliards ?), des bacilles meurtriers seraient cultivés par les Mengele du régime baasiste et seraient en mesure *« d'exterminer la moitié de la population de Tel-Aviv »*, enfin, c'est *« au monde entier »* que Saddam Hussein ferait courir les pires dangers.

Abondamment relayé par les médias des pays occidentaux, le bourrage de crâne atteint les effets recherchés puisque, malgré l'hostilité de l'ensemble des pays arabes, malgré l'opposition de la Russie et de la Chine, malgré les réticences de la France et de nombreux pays européens, Bill Clinton, soucieux peut-être de faire oublier Paula Jones et Monica Lewinsky, a reçu le soutien des ses alliés britanniques, allemands ou espagnols, pour mener à bien une nouvelle opération punitive contre l'Irak, soumis depuis 1990 à un embargo et à des sanctions dont on sait qu'ils ont entraîné de terribles conséquences alimentaires et sanitaires pour sa population civile.

C'est également à la suite d'une intense opération de désinformation que fut déclenchée la guerre de 1991, à la suite de l'invasion du Koweit par les forces de Bagdad. Le remboursement des dettes contractées auprès de la principauté pétrolière et un différend frontalier lourd de conséquences puisqu'il concernait l'exploitation des champs pétrolifères de Roumallah étaient à l'origine immédiate de la crise mais, depuis son indépendance, l'Irak réclamait le rattachement de ce qu'il a toujours considéré comme l'une de ses provinces, transformée en protectorat, puis en État indépendant par la seule volonté « colonialiste » de la puissance protectrice et mandataire britannique.

Sorti péniblement vainqueur, mais surarmé du fait de l'aide reçue des pays occidentaux, de la longue guerre qui l'avait opposé à l'Iran, Saddam Hussein pensait qu'il était en mesure d'en finir avec l'anomalie koweitienne. La crise entre Bagdad et Koweit City était engagée depuis plusieurs semaines quand April Glaspie, l'ambassadrice américaine à Bagdad, expliquant qu'il s'agissait là d'un différend interarabe partit en vacances... dans les derniers jours du mois de juillet 1990. Le 31,

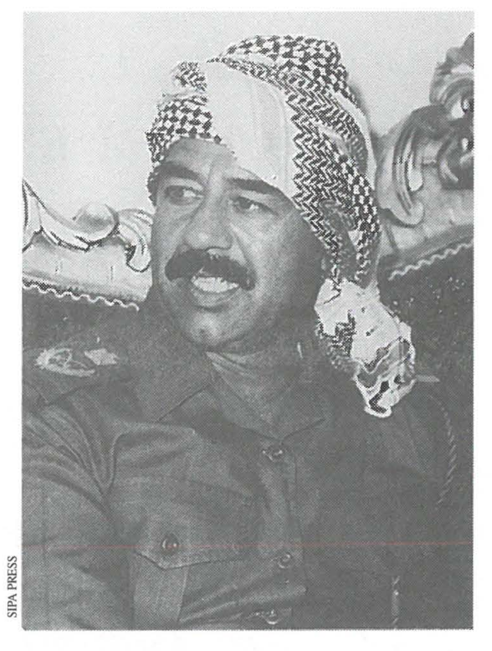
c'est-à-dire la veille de l'invasion irakienne, John Kelly, secrétaire d'État adjoint chargé du Moyen-Orient, déclarait encore, devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, que *« le régime baasiste évolue dans le bon sens et les USA ne se sont pas engagés à défendre le Koweit en cas d'agression... »* On connaît la suite.

Chef de file de la croisade menée contre Saddam Hussein, George Bush va conduire jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la destruction du potentiel industriel, l'opération contre l'un des seuls pays arabes susceptibles d'apparaître à terme comme un candidat sérieux à la puissance régionale. Au-delà, il s'agissait aussi pour les Américains d'écarter du marché pétrolier, qu'ils entendent contrôler, un État susceptible de jouer la carte d'un partenariat en ce domaine avec l'Europe.

L'objectif stratégique étant établi, il fallait encore faire accepter la guerre par les opinions publiques occidentales. C'est au nom de l'ONU que les États-Unis vont organiser l'opération « Bouclier du désert » qui se transformera en janvier en « Tempête du désert ».

Saddam Hussein eut beau prétendre qu'il évacuerait le Koweit et respecterait les décisions de l'ONU quand tous les pays de la région en feraient autant – ce qui impliquait l'évacuation par Israël des territoires palestiniens occupés et du Golan syrien – l'argument porta sur les opinions arabes mais ne suffit pas pour émouvoir l'administration américaine, qui s'engagea à bâtir, à l'issue de ce conflit, un nouvel ordre régional, garantie d'une paix durable. Le ralliement de la Turquie, de la Syrie ou de l'Égypte à la « communauté internationale » engagée contre l'Irak apporta la caution musulmane ou arabe nécessaire à la coalition et les espoirs du président irakien de voir basculer en sa faveur la « rue arabe » ne furent pas couronnés de succès.

Tout cela ne pouvait cependant suffire pour mobiliser les citoyens américains, dont la plupart ignoraient même en août 1990 où se trouvaient sur la carte l'Irak et le Koweit. Il fallait donc leur « vendre la guerre » et employer pour cela tous les moyens nécessaires. Les armées occidentales avaient acquis un savoir-faire certain en ce domaine depuis le début des années quatre-vingt. Les stratèges américains avaient notamment mesuré à quel point la guerre du Vietnam avait été perdue sur le champ de bataille médiatique avant de l'être sur le terrain. Pour éviter ce genre de problèmes, les Anglais avaient su « gérer » au mieux la guerre des Malouines, qui allait servir de modèle en matière de traitement médiatique des conflits.


SIPA PRESS

Le président irakien Saddam Hussein. Courtisé par les Européens jusqu'en 1990, il deviendra du jour au lendemain un sanguinaire dictateur dénoncé comme tel par tous les médias occidentaux.

La guerre du Golfe apparaît pourtant comme un festival inégalé en matière de désinformation médiatique. On ne retiendra que quelques-uns des exemples les plus étonnants de cette surenchère démagogique et belliciste visant à présenter un pays arabe en voie de développement, comptant à peine vingt millions d'habitants et ne disposant que de capacités industrielles et technologiques limitées, comme une puissance redoutable, capable de mettre en danger la paix du monde.

Il y a d'abord, bien sûr, la personnalité du leader irakien, *« dictateur sanglant »*, *« boucher de Bagdad »*, *« criminel mégalomane »*, avec, en final l'inévitable *reductio ad hitlerum*, classique en ce genre de situation. Saddam ne serait qu'un avatar du Führer et, pour faire plus vrai, quelques photos truquées lui raccourcissent la moustache. Les images de la « résistance » de Koweit City constituent un autre grand moment de la guerre télévisée. De courageux patriotes faisant face, le lance-roquettes à la main, aux monstrueux chars irakiens ne pouvaient que susciter la sympathie pour un petit peuple héroïque luttant pour sa liberté (il n'est guère question, à l'époque, de rappeler la réalité de la « démocratie » koweitienne ou le statut qu'elle assure aux femmes...). Malheureusement, il apparut par la suite que les « films amateurs » parvenus en Occident pour magnifier le courage des résistants koweitiens n'étaient en fait que des montages réalisés par une agence de communication travaillant pour le compte de l'émir du Koweit et dirigée par Mike Deaver, ancien secrétaire général adjoint de la Maison Blanche à l'époque de Reagan, qui se vantera ensuite d'avoir fait de la guerre du Golfe *« une combinaison de* Lawrence d'Arabie *et de* La guerre des étoiles... »

La réoccupation par les marines de l'ambassade US à Koweit City, avec débarquement en hélicoptère sur le toit du bâtiment, relève également de la pure fiction puisque les images ont été tournées deux jours après la reprise réelle des locaux.

La formidable « ligne Maginot » bâtie dans le désert koweitien par les Irakiens avait aussi de quoi inquiéter fortement les alliés : un mur de sable de six à huit mètres de haut, des fossés antichars, des mines partout, un fossé rempli de pétrole destiné à opposer une barrière de feu à l'offensive des libérateurs, des chars enterrés, de la DCA, des batteries d'artillerie disposant d'obus à charges chimiques, de quoi faire frémir dans les chaumières... Une ligne Maginot qui, mystérieusement, disparaîtra dès le premier jour de l'offensive terrestre... sans doute emportée par une tempête de sable.

Que dire de la fameuse « marée noire » à propos de laquelle Jean-Claude Guillebaud, de l'association Reporters sans frontières, a pu déclarer que *« les Américains, de façon délibérée, ont exagéré ce phénomène, l'ont dramatisé et n'ont pas donné des informations exactes. En réalité, on sait maintenant qu'il y a eu cinq marées noires successives, échelonnées dans le temps et, pour quatre d'entre elles au moins, c'est la responsabilité des alliés qui est avérée. »* Quelques journalistes trop curieux, qui avaient demandé à survoler la marée noire en hélicoptère, se virent répondre que *« c'était trop dangereux »*, mais les téléspectateurs purent voir sur leurs écrans de malheureux cormorans mazoutés... filmés en Bretagne lors du naufrage de l'*Amoco Cadiz*, treize ans plus tôt. On sait également aujourd'hui que le pilote prisonnier présenté à la télévision de Bagdad et dont le visage tuméfié avait amené les commentateurs à dénoncer les tortures qu'il avait subies, s'était volontairement blessé en se cognant contre un mur pour éviter, justement, d'être présenté à la télévision.

La centaine de victimes civiles tuées lors du bombardement d'un abri antiaérien furent rapidement transformées en victimes de Saddam, qui avait fait exprès de placer là des bou-

ciers humains innocents pour protéger un bunker particulièrement sensible devenu, selon les communiqués, *« poste de commandement »* ou *« centre de transmissions »*.

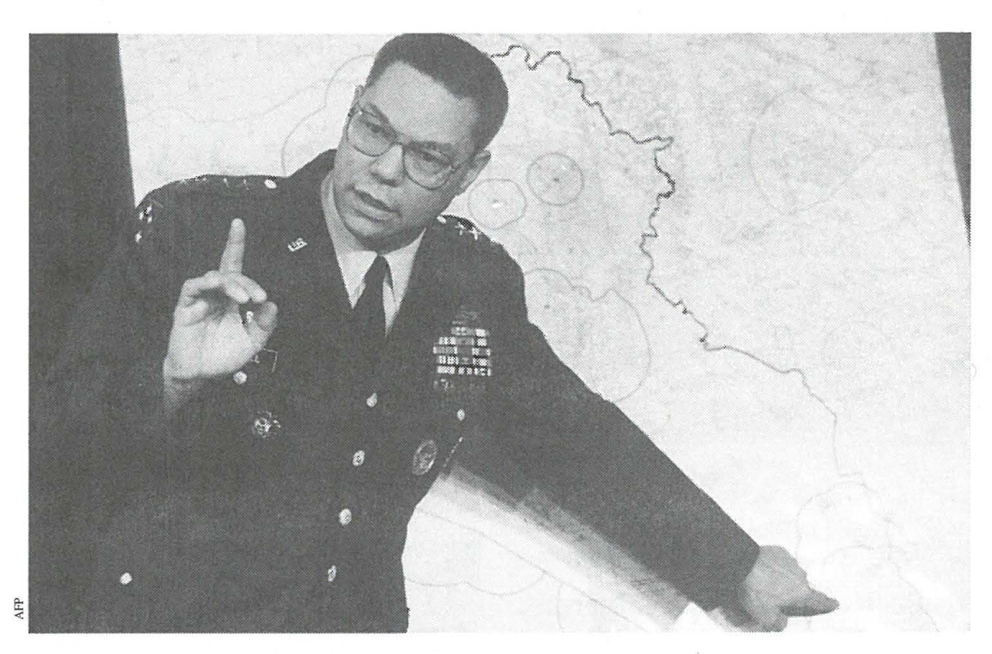
Les télévisions américaines, particulièrement choyées par les officiers de presse de l'armée, jouaient le rôle principal mais les pays « alliés » ne furent pas en reste et c'est ainsi que Patrick Poivre d'Arvor présenta un « capitaine Karim » totalement imaginé, venu raconter comment Saddam Hussein avait assassiné devant lui un général… mort quatre ans plus tôt durant la guerre contre l'Iran. Tout cela confirmé par de nombreux *« experts »* militaires, généraux en retraite spécialistes en bombardements *« chirurgicaux »* ou en armes à guidage laser.

Il y eut aussi les silences et les oublis. Les pertes irakiennes d'abord, car la « guerre zéro mort » valait exclusivement pour les « libérateurs » du Koweit, qui n'hésitèrent pas à faire un massacre des misérables troupes en retraite sur la fameuse autoroute allant de Koweit à Bassora, pas plus qu'à enterrer vivants dans leurs pauvres tranchées des centaines d'adversaires, dont de nombreux blessés. En tout, cent à cent cinquante mille morts, dont aucun grand média ne trouva le temps de parler.

Silence également à propos des « dommages collatéraux », terme technique bien aseptisé pour évoquer les victimes civiles des prétendues frappes chirurgicales qui, bien qu'elles aient détruit le premier jour *« 80 % des objectifs »* n'en continuèrent pas moins pendant un mois.

Il est inutile de préciser que les manifestations d'hostilité à la guerre, aux États-Unis comme dans les pays européens ou arabes n'eurent droit, au mieux, qu'à quelques secondes sur les grands médias US, peu curieux de retrouver April Glaspie, la dernière ambassadrice américaine en Irak, dont le comportement plus qu'équivoque à la veille du conflit pouvait justifier quelques questions, et qui ne réapparaîtra que le 20 mars 1991.

Alors que toutes les télévisions occidentales comptabilisaient avec le plus grand soin les rares tirs de Scud irakiens sur Israël et la base de Dahran – pour constater le peu d'importance des dégâts et l'absence des charges chimiques annoncées – le représentant de l'Indiana, Dan Burton, réclamait un bombardement nucléaire de l'Irak et Dick Cheney, le secrétaire à la Défense, était interrogé sur l'opportunité d'utiliser des armes atomiques tactiques *« pour sauver un nombre significatif de vies américaines. »*


AFP

Chef d'état-major des forces armées américaines, le général Colin Powell dans son rôle de mentor médiatique.

Les grands médias, et pour cause, oubliaient pendant ce temps de signaler que la chaîne NBC appartenait à General Electric, fabricant d'une bonne partie des matériels sophistiqués utilisés dans le Golfe. Il y avait pourtant là l'occasion de mettre en lumière les liens unissant aux médias le complexe militaro-industriel américain. De nombreuses émissions sur CNN, CBS ou ABC sont en effet subventionnées par de grandes entreprises du secteur de l'armement.

Le fameux épisode des bébés massacrés, inventé par l'agence Hill & Knowlton

On comprend mieux l'ampleur de la désinformation qui a accompagné la guerre du Golfe, ce qu'a clairement exprimé, le 20 mars 1991, Tom Wickler, du *New York Times*, en constatant que *« Bush et les militaires ont si bien réussi à contrôler l'information qu'ils ont pu dire à l'opinion uniquement ce qu'ils voulaient qu'elle sache. »* On comprend aussi comment on a prétendu vendre à l'opinion l'idée parfaitement saugrenue selon laquelle l'armée irakienne était la *« quatrième du monde »*. Affirmation tout à fait fantaisiste, qui reposait sur le gonflement arbitraire des effectifs disponibles et des capacités matérielles d'un pays totalement dépendant de l'extérieur pour sa technologie militaire.

Le mythe du « canon géant » destiné à frapper Israël, à l'époque des missiles sol-sol tirés de lanceurs mobiles, a fait long feu mais il en va autrement des moyens chimiques et bactériologiques dont disposait le raïs de Bagdad. Leur mise en œuvre dans un tel contexte, face à un personnel adverse protégé et à un ennemi doté à l'évidence de moyens de dissuasion et de représailles sans commune mesure eût été de toute manière totalement aberrante mais, dans la mythologie des armes chimiques irakiennes, les médias, restés silencieux sur cette affaire deux ans plus tôt, ne manquèrent pas d'évoquer le massacre aux gaz dont Saddam s'était rendu coupable contre les Kurdes. L'ennui est que l'emploi des gaz contre le village de Halabja, en mars 1988, ne fut pas le fait des Irakiens mais celui des Iraniens.

On ne peut évoquer la désinformation liée à la guerre du Golfe sans rappeler le fameux épisode des *« prématurés arrachés à leurs couveuses et jetés sur le pavé de l'hôpital de Koweit City »* par la soldatesque de Saddam Hussein. L'affaire a été complètement démontée. C'est l'agence de communication Hill & Knowlton qui a organisé toutes les auditions devant le Comité des droits de la personne du Congrès et qui, pour le compte de l'Organisation des citoyens pour la liberté du Koweit, a réalisé une campagne d'un coût de dix millions de dollars. La jeune Nayirah, *« réfugiée koweitienne dont l'identité n'était pas révélée pour des raisons de sécurité »*, était en fait la fille de Nasir Al-Sabah, l'ambassadeur du Koweit à Washington et il apparut rapidement aux enquêteurs d'Amnesty International et de Human Rights Watch que les trois cent douze malheureux bébés ainsi assassinés n'étaient que le produit de l'imagination des « vendeurs de la guerre ».

Ph. C.

Jeux de dames

PAR ADRIEN BROCARD

A ce drôle de jeu, double ou triple, tous les coups sont permis. Les femmes ont montré qu'elles savent tenir leur partie. De mauvaises langues affirment qu'elles parlent trop. Les espionnes ont prouvé qu'elle savent aussi écouter.

Toute référence à James Bond mise à part, les espions seraient-ils misogynes ? Le grand professionnel soviétique Richard Sorge estimait que *« la femme est incapable de tout travail sérieux d'espionnage [...] trop émotive, trop dépourvue de raison et de sang-froid »*. Ancien officier du Deuxième Bureau, de son vrai nom colonel Brouillard, le romancier Pierre Nord affirmait au contraire, dans un genre à peine plus flatteur, la supériorité de la femme dans la guerre subversive : *« Nous vivons la grande époque de cette forme d'hostilité. [...] Son arme (parlons franc) est le mensonge. Mensonge ? Eh bien ! Ne sentez-vous pas, Mesdames, qu'un grand avenir militaire s'ouvre devant vous ? »*

Qu'ils soient d'un camp ou d'un autre, Hébreux ou Assyriens, Samson ou Holopherne, ces pauvres naïfs d'hommes semblent bien être toujours tombés dans les rets de femmes fatales, de Charibde en Scylla, ou plutôt de Dalila en Judith. *« C'est immoral – c'est irréalisable – mais il est techniquement indiscutable que l'espionne idéale serait l'épouse légitime d'un puissant de ce monde »*, écrit encore Pierre Nord. Irréalisable ? La Bible raconte comment Dalila surprit, avant de le livrer aux Philistins, le secret de la force surnaturelle de son mari. Le personnage de Judith ressemble mieux à nos espionnes modernes : pour sauver son peuple assiégé, elle séduit



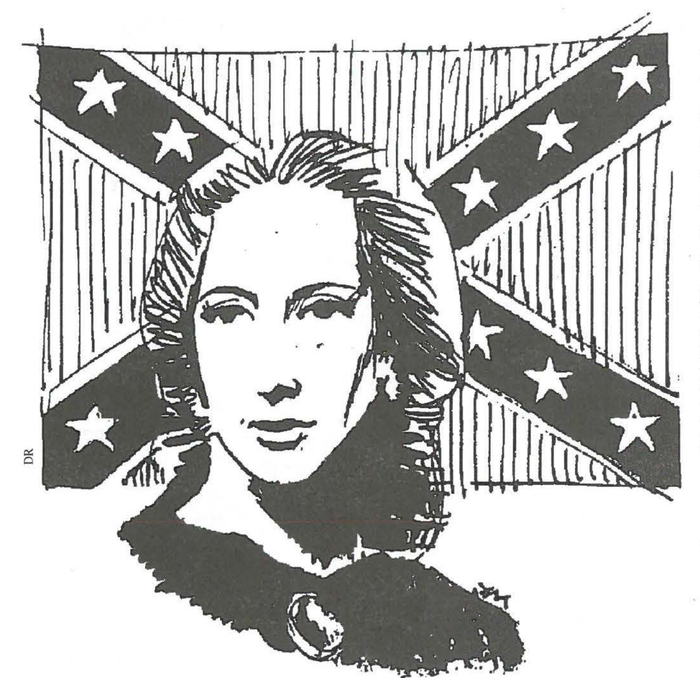
Monica et Bill, « l'histoire sordide qui met en péril le président américain »... *Mais pour la presse arabe, Monica Lewinsky étant juive, toute cette affaire a été montée par les services israéliens, afin de contraindre le président Clinton à soutenir toujours plus Israël... Et l'ancien président libanais Rafic Hariri renchérit :* « Ce qui se passe aux États-Unis n'est pas un scandale sexuel, mais une action du lobby sioniste. »

Holopherne, propose de lui livrer la ville et profite d'un coma éthylique pour le décapiter : l'alcool et la femme ne font pas bon ménage.

Plus proche de nous s'impose sous Louis XV la figure mystérieuse du chevalier d'Éon, qui comprit que les meilleurs espions sont les espionnes, ou assimilés... Charles de Beaumont sut si bien donner le change qu'il reçut finalement l'ordre de garder les habits féminins.

Les plus remarquables spécimens d'agents secrets ont cependant exercé leurs talents au cours des conflits modernes, inaugurés par la guerre de Sécession américaine. Au cours de cet affrontement meurtrier s'illustrèrent des caractères aussi originaux que celui d'Emma Edmonds, chez les Yankees, ou Rose O'Neale, dans le camp adverse. Ces dames étaient guidées par des convictions qu'elles n'auraient pas trahies, même sous peine de mort. La plus exemplaire d'entre elles, Belle Boyd, œuvra pour la Confédération.

On peut très précisément dater le tournant de sa destinée du 4 juillet 1861, jour où elle tua d'un coup de revolver, à l'âge de 17 ans, un Yankee qui agressait sa mère. Acquittée en plaidant la légitime défense, elle s'installe à Front Royal (Virginie) dans un hôtel luxueux appartenant à son oncle, et qu'occupe l'état-major du général nordiste Shields. Cultivée, intelligente, séduisante à défaut d'être vraiment belle, elle envoûte un aide de camp auquel elle laisse espérer le mariage. L'insolence avec laquelle elle affiche ses convictions sudistes endort-elle les méfiances ? Ayant pratiqué un trou dans le plancher d'un placard, au-dessus de la salle à manger où se réunit l'état-major de Shields, elle recueille de précieux renseignements qu'elle transmet aux Confédérés. En mai 1862, lors d'une offensive sudiste en Virginie, au prix d'une longue chevauchée nocturne à travers les lignes, elle parvient à informer le célèbre général Jackson du plan de retraite nordiste. Démasquée en juillet 1862 par un éclaireur yankee, Belle, incarcérée une première fois à Washington, repousse les propositions du secrétariat à la Guerre, qui lui offre de changer de camp. Libérée à la faveur d'une épidémie qui sévit dans la prison, elle recommence à espionner, est de nouveau emprisonnée puis relâchée. Au printemps 1864, bravant le blocus yankee, elle s'embarque pour l'Angleterre, porteuse de lettres du président de la Confédération, Jefferson Davis. Son bateau ayant été arraisonné par une vedette ennemie, Belle séduit l'officier qui la commande, le retourne en faveur du Sud et, l'ayant convaincu de faire route sur l'Angleterre, l'épouse à Londres. C'est dans la capitale anglaise que la paix surprend l'intrépide sudiste, déjà veuve : son mari, pris en tentant de rejoindre le Sud, est mort en prison. Devenue actrice de théâtre, elle usera encore deux époux. Belle vitalité !



Belle Boyd, l'intrépide espionne sudiste de la guerre de Sécession. Elle n'était pas la seule. Le Sud connaît à l'avance les plans de ses adversaires, **« informé sans doute,** *écrit le prince de Joinville,* **par ces mille agents féminins qui font pour lui l'espionnage dans les réduits les plus intimes ».**

Des espionnes patriotes dans la Belgique occupée par les armées du Kaiser

Les espionnes de la guerre de Sécession trouvent des héritières en Europe cinquante ans plus tard. D'un bord ou de l'autre, des femmes s'adonnent au renseignement tout au long de la Première Guerre mondiale. Comme Belle Boyd, nombre d'entre elles sont guidées par un pur patriotisme : c'est le cas de l'Anglaise Edith Cavell, qui organise en Belgique occupée un réseau spécialisé dans l'aide aux prisonniers évadés, avant d'être arrêtée et fusillée le 12 octobre 1915 ; ou des Françaises Louise de Bettignies, alias Alice Dubois, et Marie-Léonie Vanhoutte, dite « Charlotte », dont les informations permettent de bombarder le train de Guillaume II. Arrêtées toutes deux en septembre 1915, Marie-Léonie écope de 15 ans de travaux forcés, tandis que Louise, condamnée à mort, voit sa peine commuée en 27 années de prison, mais elle meurt de la tuberculose le 27 septembre 1918.

Autre figure d'espionne patriote, la Belge Gabrielle Petit, élevée à l'orphelinat, s'était fiancée en mars 1914 avec un jeune sous-officier, vite mobilisé. Elle s'offre alors à renseigner l'Intelligence Service et commence sous le pseudonyme de « mademoiselle Legrand » une carrière d'agent secret. Arrêtée une première fois à la fin de l'année 1915, mais relâchée, elle est piégée par le contre-espionnage allemand en février 1916. Condamnée à mort, elle meurt en criant *« Vive la Belgique, vive le roi ! »* Le 27 mai 1919, la Belgique lui fit des funérailles nationales.

Parallèlement à celles qui servent leur pays, d'autres femmes trahissent, comme la Tichelly, dont un fils sert pourtant au 117e d'infanterie : découverte, elle est fusillée en mars 1917. Yvonne Schadeck et sa complice Anne Garnier, qui soutirent des renseignements aux soldats rencontrés dans les gares parisiennes, ont plus de chance : repérées en mars 1918, et confondues par la découverte sur Yvonne d'une note sur l'arrivée des contingents américains, elles doivent à la fin de la guerre d'échapper au peloton d'exécution.

C'est l'amour qui pousse la Grenobloise Marguerite Francillard à servir l'ennemi : son amant, espion allemand, l'utilise comme agent de liaison. Pas très futée, elle est vite remarquée par les services français qui, en la filant, arrêtent une douzaine d'agents ennemis. Appréhendée à son tour, elle est exécutée à Paris le 10 janvier 1917 et meurt courageusement en demandant *« pardon à Dieu... Vive la France ! »*

Difficile de ne pas évoquer ici la plus célèbre des espionnes, sinon la mieux douée. Margareta Gertruida Zelle, alias Mata-Hari, n'était pas née aux Indes comme elle le prétendait, mais en Hollande. Elle avait en revanche passé cinq ans aux Indes néerlandaises avec son mari, le capitaine Rudolph Mac Leod. Divorcée, Margareta revient en Europe, s'ins-

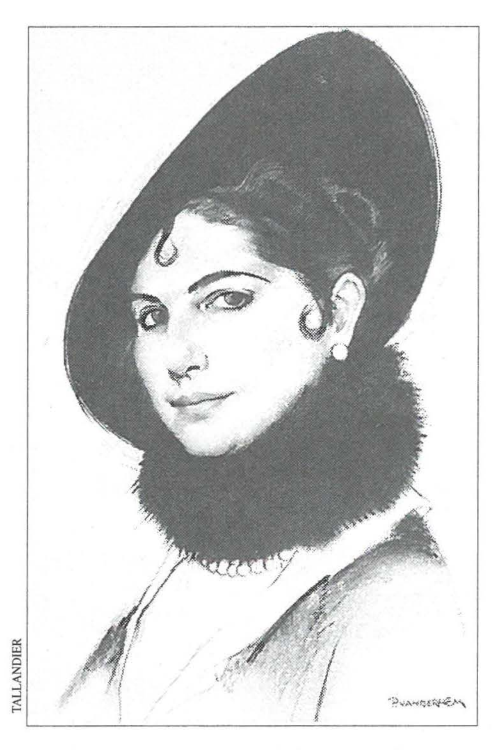
talle à Paris et, se présentant comme la fille d'un prince javanais et d'une bayadère du temple bouddhiste de Kanda-Swani, initiée aux danses sacrées des Indes, s'exhibe dans le plus simple appareil devant des publics masculins peu accoutumés à de telles audaces : ainsi se produit-elle en mars 1905 au musée Guimet dans une *« évocation des cultes sacrés des peuples asiatiques »* propre à susciter des vocations d'ethnologues…

La célébrité que lui valent ces numéros exotiques précipite dans son lit – car elle est peu farouche – tout un petit monde de politiciens, de diplomates et de généraux. Au nombre de ses amants figureront le Kronprinz ou, chez les Français, le ministre de la Guerre Messimy. Ces relations ne demandent qu'à être exploitées.

De Mata-Hari à « la Chatte »

Recrutée par les services allemands en juin 1915, la danseuse s'installe au Grand Hôtel, à Paris, où elle séduit les officiers de passage. En 1916, le commandant Ladoux, du contre-espionnage français, affirmant être *« absolument certain »* qu'elle est un agent de l'Allemagne, lui propose néanmoins de changer de camp (il prétendra pourtant que l'initiative venait d'elle). Se rendant en Espagne, elle y séduit les attachés militaires aux ambassades d'Allemagne – le capitaine Von Kalle – et de France – le colonel Danvignes. Pour qui travaille-t-elle alors ? Les renseignements qu'elle transmet à Ladoux – sur les infiltrations d'officiers ennemis au Maroc français, ou sur la connaissance par les Allemands du chiffre français – ne suffisent pas à dissiper les soupçons qui pèsent sur elle : incarcérée le 13 février 1917 à la prison Saint-Lazare, elle est confondue par le capitaine Bouchardon, juge d'instruction, sur la foi de messages entre Berlin et von Kalle, captés et décodés par le poste d'écoute de la tour Eiffel.

Le 21 mai, la danseuse passe aux aveux, peu après avoir été informée de la déposition du capitaine russe Vadim de Massloff, dont elle est sincèrement éprise, par laquelle cet officier déclare *« cesser toutes relations avec cette dame qui passe pour une aventurière… »* Convaincue de double jeu au bénéfice de l'ennemi, Mata-Hari est condamnée à mort et fusillée le 15 octobre 1917. *« Entre nous, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat »*, dira plus tard le lieutenant Mornet, commissaire du gouvernement au procès de l'espionne, et qui,



TALLANDIER

***Fausse danseuse hindoue, mais vraie charmeuse, Mata-Hari se laisse prendre à un jeu qui la dépasse. Après l'avoir fait exécuter, le procureur Mornet déclarera :* « Entre nous, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat. »**

procureur général, requerra un jour contre le maréchal Pétain…

D'autres espionnes célèbres eurent davantage de chance. Marthe Richard, ancienne prostituée surtout connue pour avoir sonné la fermeture des maisons closes, fut envoyée en Espagne par les services français en 1916, après la mort de son mari au champ d'honneur. Elle y séduisit le chef de la section d'espionnage naval allemand, Hans von Krohn, auquel elle livra probablement quelques informations tandis qu'elle renseignait les Français sur les sous-marins ennemis. La Seconde Guerre mondiale fournit à Joséphine Baker, recrutée par le Deuxième Bureau, l'occasion de conjuguer la guerre de l'ombre et les feux de la rampe : son action, dans le sud-ouest de la France notamment, lui valut le grade de sous-lieutenant dans l'armée de l'air, la médaille de la Résistance et celle de la Légion d'honneur. A la même époque, les choses se passèrent moins bien pour Mathilde Carré, dite « la Chatte ».

Après la défaite française, cette jeune femme monte avec l'aide d'un officier polonais, Roman Czarniawski, dit Armand, un réseau d'espionnage : le groupe Interallié, qui transmet aux Britanniques des renseignements précieux sur les mouvements ennemis. En novembre 1941, la police allemande arrête Armand et sa concubine Renée Borni, qui n'éprouve aucun scrupule à livrer « la Chatte ».

Écrouée à la Santé, celle-ci accepte immédiatement le marché que lui propose l'un des plus habiles officiers de l'Abwehr, Hugo Bleicher : donner les membres de son réseau pour rester en vie. Ainsi retournée, devenue la maîtresse de Bleicher, elle livre en guidant elle-même les Allemands les membres les plus importants de son réseau. Pierre de Vomécourt, dit Lucas, agent du SOE, qui la suspecte, la persuade cependant de l'accompagner à Londres. Arrêtée, « la Chatte » attend la fin de la guerre dans une prison anglaise, est remise à la justice française en 1949 et condamnée à mort, peine commuée en prison à perpétuité.

Elle sera libérée en 1954… quelques mois après l'exécution, aux États-Unis, de Julius et d'Ethel Rosenberg, convaincus en pleine guerre froide d'espionnage au profit de l'Union soviétique : la trahison, comme l'époque, se farde alors des couleurs de l'idéologie.

Les dames sont également utilisées pour assurer la fidélité de certains « idiots utiles » du communisme au moyen de dépendances affectives. Citons le destin extraordinaire de Maria Koudachova, prétendue veuve d'un prince russe. A la fin des années vingt, après s'être échinée à séduire l'écrivain Georges Duhamel – sans succès –, elle parvint peu à peu à s'introduire dans les milieux littéraires parisiens. Elle devint la secrétaire, la maîtresse puis l'épouse et enfin la veuve de Romain Rolland, romancier d'une notoriété alors sans égal. Un parcours sans faute. De sensibilité pacifiste, l'écrivain n'avait jamais manifesté de sympathie particulière pour la révolution bolchevique. Jusqu'à ce qu'il convole en justes noces avec la belle Maria. Avec elle, il évoluera peu à peu et deviendra l'un des plus fervents apôtres du stalinisme. Il ignorera toujours que sa femme était un agent du NKVD.

Les « dames du Kremlin » recrutées par l'appareil du Komintern exercèrent ainsi une très grande influence (par mari interposé) sur la vie intellectuelle de l'Occident. La plus caricaturale fut sans doute Elsa Triolet, muse et égérie d'Aragon qui parvint à maintenir le malheureux dans une servilité sans faille jusqu'à sa mort.

Des parties de dames sont aussi livrées, sous des alibis politiques, pendant les guerres dites de décolonisation : ainsi en est-il des porteuses de valises du FLN, comme Danielle Mine qui demanda la nationalité algérienne. Elle enseigne aujourd'hui à Toulouse : l'Algérie indépendante n'ayant pas que de bons côtés…

A. B.

Le Père Joseph

PAR LUCIEN PERSIGNAC

Capucin mystique, convertisseur de protestants, chef de la diplomatie secrète et des services spéciaux de Richelieu, il est passé à la postérité sous le surnom du « Père Joseph », symbole par excellence des conseillers de l'ombre.



TALLANDIER

Le cardinal et son éminence grise, ***tableau de Louis Debras.*** **« Parmi tous les êtres corrompus, intéressés, désespérément incapables qui gravitaient, amis ou ennemis, autour du jeune roi et de sa mère vaniteuse et stupide, Richelieu lui paraissait la seule personne capable de donner à la France les choses dont ce pays harcelé avait un besoin si pressant : la paix intérieure, un gouvernement fort, la réforme des abus. Plus il songeait au lamentable état du royaume, plus il lui semblait évident que l'évêque de Luçon était l'homme que Dieu avait choisi comme instrument. »** ***(Aldous Huxley,*** **L'Éminence grise,** ***Gallimard, 1980).***

Entré en religion à 22 ans et devenu en 1604 le Père Joseph à la suite de son ordination, François Le Clerc du Tremblay offre l'exemple d'un curieux mélange de qualités, puisqu'il est à la fois mystique et homme d'action. Né en 1577, dans une vieille famille de robe, il reçoit l'éducation d'un jeune noble. Rompu dès son plus jeune âge à la pratique des humanités, il s'initie aussi aux langues vivantes, et notamment à l'italien et à l'espagnol qu'il parlera toute sa vie. Il apprend de même le métier des armes dans une académie dont il suit les cours durant un an, entre dix-sept et dix-huit ans. Sa première campagne militaire le conduit au siège d'Amiens et elle est suivie de près par une première mission diplomatique à destination de l'Angleterre avec Hurault de Maisse en 1597. Mais sa brusque conversion l'écarte un temps des voies de la politique. Le Père Joseph est un prédicateur remarquable à la piété reconnue. Il est aussi le fondateur des Filles du Calvaire en 1606. Pourtant, très vite, il s'implique à nouveau dans les affaires du temps pour ne plus les abandonner.

C'est pour le compte d'un prince d'origine étrangère, mais possessionné dans le royaume, Charles de Gonzague, duc de Nevers, que le Père Joseph accomplit ses premières missions diplomatiques. Nourrissant d'ardentes ambitions personnelles, Nevers songe dès le début des années 1610 à un grand projet militaire tourné contre le Turc. Il veut d'une part répondre à l'appel de quelques Grecs qui se sont adressés à lui pour qu'il prenne la tête d'un soulèvement contre l'autorité ottomane auquel ils sont résolus, et d'autre part faire valoir des droits familiaux sur les terres subverties par l'Infidèle, puisqu'il est apparenté à la famille des Paléologues, derniers empereurs de Constantinople. Pour réaliser ce projet, le duc tente de trouver des appuis dans les cours européennes et le Père Joseph le seconde dans ce dessein. En juin 1616, ce dernier se rend à Rome et, malgré les réticences du pape, obtient que les nonces soient chargés de soutenir l'entreprise, particulièrement en Bohême et en Pologne. L'enthousiasme du capucin pour la cause est si manifeste qu'il compose pour la célébrer un long poème intitulé la *Turciade*.

Ce dessein oriental achoppe cependant sur les premiers événements de la révolte de Bohême en 1618, alors qu'un ordre international de chevalerie destiné à en assurer l'exécution, la milice chrétienne, vient à peine d'être créé. En Europe orientale, la plupart des troupes enrôlées passent ainsi au service de l'empereur Ferdinand II, pour lutter contre les protestants séditieux, dans le premier épisode

de ce qui deviendra la guerre de Trente Ans. Malgré ces déconvenues, le Père Joseph continue à s'intéresser à l'Empire ottoman. En avril 1625, il obtient de la Congrégation de la propagande de la foi, créée trois ans auparavant, le titre de commissaire apostolique et de préfet des missions de Constantinople et autres stations diverses d'Orient, qu'il cumule avec celles d'Angleterre et de Hollande. Dès lors, il veille au développement de la présence missionnaire en Orient, favorise l'implantation des membres de son ordre, mais défend aussi les intérêts des Jésuites. Le Père Joseph entretient une correspondance étroite à ce propos avec l'ambassadeur du roi à la Sublime-Porte et les positions éminentes qu'il occupe à la Cour donnent un poids supplémentaire à ses demandes. Enfin, grâce à ces multiples installations, il dispose, dans les États placés sous son autorité, d'un réseau particulièrement étendu d'informateurs qui peut éventuellement lui être utile.

L'enthousiasme du capucin pour la croisade proposée par le duc de Nevers et son implication parallèle dans l'organisation des missions révèlent à quel point le Père Joseph est impliqué dans l'effort de reconquête catholique amorcé par le concile de Trente dans la seconde moitié du XVIe siècle. Probablement n'a-t-il jamais renoncé tout à fait à cette entreprise contre les Turcs et à l'union de la Chrétienté qu'elle impose. Toutefois, sous l'influence de Richelieu, le capucin exalté devient un politique réaliste qui en ajourne l'exécution afin de parer des dangers plus pressants.

Alors simple évêque de Luçon, Richelieu avait remarqué le Père Joseph en 1609, à l'occasion d'une mission dans son diocèse contre les protestants. Entre le capucin doué pour l'intrigue et le futur ministre, de huit ans son cadet, une véritable affection naquit, une des rares dans la vie du cardinal, peu ouvert aux sentiments. Les qualités de négociateur du Père Joseph sont très vite utilisées par Richelieu, après son arrivée au conseil le 24 avril 1624. La France entre alors dans une période de « *guerre couverte* » contre la maison de Habsbourg. Les tensions se font plus aiguës avec l'Espagne et finissent par déboucher sur un affrontement en Italie, sans que la rupture ne soit officiellement consommée. De plus, bien que les Français aient adopté une attitude de neutralité dans les conflits qui secouent l'Allemagne depuis 1618, les succès spectaculaires de l'empereur Ferdinand II contre les luthériens conduisent Richelieu à se rapprocher des adversaires protestants du Habsbourg, tout en tentant de l'isoler de ses alliés catholiques. Dans la plupart de ces affaires, on retrouve la main du Père Joseph : comme l'écrit en 1625 un membre de l'entourage du nonce apostolique à la Cour, « *quand le cardinal de Richelieu veut faire quelque bon tour, pour ne pas dire quelque fourberie, il se sert toujours de personnes pieuses* ».

C'est à propos de la Valteline que Français et Espagnols se heurtent d'abord. Cette vallée des Alpes est un point de passage stratégique à travers le massif montagneux, reliant l'Italie à l'Empire. Elle dépend des Grisons, alliés protestants des cantons suisses et de la France, mais sa population à majorité catholique est favorable à l'Espagne. En 1623, cette dernière incite ses habitants à la révolte et envoie des troupes pour les soutenir. L'intervention des Espagnols provoque une vive réaction de la France, de Venise et du duc de Savoie qui forment une ligue afin de rétablir les Grisons dans leurs droits. La papauté s'introduit alors comme puissance médiatrice entre les belligérants et se fait remettre les principaux forts de la Valteline. Mais en 1624, la France passe outre et en prend deux. L'émotion suscitée par ce coup de force est grande et le Père Joseph engage alors des négociations sous les ordres de Richelieu pour trouver un accommodement. Au début de 1625, il entre en discussion avec le nonce Spada et lui propose un projet d'accord. En mars, profitant de la réunion du chapitre général de son ordre, il se rend à Rome pour sonder les intentions du pape. De retour à la Cour en août, il reprend les tractations avec le légat que ce dernier a envoyé en France. Malgré les efforts du capucin, les entretiens achoppent sur la détermination du cardinal à refuser aux Espagnols le passage par la Valteline. Finalement, c'est d'Espagne que provient une solution provisoire au conflit, avec le traité de Monçon signé le 5 mars 1626.

« Quand le cardinal de Richelieu veut faire quelque bon tour, pour ne pas dire quelque fourberie, il se sert toujours de personnes pieuses »

Le Père Joseph intervient donc en habile négociateur, dans divers épisodes de la guerre froide (on disait « *couverte* ») qui oppose la France aux Habsbourgs dans les années 1620. Envoyé par Richelieu dans des missions parfois périlleuses, il remplit le plus souvent avec succès les objectifs fixés par son maître, et tous ses interlocuteurs s'accordent pour reconnaître son savoir-faire. A l'été 1630, il parvient ainsi, à force d'intriguer auprès des princes-électeurs, à faire échouer à Ratisbonne le dessein qu'avait Ferdinand II de faire désigner son fils comme roi des Romains, c'est-à-dire comme son successeur officiel. Courroucé mais beau joueur, l'empereur aurait déclaré qu'un « *pauvre capucin l'avait désarmé avec son chapelet et que, tout étroit qu'était son capuchon, il avait su y faire entrer six bonnets électoraux.* »

Depuis l'arrivée de Richelieu au pouvoir en 1624, le Père Joseph est à ses côtés. A l'exception de quelques missions diplomatiques qui lui sont confiées et des retraites qu'il entreprend régulièrement, il ne quitte guère l'entourage de celui qui porte officiellement le titre de « principal ministre » à partir de 1629. Un logement lui est même attribué au Palais-Cardinal, communiquant directement avec les appartements de son maître qui le fait parfois réveiller en pleine nuit pour conférer ou rédiger des dépêches. Il entretient en effet avec ce dernier les plus étroites relations et déploie à son service une inlassable activité dans le domaine des affaires étrangères.

Le cardinal se décharge pour une grande part sur le Père Joseph du soin de la diplomatie. Il l'assume conjointement avec le secrétaire d'État qui en a officiellement la charge, d'Herbault d'abord, puis les deux Bouthillier, père et fils. Il n'est aucune question qui échappe au capucin. Il participe à l'expédition des ambassadeurs du roi et à la rédaction de leurs instructions. Durant leur mission, il n'est pas rare qu'il entretienne avec eux une correspondance régulière. Il les reçoit à leur retour. Les ministres étrangers ont aussi l'habitude de négocier avec lui et voient plus rarement Richelieu. De tout cela cependant, le Père Joseph rend un compte fidèle au cardinal au cours de séances de travail quotidiennes, de sorte que rien n'échappe à sa connaissance ou n'est décidé sans son consentement et qu'il peut à chaque instant modifier les orientations choisies. Incontestablement, le capucin est un auxiliaire dévoué : de nombreux témoignages gardent la trace de son application dans les affaires, de l'ardeur régulière qu'il y mettait sans jamais oublier les devoirs de son ordre.

Ayant la haute main sur la politique extérieure du royaume, le Père Joseph crée, entretient et développe un réseau efficace de diplomates et d'agents qui lui sont bien souvent redevables de leur promotion. Il s'attache ainsi les services d'un gentilhomme lorrain, Henri de Gournay, sieur de Marcheville : après



Le cardinal de Richelieu.

l'avoir envoyé plusieurs fois auprès de Maximilien de Bavière qu'il souhaitait détacher de l'empereur, il lui confie en 1631 la prestigieuse ambassade de Constantinople. Le capucin favorise de même un aventurier, Hercule Girard de Charnacé, qu'il utilise en 1630 et 1631 pour décider le roi de Suède, Gustave-Adolphe, à entrer en guerre contre les Habsbourgs. On peut encore citer son propre cousin, Manassès de Pas, marquis de Feuquières, qui part en 1632 sur son ordre pour négocier avec les Suédois et l'électeur de Saxe. Négociations toujours soutenues par de l'or, un argument auquel peu résistent. Il ne s'agit là que de quelques exemples d'une nébuleuse d'agents que le capucin emploie pour des missions ponctuelles ou des échanges plus réguliers. Se refusant à mélanger politique et religion, il lui arrive parfois d'utiliser des protestants, comme La Grange aux Ormes que l'ambassadeur d'Angleterre tient pour un « *homme de fort bon esprit* », ou encore Melchior de Lislen un gentilhomme allemand, quoique de mère française, qui passe du service du landgrave de Hesse à celui de la France.

La latitude dont dispose l'éminence grise s'explique avant tout par sa profonde unité de vue avec le cardinal. Les deux hommes poursuivent un même objectif, l'abaissement de la maison de Habsbourg, au regard duquel tous les moyens sont bons. C'est au Père Joseph, que le principal ministre a coutume de désigner par le sobriquet *tenebroso cavernoso*, qu'il appartient de les mettre en œuvre, mêlant secret, mystère et manœuvres souterraines.

La légende noire d'un capucin

La personnalité complexe du Père Joseph suscite chez les contemporains les jugements les plus contradictoires. Sa présence discrète, constante et efficace aux côtés de Richelieu intrigue, et rares sont les représentants des puissances étrangères à la cour de France qui ne tentent pas de démêler la nature des liens qui unissent les deux hommes. Longtemps, on ne voit dans le capucin qu'une créature du cardinal, un serviteur zélé de sa politique. Le nonce pontifical Spada écrit ainsi en 1625 : « *Il ne fait qu'un avec Richelieu mais si, dans cette union intime, l'amitié est égale des deux côtés, l'influence ne l'est pas, le religieux subissant celle du cardinal plus qu'il ne le soumet à la sienne* ». Toutefois, après la « journée des Dupes » du 11 novembre 1630 au cours de laquelle le principal ministre déjoue les manœuvres de ses adversaires regroupés autour de la reine mère Marie de Médicis, et conforte ainsi son pouvoir, les observateurs étrangers n'ont de cesse de souligner le rôle croissant du capucin dans les destinées politiques du royaume. Dès 1631, le résident de l'empereur dénonce, non sans exagération, son emprise totale sur l'esprit de Richelieu. Pour le résident du grand-duc de Toscane, le Père Joseph est en 1632 « *le véritable conseiller et secrétaire* » du cardinal. L'année suivante, l'ambassadeur de Venise, Soranzo, souligne que les affaires extérieures les plus importantes passent entre ses mains. En 1635 enfin, Grotius, qui négocie à la Cour pour le compte de la Suède, voit dans le religieux le successeur désigné du principal ministre en raison de son « *extrême fourberie* ».

Ces jugements coïncident avec l'entrée progressive de la France dans la guerre de Trente Ans qui culmine en 1635, quand la guerre est officiellement déclarée à l'Espagne. Les Français se rangent ouvertement dans le camp protestant contre les Habsbourgs. Ils ont pour alliés les Provinces-Unies ou la Suède ; ils cherchent l'appui de l'Empire ottoman, ou à défaut celui du prince de Transylvanie. Ces alliances contre nature déchaînent les polémistes catholiques à la solde des Espagnols ou des Impériaux et le Père Joseph, tenu pour leur instigateur, devient avec Richelieu la cible de multiples pamphlets. Tous les arguments sont bons contre le capucin. Ses ennemis relèvent la contradiction manifeste entre la dignité que lui impose son habit et le scandale de la politique qu'il conduit. Ils tirent aussi profit des dispenses que le religieux a obtenu de Rome pour, malgré la règle de son ordre, avoir l'usage de l'argent et des transports à cheval et en voiture, et dénoncent alors le luxe d'une vie qui serait peu conforme aux vœux et à l'idéal des Capucins. De telles controverses contribuent sans doute à contrarier les négociations que Richelieu entreprend dès 1632, afin d'obtenir du pape un chapeau de cardinal pour le Père Joseph. Malgré les pressions réitérées de la France, il ne fait pas partie de la promotion de 1633. Tous les efforts entrepris par la suite se heurtent à la sourde hostilité d'Urbain VIII. Pour ne pas mécontenter ouvertement le roi, ce dernier renonce d'ailleurs à toute promotion plutôt que d'y inclure le capucin, et en 1637, il n'y a pas moins de douze chapeaux vacants. C'est la mort du Père Joseph, le 18 décembre 1638, qui permet de vider la querelle, alors que le pape se trouve sur le point de céder. Deux attaques d'apoplexie qui ont précédé le décès ont dissuadé la France de poursuivre ses démarches. Le roi écrit lui-même au pape pour suspendre l'attribution et préserver pour un autre le cardinalat obtenu.

Personnage ambigu, le Père Joseph mélange intimement réforme religieuse et zèle politique. Pur produit de la Contre-Réforme catholique et serviteur de l'Église, il est aussi l'exécutant implacable de la raison d'État contre l'unité de la chrétienté. Cette dualité qui s'abrite sous la robe de bure est à l'origine des jugements contradictoires portés depuis toujours sur la vie et l'œuvre du capucin.

L. P.

---

(1) Sur la guerre de Trente Ans, se reporter à *Enquête sur l'histoire* numéro 20, pages 38 et suivantes.

L'espionnage mondain

PAR JEAN-JOËL BRÉGEON

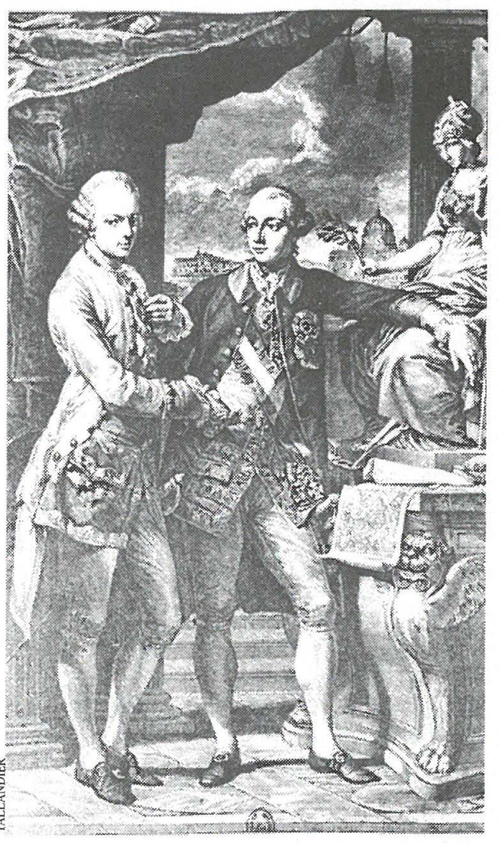
C'était un roué bavard, séduisant et imbattable à la table de jeu. Reçu partout, il est au service du plus offrant. Portrait d'un espion de charme.

Girolamo-Giacomo Casanova est né à Venise le 2 avril 1725. Il est mort il y a deux cents ans, le 4 juin 1798, au château de Dux, en Bohême. Il avait 73 ans.

De 1743 à 1783, il parcourut l'Europe. Il fit plusieurs fois le tour de l'Italie, séjourna en France à cinq reprises, se rendit en Angleterre, en Hollande, en Prusse, en Pologne, en Autriche et en Russie. J'allais oublier la Suisse, les principautés de l'Allemagne rhénane, l'Espagne et l'Empire ottoman encore que, pour ce dernier pays, certains « casanovistes » aient quelque doute sur son séjour à Constantinople.

Casanova tenait cette passion du voyage de ses parents, tous les deux comédiens, qui avaient joué un peu partout en Europe. Toute sa vie, il a couru après le plaisir. Il l'a reconnu de bonne grâce dans la préface de ses *Mémoires* : « *Cultiver le plaisir des sens fut toujours ma principale affaire : je n'en eus jamais de plus importante. Me sentant né pour le beau sexe, je l'ai toujours aimé et m'en suis fait transport* [...]. *J'ai aimé les mets au plus haut goût : le pâté de macaroni fait par un bon cuisinier napolitain* [...], *la morue de Terre-Neuve bien gluante, le gibier au fumet qui confine* [...]. *Quant aux femmes, j'ai toujours trouvé suave l'odeur de celles que j'ai aimées...* »

Mais Casanova ne fut pas seulement un coureur de jupons et un jouisseur. Sa formation intellectuelle – le droit à Padoue – son intelligence des hommes et des situations, sa curiosité insatiable, son ouverture d'esprit l'ont conduit à s'occuper de multiples choses, des pures spéculations philosophiques aux combinaisons financières les plus discutables. Homme de paroles, volubile, qui jargonnait autant qu'il parlait le latin, le français, l'anglais ou l'allemand, il avait aussi la plume facile. A sa langue maternelle, il préférait le français qu'il « saucissonnait » d'italianismes et de mots empruntés à toutes les langues. Il laisse une œuvre à la fois volumineuse et disparate dont la pièce essentielle est constituée par ses *Mémoires* qu'il rédigea à partir de 1791.


TALLANDIER

Casanova et le comte de Walderstein.

Les *Mémoires* de Casanova ont connu une histoire mouvementée. Restés manuscrits et inédits du vivant de leur auteur, ils furent remis à l'éditeur allemand Friedrich Arnold Brockhaus par le petit-neveu de Casanova, en 1820. Six cents feuilles in folio divisées en douze tomes qui racontent par le menu la vie du « chevalier de Seingalt » (le titre dont Casanova s'était affublé pour faire meilleure impression dans les salons) jusqu'à l'année 1774.

Casanova ayant écrit dans son français si particulier, l'éditeur Brockhaus fit appel à un professeur, Jean Laforgue, qui enseignait à Dresde, pour établir le texte. Malheureusement, d'accord avec Brockhaus, Laforgue édulcora et mutila le texte du Vénitien. Depuis, les casanovistes qui valent les beylistes en matière d'érudition monomaniaque, ont restitué à la langue de Casanova la verdeur et les outrances qui composent sa richesse stylistique.

Casanova vivait sur ses souvenirs, une mémoire excellente qui s'appuyait sur une documentation, des archives aujourd'hui perdues (1). Ce qui ne l'empêchait pas de mélanger les dates, d'attribuer à certains personnages des fonctions ou des actes infondés, d'en escamoter d'autres... Tels quels, les *Mémoires* de Casanova constituent pourtant un témoignage incomparable sur la société européenne de la seconde moitié du XVIII[e] siècle.

L'Europe de Casanova est celle des routes ou des voies d'eau, des pataches, des carrosses et des coches d'eau ; des relais de poste, des auberges, du voyage inconfortable et lent avec autant d'imprévus et de risques que l'on compte d'étapes. Les gens qu'il croise et avec lesquels il parle et même se lie sont de toutes les conditions sociales, des soldats, des diplomates, des artistes, des commerçants, des nobles et des hommes de loi, des prêtres et des pasteurs, des femmes du monde et des prostituées, des servantes et des bourgeoises, des nonnes et des comédiennes... Sans oublier les

charlatans et les aventuriers de tout poil ; ses frères en bonne et mauvaise fortune, à commencer par les plus fameux et les plus scabreux, Cagliostro et le comte de Saint-Germain.

Sauf au crépuscule de sa vie, Casanova ne fut jamais un pur espion. Sauf en deux ou trois occasions, il n'émargea pas à une officine de renseignement attachée à tel ou tel « bureau », à tel ou tel ministère. Le plus souvent, il agissait en « *free lance* », en individualiste, pour son propre compte et afin de financer son vagabondage mondain à travers l'Europe. Il ne fréquentait pas les antichambres pour livrer des rapports : il procédait la plupart du temps par des entretiens directs, sans traces écrites au plus haut niveau.

Sa réputation était telle que ministres et souverains demandaient à le voir. Ses entretiens avec Frédéric II de Prusse ou avec la tsarine Catherine (en 1764) sont significatifs : des politesses, des mondanités, des lieux communs et, au détour d'une phrase, des questions beaucoup plus pointues. Casanova ne se fait jamais prier. Il parle d'abondance. Souvent la conversation démarre sur son récit de l'évasion des Plombs (en 1755, les inquisiteurs vénitiens l'avaient mis au secret sous la triple accusation de libertinage, d'athéisme et de pratiques magiques) qui le met en verve et qui, surtout, passionne ses interlocuteurs. Ensuite, on passe aux choses sérieuses...

Sa formation diplomatique, Casanova l'avait reçue à Rome. Dès 1743, il entrait au service du cardinal Acquaviva, « *le plus grand seigneur de Rome et un grand débrideur de filles* » si l'on en croit le prince de Ligne. Acquaviva confia le jeune Casanova à son âme damnée, l'abbé Gama, un portugais qui tirait les ficelles de la chancellerie pontificale. Casanova se montra un élève doué, il apprit vite le français – la langue internationale obligée – et assimila parfaitement la démarche à suivre dans les tractations les plus noueuses. Nommé en 1760 « *protonotaire apostolique extra urbem* », Casanova retrouva l'abbé Gama plusieurs fois sur son chemin. En 1761, à Turin, il lui confia une mission obscure et délicate au congrès d'Augsbourg.

Mais la protection ecclésiastique la plus remarquable pour Casanova fut celle du cardinal de Bernis, un prélat français mondain, libertin et lettré que ses ennemis avaient surnommé « Babet la bouquetière ». Casanova avait fait sa connaissance à Venise où Bernis représentait la France. Ils avaient partagé les faveurs des inoubliables M.-M. et C.-C., deux nonnes du couvent San-Giacomo. De cette complicité érotique était née une amitié véritable. Lors de son deuxième séjour à Paris, en 1757, Bernis l'introduisit à la Cour et dans les ministères.

Présenté au duc de Choiseul, Casanova fut ensuite reçu dans le milieu très fermé des banquiers parisiens – Pâris de Montmartel, Jean-Nicolas de Boulogne, Pâris-Duverney – où il fit son numéro habituel en matière de finances publiques et de fiscalité. Ce qui lui valut de participer au lancement d'une loterie royale destinée à financer la construction de l'École militaire. Ladite loterie lui rapporta gros et l'aventurier devint vite l'obligé et la coqueluche de tous les salons. Quant à l'honnêteté de ses procédés, c'est une autre affaire comme il convient avec son habituelle et rouée désinvolture : « *Dans toutes les grandes maisons où j'allais, et aux foyers des théâtres, dès qu'on me voyait, tout le monde me donnait de l'argent, en me priant de le jouer pour eux comme je le voudrais et de leur remettre les billets, puisque personne ne comprenait encore rien à ce jeu. Cela me fit prendre l'habitude de porter sur moi des billets de toutes les façons, ou plutôt de tous les prix, et je donnais à chacun à choisir ; je retournais chaque soir chez moi les poches pleines d'or.* »

Casanova aimait Amsterdam, comme il se plaisait à Paris, Londres ou Vienne, plaques tournantes d'une société volage et cosmopolite où l'affiliation maçonnique ouvrait les cercles les plus fermés

Convaincu des talents du Vénitien, Bernis (alors ministre des Affaires étrangères) lui confia plusieurs « commissions secrètes ». Ce fut d'abord une inspection de la flotte mouillée à Dunkerque (qui lui causa quelques déboires mais lui rapporta cinq cents louis). Puis Bernis lui demanda de partir pour la Hollande afin de conclure une transaction passablement scabreuse entre le gouvernement français et certains banquiers d'Amsterdam. Si on le croit, Casanova fit merveille. Il eut même le temps de mener une spéculation personnelle de mèche avec le banquier juif Tobias Boas qui travaillait, lui aussi, pour la France.

Casanova aimait Amsterdam, comme il se plaisait à Paris, à Londres ou à Vienne, autant de plaques tournantes pour la petite société volante et cosmopolite qui parcourait l'Europe en charge ou à la recherche de missions secrètes. Les affiliations maçonniques y tenaient une grande place et lui-même, dûment initié, savait parfaitement user de ce formidable sésame qui lui ouvrait les cercles les plus fermés. Pourtant ses accointances maçonniques ne lui servaient pas toujours de parapluie et on ne compte pas ses expulsions fracassantes, ses départs précipités et, de temps en temps, ses séjours en prison. Il est vrai que Casanova aggravait son cas en multipliant les duels, en commettant des malversations financières qui avaient trait pour la plupart à sa funeste industrie du jeu.

Interdit dans presque toutes les capitales, usé par sa vie errante et, comme il le dit, ses « *offrandes à Vénus* », Casanova chercha, à partir de 1771, à rentrer dans sa patrie. Il s'établit à Trieste et négocia son retour en grâce en devenant l'espion des Inquisiteurs vénitiens. Contre rémunération, il leur fournit des rapports circonstanciés sur les habitudes privées et les inclinations intellectuelles d'un certain nombre de grands seigneurs vénitiens. Un travail de « *confidente* », disons de mouchard, qu'il assura jusqu'en 1783. Il y gagna son retour dans la mère-patrie et le mépris de la haute société vénitienne qui le tint à distance et l'obligea même à quitter définitivement Venise en 1783. Établi à Vienne, il fut encore employé par l'ambassadeur de la Sérénissime, Foscarini.

Ses dernières années, la Révolution française lui inspira le plus grand dégoût. Paradoxalement, cet aventurier sans scrupules, ce grand voluptueux, était un conservateur, respectueux de l'ordre établi. Il aimait trop la société d'Ancien Régime pour en approuver le démantèlement. Il avait su se jouer de ses vices et décrypter ses arcanes. Il n'avait pas son pareil pour se faufiler de Cour en Cour, s'y rendre utile et précieux en proposant des services discrets. Il n'était pas un agent secret au sens actuel du terme mais un homme de réseaux, de relations ouvertes ou inavouées. Il en usa et en abusa au point qu'il finit par être rejeté de tous. Il ne lui resta plus alors qu'à écrire ses incomparables *Mémoires*.

J.-J. B.

Professeur d'histoire et auteur de nombreux ouvrages, Jean-Joël Brégeon vient de publier chez Perrin une réédition de son livre *L'Égypte de Bonaparte*. 445 pages, index, cahier de photos, 149 F.

(1) Dispersées entre plusieurs châteaux, les archives casanoviennes ont été brûlées ou pillées par les communistes tchèques en 1945.

JOSEPH FOUCHÉ, AU CŒUR DU SECRET

Avec son dernier livre, *Joseph Fouché*, Jean Tulard conclut (provisoirement ?) une série de biographies qui ont cherché à restituer le vrai visage du ministre de la Police de Napoléon Ier.

Tulard est trop conscient de l'importance des contributions de ses devanciers pour se contenter de nous donner la énième « vie de Fouché ». Il rend un hommage appuyé et parfaitement justifié à Louis Madelin qui fit de Fouché la matière de sa thèse de doctorat soutenue avec brio en 1900.

Le *Fouché* de Madelin n'a pas pris une ride. Seulement, depuis, de nombreuses archives ont été exhumées, des pièces qui complètent notre interprétation du rôle exact de Fouché durant la Révolution et sous l'Empire.

Tulard a conçu son *Joseph Fouché* comme une *« contribution à l'histoire de la police »*. Il passe donc assez vite sur les origines sociales de Fouché (il est né en 1759 au Pellerin, près de Nantes, dans une famille de capitaines négriers) sur ses études à l'Oratoire de Paris d'où il sortit professeur (mais il ne fut jamais ordonné prêtre), sur son rôle comme député de la Loire-Inférieure à la Convention. Ses actes terroristes, comme représentant en mission à Nantes, dans la Nièvre et surtout à Lyon (où ses mitraillades massacrèrent plus de 1 500 personnes) sont brossés à grands traits.

Arrivé au 9 Thermidor, Tulard prend enfin son temps. Il est vrai que Fouché joua un rôle essentiel dans la chute de l'Incorruptible. En 1815, il s'en vantera encore et rappellera à un de ses interlocuteurs, sur un ton menaçant : *« Tel jour, Robespierre s'est écrié : il faut qu'avant quinze jours la tête de Fouché ou la mienne tombe sur l'échafaud. Ce fut la sienne qui tomba. »*

La république thermidorienne et surtout le Directoire installèrent Fouché dans ses vraies compétences : celle d'un policier de haut vol, à la tête politique, grand commis dans la lignée de ceux qui, sous l'Ancien Régime, avaient assuré l'ordre moral, public et politique, les La Reynie, d'Argenson, et autres Sartine...



Joseph Fouché.

Tulard raconte avec verve et minutie les hauts faits de Fouché sous le Consulat et l'Empire, tous ces « coups tordus » qui finirent par indisposer une partie de la Cour et l'Empereur lui-même. Dans l'affaire de la rue Saint-Nicaise – l'explosion d'une machine infernale sur le passage de la voiture de Bonaparte, le 24 décembre 1800 – Fouché fut d'abord montré du doigt : il avait été incapable d'assurer la sécurité du Premier Consul, et le coup venait, c'était certain, de ses anciens amis politiques, les Jacobins. Talleyrand et Lucien Bonaparte le voyaient déjà évincé. L'enquête, confiée à Henry (le recruteur de Vidocq) fut un modèle du genre ; elle permit l'arrestation rapide des vrais coupables : des agents royalistes. Entre-temps, on avait raflé les extrémistes de gauche et on se préparait à les déporter – la guillotine sèche –, Fouché laissa faire et eut le triomphe modeste. Il faisait d'une pierre deux coups : purger Paris de gens qui l'avaient côtoyé à l'époque où il jouait les terroristes et prouver au Premier Consul qu'il était irremplaçable.

Ce qui ne l'empêcha pas de subir des disgrâces, mais il sut toujours se ménager une porte de sortie. Ses agents infiltrés partout, ses archives tenues en lieu sûr, sa politique des petits cadeaux et des petits services le sauvaient des situations les plus scabreuses. Il ne se compromit jamais dans des intrigues ou des complots qu'il jugeait perdus d'avance, ainsi la conspiration du général Malet (octobre 1812) dont il observa le piteux déroulement depuis son « exil » provençal.

En 1814, au retour des Bourbons, il réussit, lui, le régicide, à graviter dans l'entourage du comte d'Artois mais Louis XVIII ne voulut pas lui redonner la Police. C'était trop risqué. Cette mise à l'écart convenait à Fouché. Il appréhendait le retour de Napoléon, mais le 20 mars 1815, il retrouva la Police, surveillé de près d'ailleurs par Réal, autre figure étonnante de policier et qui, selon Tulard, aurait pu être un second Fouché. A son retour de Bruxelles, Louis XVIII parvint enfin à écarter Fouché. Il le nomma ministre plénipotentiaire à Dresde, première étape vers un exil qu'il acheva à Trieste où il mourut en 1820.

Tulard n'a pas succombé aux séductions de son vénéneux héros. Fouché la girouette, Fouché le traître, le mystificateur, le policier, l'homme d'État, il les passe tous en revue, les croise, les dissèque et, en conclusion, nous livre son sentiment : Fouché, un révolutionnaire « pur et dur » qui se révèle au service de l'État : *« Bien plus intelligent que Himmler, moins cynique et jouisseur que Béria »*. Un modèle d'homme de pouvoir et de réseaux. Se détournant du Fouché méphistophélesque cher aux Romantiques – Balzac, Hugo, Dumas –, il nous le montre plus simple, moins adroit qu'on l'a dit, besogneux de l'embrouille, toujours sur le fil du rasoir mais doté d'un instinct de survie exceptionnel.

A mentionner, de précieuses annexes dont une *« mise au point sur les Mémoires de Fouché »* que Tulard (contre Madelin) estime largement apocryphes.

JEAN-JOËL BRÉGEON

***Joseph Fouché,* par Jean Tulard, Fayard. 496 pages, 150 F.**

Le romancier en maître espion

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

Avec Volkoff, le roman est histoire et l'histoire se fait imaginative. Dans ses fictions, il raconte les choses non comme elles se sont passées, mais telles qu'elles auraient dû être, si le maître du destin avait été un romancier.

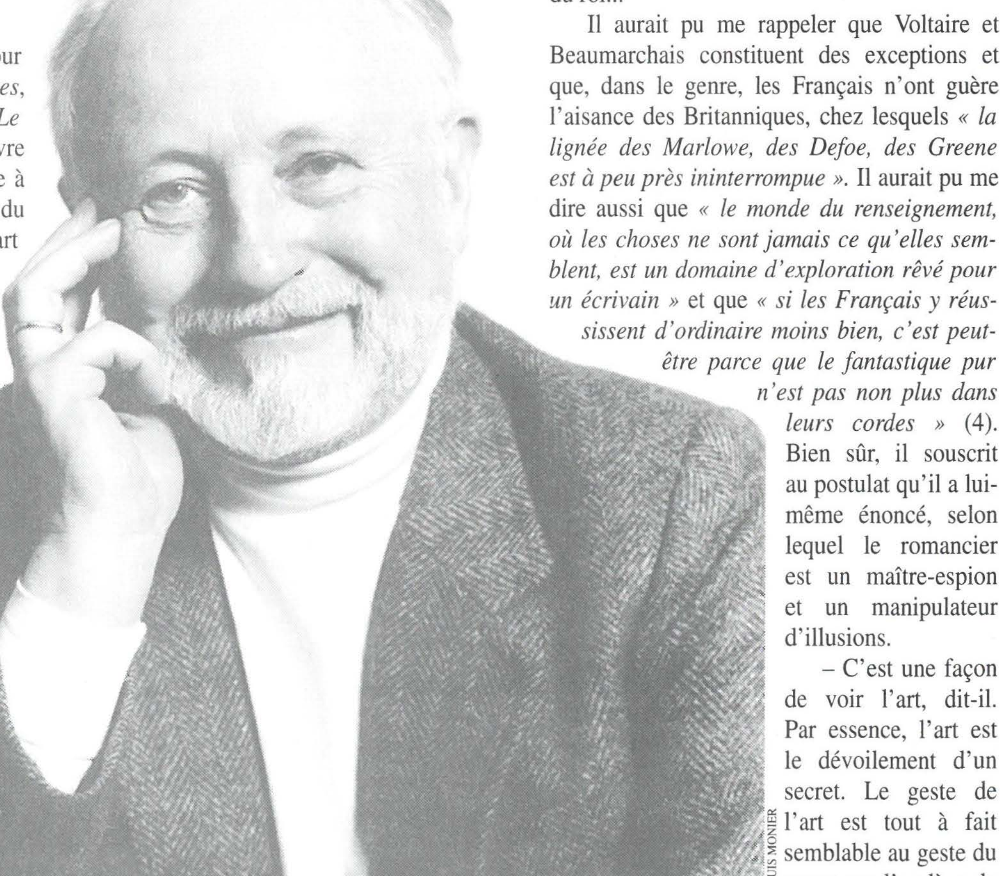
De *L'Agent triple* publié à son retour d'Algérie, aux *Chroniques angéliques*, en passant par *Le Retournement*, *Le Montage* et *Le Berkeley à cinq heures*, l'œuvre de Vladimir Volkoff est en partie consacrée à l'univers subtil du secret et au grand jeu du plus vieux métier du monde. Un cas à part dans la littérature française contemporaine.

A relire Volkoff, on devine ses affinités, on cerne sa singularité. Question d'identité ? Ce n'est pas tant qu'il soit le fils d'émigrés russes et l'arrière-petit-neveu de Tchaïkovski. Ce sont plutôt ses conceptions et ses interrogations. Le goût de la hauteur, en même temps que celui du jeu. Le souci de la dialectique et de la transcendance. Ici et là, on relève des allusions, des affirmations. Celle-ci, par exemple : « *La littérature est un mélange, une bâtardise de rêve et de réalité.* » (1) Ou celle-là : « *Parce que l'honneur du "romancier" est de tromper, et qu'il y va de sa gloire de ne laisser aucune occasion de piperie supplémentaire.* » (2)

Sa fascination du secret est ancienne. A treize ou quatorze ans, il a écrit une pièce intitulée *les Miroirs ont deux faces*. En feuilletant le livre qu'il a publié avec Jacqueline Bruller, je note qu'il convient d'éviter d'être le centième ou le deux-centième à lui demander s'il a été espion (3). Coup de téléphone. « *Venez demain à 11 heures, je vous donne le code, nous parlerons du secret.* » Il me reçoit dans son pied-à-terre parisien auquel on parvient en traversant une cour étonnamment lumineuse. La pièce est encombrée de livres. Sourire malicieux à l'écoute de mon préambule où il est question de Voltaire et de Beaumarchais qui, tous deux, « travaillaient » pour le Secret du roi...

Il aurait pu me rappeler que Voltaire et Beaumarchais constituent des exceptions et que, dans le genre, les Français n'ont guère l'aisance des Britanniques, chez lesquels « *la lignée des Marlowe, des Defoe, des Greene est à peu près ininterrompue* ». Il aurait pu me dire aussi que « *le monde du renseignement, où les choses ne sont jamais ce qu'elles semblent, est un domaine d'exploration rêvé pour un écrivain* » et que « *si les Français y réussissent d'ordinaire moins bien, c'est peut-être parce que le fantastique pur n'est pas non plus dans leurs cordes* » (4). Bien sûr, il souscrit au postulat qu'il a lui-même énoncé, selon lequel le romancier est un maître-espion et un manipulateur d'illusions.

– C'est une façon de voir l'art, dit-il. Par essence, l'art est le dévoilement d'un secret. Le geste de l'art est tout à fait semblable au geste du sceau que l'on lève de


LOUIS MONIER

UN ROMAN NOIR TRÈS ACTUEL

L'univers du secret occupe une grande place dans ce roman de Jérôme Leroy. L'intrigue habile est celle d'un roman noir. L'auteur y ajoute ses qualités de plume, un style vif et des méditations elliptiques. On y croise des policiers très spéciaux, de puissants corrupteurs et la faune de notre temps. En face, un héros sympathique, dérisoire et solitaire, Laurent Sangre, dont ce n'est pas le vrai nom. Jeune écrivain manipulé, il est jeté dans des aventures violentes pour sauver l'amour qu'il porte successivement à deux jeunes femmes peu farouches. Armé de sa relative innocence et de son pistolet, il affronte les malfaisants sur fond d'émeutes dans les banlieues de l'immigration. La révolte de Laurent Sangre est vouée à l'échec. Mais l'un des princes qui nous gouvernent expiera quand même ses forfaits d'une balle de Mac 50 en pleine tête.

Le secret, c'est aussi celui des êtres, précisément d'une jeune femme, belle et mystérieuse, qui tient Laurent en son pouvoir. Au fil du temps, leur accord sera rompu. La « femme-temple » se révélera « femme-machine ». Fascinée par la puissance et l'argent, happée par le strass et les paillettes de l'époque, cédant à la pente perverse de sa sexualité, elle finira par en mourir, victime consentante. Pour la sauver ou la venger, son ancien amant se lancera dans une opération kamikaze que le lecteur découvrira tout seul.

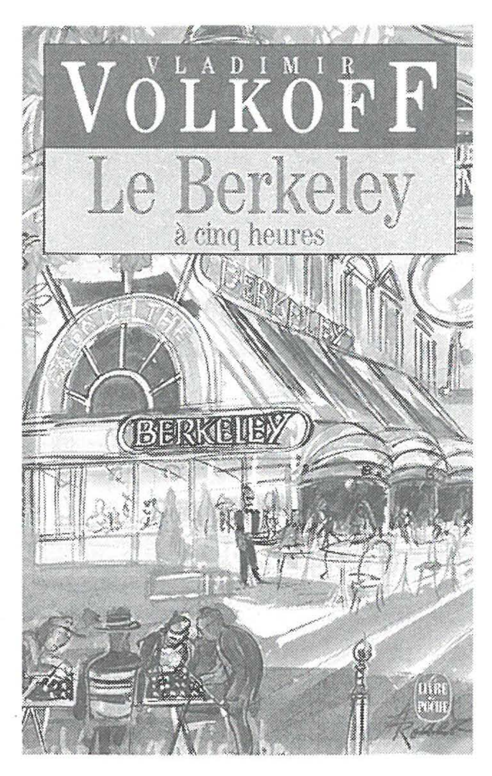
D. V.

***Monnaie Bleue*, par Jérôme Leroy. Le Rocher. 256 pages, 119 F.**

la cire pour découvrir l'empreinte. Le dévoilement, la découverte, tel est le sens de l'art. Je dirai que le rôle de l'artiste est d'écarter le voile et de faire découvrir l'œuvre de Dieu. L'essence de l'art, c'est de découvrir un secret, une essence.

Je le cite : *« Le théâtre en vers – tragédie ou comédie – me semble le niveau supérieur de l'art. »* Il acquiesce :

– Je crois beaucoup à la notion d'entéléchie aristotélicienne. Au théâtre, cela éclate encore plus fortement. Vous êtes à plusieurs, le décor, le public... Tous les éléments s'associent pour découvrir. Avant la reprise de ma pièce *Yalta*, je ne savais pas comment les acteurs joueraient. Tous les soirs, c'est un peu différent. Le roman lui est figé.



Avenue Matignon à Paris, la brasserie* Le Berkeley, *point de départ d'un roman de Vladimir Volkoff, et rendez-vous, dit-il, d'anciennes « moustaches » qui viennent s'y remémorer coups tordus et coups foirés.

Filiation. Pour faire excuser ma curiosité, je le renvoie à ce qu'il a écrit de sa plume : *« L'art n'est pas une pierre qui roule ; c'est une boule de neige. »* (5) Il reprend cette dernière image et enchaîne prestement :

– L'essence, l'assise de la civilisation, c'est l'allusion. La littérature est toujours allusive. Toujours, on part d'Homère. Agatha Christie n'écrirait pas s'il n'y avait pas eu Sophocle. Pour moi, cela est évident.

Avec entêtement, je reviens à sa filiation. J'évoque Lawrence Durrell auquel il a consacré un remarquable essai (6). Il consent en souriant :

– Dostoïevski et Durrell. Ce dernier m'avait surpris en parlant sans cesse de ses oncles à propos de tel ou tel écrivain, comme s'il s'agissait de parents. Comme lui, je me reconnais plus des oncles que des pères.

Je l'invite à livrer ses jugements sur les maîtres de l'espionnage. Il ne rechigne pas.

– Le meilleur est à mes yeux Donald Hamilton, un Américain. Son œuvre, peu traduite en français, compte une série de trente livres. Son héros est un homme du service action. Suédois d'origine, il se nomme Matt Helm. Ce personnage plein d'humour présente plusieurs facettes. Ce tueur est un tendre, un don juan, un chevalier qui sert pour l'honneur. L'anti-Malko par excellence. Pas trace chez lui de ces détestables et sordides obsessions qui encombrent les aventures du prince Malko Linge. Hamilton est dans la lignée de Chandler. J'ai relu tous ses livres une dizaine de fois. Bien sûr, il raconte toujours la même histoire : la fille qui a horreur des armes à feu et finit par s'en servir ; la grosse brute ; le patron de la boutique... Mais le microcosme hamiltonien ...

Il n'en a pas terminé.

– Il y a Adam Hall. Un Anglais qui écrit sous plusieurs noms, des romans « intellos » et d'autres du style « action ». Son héros se nomme Kuiller, allusion évidente à Killer et à ses occupations. Toujours parfaitement documenté techniquement, doué de psychologie. Plutôt bien-pensant, il a le sens des valeurs, il sert Sa très Gracieuse Majesté la Reine. C'est un bon.

Il poursuit :

– Il y a aussi Frederick Forsyth, l'auteur des *Chiens de guerre* et de *Pas de bavures*. Après lui, difficile d'écrire comme avant. Il a provoqué une révolution. Un roman est un peu un documentaire. Il montre la façon légale d'accomplir des actions illégales. On ne peut plus écrire Arsène Lupin de la même manière. Malheureusement, il a commis plus d'une dizaine de livres qui sont de plus en plus mauvais. L'est particulièrement le dernier, qui évoque la famille impériale russe.

Il n'a pas encore cité John Le Carré. Réticence ? Il ne se dérobe pas :

– Bien sûr, il y a Le Carré. Sa *Petite fille au tambour* est un pur chef-d'œuvre. J'ai aimé aussi *Le Miroir aux Espions*. Le Carré est un sentimental. Ses livres sont très inégaux. Ils laissent l'impression que l'auteur répugne à écrire des romans d'espionnage.

Et Graham Greene ? La réponse fuse :

– Il est l'illustre patron du genre. Chez Greene qui a appartenu à l'univers des chapeaux-moustaches, le renseignement occupe fréquemment le premier plan. Vous le savez certainement, *Le Retournement* lui est dédié...

Je sais qu'il ne faut pas poser la question idiote. Cependant, je tourne autour du sujet comme l'abeille autour de la fleur. Les similitudes entre la tâche de l'écrivain et celle de l'officier de renseignement servent d'appât.

– Tout roman moderne doit être un roman d'espionnage. Vous connaissez la distinction entre information et renseignement. La première est faite de matière brute. La seconde est une donnée évaluée et exploitable. L'écrivain



DR

Une arme ce n'est pas qu'une arme, écrit Vladimir Volkoff dans l'un de ses romans. Ce peut être un symbole de courage et de liberté, un instrument du destin. Ici, pistolet automatique Browning « Baby » calibre 6,35 mm, le plus petit dans sa catégorie, l'arme des opérations secrètes.

ne fait pas autre chose que recueillir des informations et s'ingénier à fabriquer des montages. Il y a une parenté totale entre l'écrivain et l'espion. Lorsque Tchekhov note que dans le ciel il y a un nuage en forme de piano, c'est une information. Mais lorsque cela passe dans la pièce, c'est soudainement autre chose...

L'écrivain est donc un maître-espion. Et l'espion est un romancier. Ils œuvrent en jouant de la magie des apparences, des illusions, des doubles, des semblances, des miroirs, des masques. Alors, Volkoff, les yeux pétillants, évoque les masques vénitiens successifs que, dans *La Dernière Nuit de Don Juan* de Rostand, les personnages retirent.

– L'arrachement à l'apparence, dit-il, avec délice. Nous vivons dans un monde d'apparences. A une certaine époque, je me suis laissé captiver par le concept d'antimatière, par une matière faite du contraire de la nôtre, et par la rencontre entre cette antimatière et la matière. Les mondes différents du nôtre m'ont toujours prodigieusement fasciné. A l'issue d'une opération en Algérie, nous avions rapporté une petite binette. Les rebelles en avaient fait usage. Cet instrument archaïque devint à mes yeux une sorte de météorite. Au Canada, j'ai éprouvé un sentiment similaire à la vue d'un caribou abattu dans les forêts arrimé sur le toit d'un véhicule qui circulait dans les rues de Montréal.

Genèse ou déclencheur de la fascination ? Réponse spontanée :

– Ce fut l'enlèvement en plein Paris du général Koutiépov. L'incarnation des forces du mal surgissait dans mon univers de fils d'émigré russe.

Fascination du mal ? Interrogation métaphysique, recherche de la gnose ?

– Bien sûr. Toute ma vie, je me suis défendu contre les ésotérismes divers, pour m'en tenir à la seule vraie voie, celle du Christ. Je me suis défendu contre la tentation de l'alchimiste. Le monde est une énigme à résoudre contre laquelle je me défends. Ce thème est très présent dans *Les Humeurs de la Mer.* La connaissance n'apporte pas le salut.

La connaissance n'apporte pas le salut, soit. Toutefois, elle peut être utile en certaines circonstances et sa recherche agite sans cesse les tumultes de notre monde. La puissance des canons n'est rien sans la connaissance préalable. Il faut *« savoir sans que l'autre sache que l'on sait »*. La formule est de lui. J'évoque la machinerie de l'interrogatoire qu'il a si bien décrite pour souligner la complicité fatale entre l'interrogateur et l'interrogé (7). Il rappelle son refus de pratiquer la torture durant la guerre d'Algérie, refus marqué dans *Les Humeurs de la Mer.* Il déclare :

– L'interrogateur doit cerner le mal. Il ne doit pas y succomber. Nous vivons dans la tentation du mal. Le péché marque le monde. Nous sommes dans un monde déchu. Le mal est là. Faut-il le récuser ou l'assumer ?

L'homéopathie du mal, telle est la mission du militaire et du policier. Le salut par le mal ? Dostoïevski affirme que si Dieu n'existe pas, tout est permis. Et moi je réponds que si le Diable n'existait pas, rien ne serait possible. Souvenez-vous du passage de saint Matthieu relatif à la séparation du bon grain de l'ivraie. Cette tâche ne nous revient pas. Elle est pour la fin des temps...

Silence. Il ajoute :

– Nous sommes responsables et déchirés, déchirés entre la crainte du bien et l'amour du mal. Vivre n'est pas innocent. Le monde est complexe. Certes, il faut distinguer le licite de l'illicite, tout en sachant que l'illicite est parfois nécessaire.

Le téléphone sonne. Le fil de l'entretien est provisoirement rompu. Il s'en excusera et m'expliquera que son correspondant était venu assister la veille à la représentation de sa pièce. *Yalta, le partage du monde* : mise en scène de la rencontre apparente du bien et du mal. Staline goguenard plus coupable que Roosevelt et Churchill ? Nous évoquons le vilain temps d'aujourd'hui. Soudainement, il coupe court :

– Je déteste les vaincus. J'ai horreur de la fascination de la défaite. En Russie, les forces vives ont triomphé de la mort. En ce moment, je vis dans l'euphorie de la victoire. L'autre soir, j'ai dîné avec le général Lebed. Ce parachutiste aux allures juvéniles est grand-père. L'homme est sympathique. J'aime bien les militaires. Un moment émouvant. Ai-je rencontré Bonaparte ?

JEAN-JACQUES MOURREAU

---

(1) *L'Exil est ma patrie.* Entretien avec Jacqueline Bruller (Le Centurion, 1982).

(2) *Lawrence le Magnifique.* Essai sur Lawrence Durrell et le roman relativiste (Julliard/ L'Âge d'Homme, 1984).

(3) op. cit.

(4) op. cit.

(5) op. cit.

(6) op. cit.

(7) *L'Interrogatoire* (Éditions de Fallois/ L'Âge d'Homme, 1988).

ARMES SPÉCIALES, DE L'ÉCRAN À LA RÉALITÉ

Assise à une table de baccara, une jolie fille dans le style Hollywood des années soixante, fait admirer ses épaules dégagées par une robe du soir.

– Carte ! dit-elle.

Puis s'adressant à l'homme qui lui fait face et dont on ne voit que les mains, elle ajoute avec un sourire provoquant :

– J'admire votre chance... Je suis Sylvia Trench.

Dans le mouvement qu'il fait pour allumer sa cigarette, l'homme découvre un visage mince et froid dans lequel brille un regard ironique.

– Mon nom est Bond... James Bond.

Sean Connery vient de prononcer pour la première fois la réplique qui va le rendre célèbre. Elle figurera rituellement dans chacun des dix-huit films consacrés aux rocambolesques aventures de l'agent secret disposant du permis de tuer n° 007.

En cette année 1962, les spectateurs qui, dans le monde entier, assistent à la projection de *James Bond contre Dr No*, vont plébisciter la première version d'une formule qui repose sur un cocktail bien étudié d'aventures improbables, de jolies filles court vêtues, de gadgets à couper le souffle, et de méchants réduits en bouillie. Mais tout cela n'eût pas valu grand chose sans le personnage central, incarné par Sean Connery, dont on ne savait pas encore qu'il est un fabuleux acteur, et qui sut trouver d'emblée le juste équilibre entre le cynisme et la séduction, l'humour et la férocité.

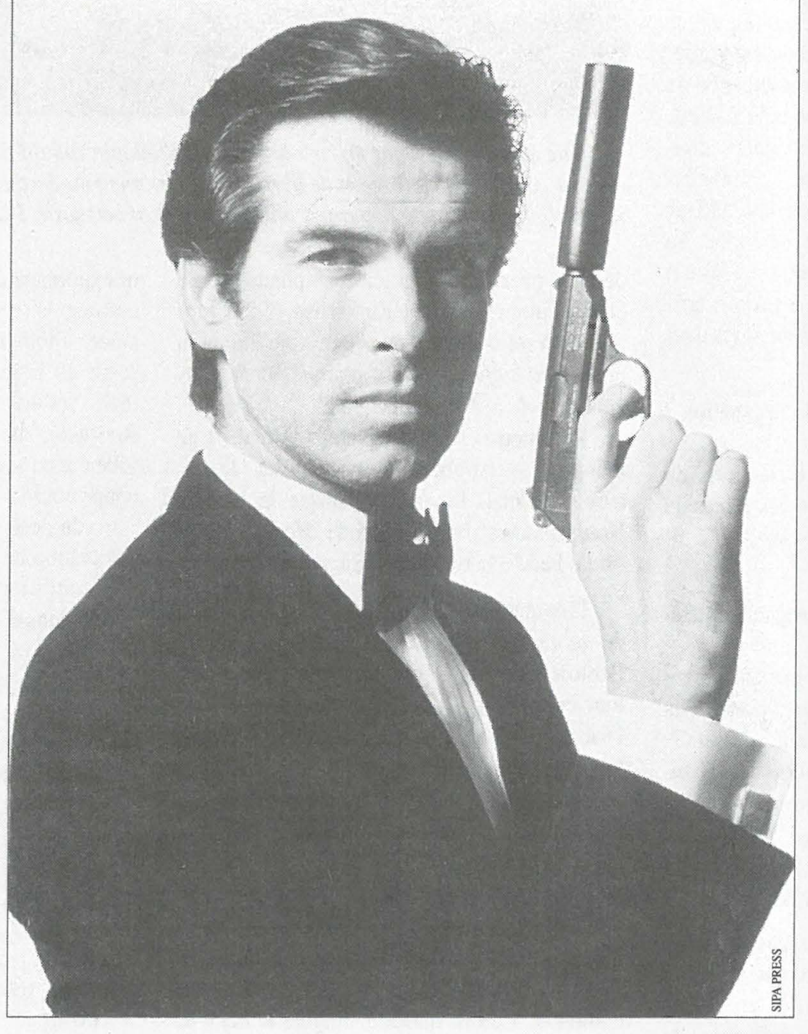
Le James Bond interprété par Sean Connery était assez différent de celui qu'avait créé Ian Fleming dans ses romans. Fils de la bonne société britannique, éduqué à Eton, élève au collège royal militaire de Sandhurst, journaliste polyglotte, officier du service de renseignement de la Navy pendant la Seconde Guerre mondiale et spécialiste de la « guerre indélicate », Ian Fleming avait largement puisé dans son expérience propre pour inventer son 007.

Sujet d'un royaume qui a peu favorisé le développement des armes de poing modernes et qui nourrit même à leur encontre une aversion proprement morbide, Ian Fleming ne risquait pas de mettre dans la main ou dans la poche de son tueur patenté une arme spécifiquement *british*. Notre spécialiste s'est donc tourné vers ce que l'on faisait de mieux ailleurs, d'abord un petit pistolet Beretta 950 B calibre 6,35 mm, en attendant un Walter PPK, puis un Beretta 70 calibre 7,65 mm et, en 1989, dans *Permis de tuer*, avec Timothy Dalton dans le rôle de James Bond, un Beretta 92 F, ce qui devenait beaucoup plus sérieux. Mais en 1989, Ian Fleming était mort depuis 25 ans.

D'emblée, l'association James Bond-pistolet automatique s'imposa. Cette association du mythe et de l'arme avait été favorisée par la silhouette de 007 telle qu'on allait la retrouver à la fois sur les couvertures des romans et sur les affiches du film. Elle représentait un Sean Connery stylisé, prenant la célèbre pose, le pistolet posé en travers de l'épaule. Ce pistolet était en réalité un Walter à air comprimé. Mais qui aurait fait la distinction avec un Beretta, hormis de rares spécialistes ?

Le plus joli dans cette histoire, c'est que la fiction sera rattrapée par la réalité. En 1972, après le massacre des athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich, quand le gouvernement israélien donna l'ordre au Mossad d'entreprendre l'exécution méthodique des chefs du mouvement palestinien, ce sont de vrais pistolets Beretta qui furent choisis. Ils allaient être utilisés par de vrais agents secrets israéliens bénéficiant de vrais permis de tuer... Dans les neuf mois qui suivirent l'attentat de Munich, onze personnalités palestiniennes furent ainsi assassinées un peu partout dans le monde. Les armes étaient des Beretta 71 quelque peu modifiés et munis de silencieux.

GUY CHAMBARLAC



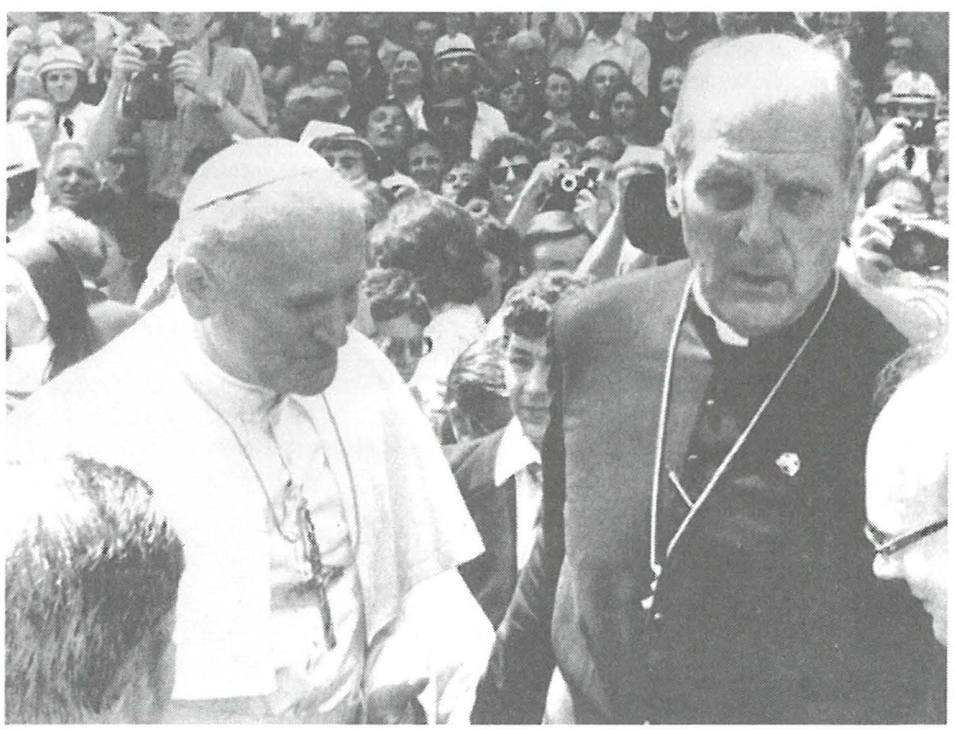
Pierre Brosnan, l'un des successeurs de Sean Connery dans le rôle de James Bond* (Goldeneye). *Pistolet automatique Walter PPK calibre 7,65mm, équipé d'un silencieux de fantaisie.

(1) Voir l'article sur le Mossad page 49.

Dans le labyrinthe romain

PAR GUILLAUME SASSETOT

C'est le plus petit État du monde, mais ce n'est pas le moins puissant ni le moins ambitieux. Et, comme le disait Mgr Marcinkus, on ne gouverne pas l'Église avec des Ave Maria.



Le pape Jean-Paul II en compagnie de Mgr Paul Marcinkus, « gorille pontifical » selon la presse italienne. Longtemps organisateur des voyages du pape et chargé de sa sécurité, ce prélat américain fut également le banquier du Vatican, au moins jusqu'aux « erreurs » qui ont provoqué sa mise à l'écart en 1990.

Comme chacun sait, les services secrets du Vatican n'existent pas. Outre sa petite armée de cent Suisses habillés par Michel-Ange, cet État assez particulier se borne à posséder une diplomatie fort discrète et souvent très efficace qui permet à l'Église catholique, en ces temps de sécularisation généralisée du pouvoir, de continuer à jouer un rôle de premier plan dans les affaires du monde.

Combattre les régimes impies et œuvrer pour la paix restent donc ses objectifs prioritaires, nobles et parfaitement avoués et, de temps à autre, une médiation particulièrement réussie, comme celle menée par Jean-Paul II en janvier 1980 entre le Chili et l'Argentine à propos de leur différend frontalier sur le canal de Beagle, vient opportunément rappeler à ceux qui l'auraient oublié que le pape actuel est non seulement le successeur de l'humble apôtre Pierre, mais aussi celui du grand Alexandre VI Borgia qui, au nom de la « Donation de Constantin » (faux célèbre s'il en fut), se crut un jour autorisé à diviser le monde et à en offrir une moitié au pays qui l'avait vu naître.

Depuis la signature avec l'État italien des accords de Latran, le 11 février 1929, le Vatican est redevenu un véritable État, certes microscopique (44 hectares), mais doté de tous les attributs de la souveraineté. Ainsi le pape est-il à la fois guide spirituel et chef d'État au plein sens du mot. Redoutable dualité, car si le premier agit sur les consciences, et en premier lieu celles des fidèles soumis à son autorité, le second doit œuvrer de manière non plus morale mais politique.

Agir pour la paix entre nations chrétiennes et *a fortiori* catholiques demeure une priorité évidente du Saint-Siège. Ainsi Benoît XV, à peine élu, exhorte dès le 8 septembre 1914 les puissances belligérantes à faire la paix. Il favorise ensuite toutes les tentatives allant dans ce sens, en particulier celle de l'empereur d'Autriche, Charles, en 1917, et cela au point d'être traité de « *bochophile* » par les plus enragés des nationalistes français ou de « *Judas XV* » par Léon Bloy, imprécateur fameux. Tentatives vouées à l'échec, l'un des buts proclamés des futurs vainqueurs étant précisément d'abattre les puissances cléricales en Europe. Toutefois, il s'agit encore là de diplomatie secrète plus que de services spécialisés, même si, dans l'ombre, s'agitent déjà des hommes qui ressemblent davantage à des agents qu'à de purs négociateurs.

De même, en 1922, lors de la première grande famine qui sévit en URSS après la révolution bolchevique, Benoît XV ne comprend pas le caractère délibérément organisé à des fins politiques par les Rouges de ce désastre ; il exhorte la SDN à organiser des secours, et envisage d'un même mouvement d'établir de véritables relations diplomatiques

avec le régime de Lénine et de demander la mise en liberté du patriarche de Moscou. Tout cela aboutira à une petite mission caritative, vite chassée.

Pourtant, cette question délicate des rapports avec un pays ouvertement athée, qui dépasse les compétences de la simple diplomatie, compte parmi ses principaux acteurs, dès l'éclosion de la Révolution, trois futurs papes : Mgr Ratti, élu en 1922 sous le nom de Pie XI, son secrétaire Jean-Baptiste Montini, le futur Paul VI, mais aussi Mgr Pacelli, qui sera Pie XII en 1939. C'est lui qui, en 1926, consacre évêque et envoie en mission secrète en Russie avec des pouvoirs très étendus (dont celui, fondamental, de désigner et sacrer des évêques), le jésuite français Michel d'Herbigny, pour organiser ce qu'on n'appelle pas encore l'Église du silence face à la persécution. Victime d'une provocation, insuffisamment soutenu par sa hiérarchie, d'Herbigny sera expulsé, les évêques nommés par lui découverts et parfois même exécutés quand ils ne mouront pas d'épuisement. Le silence obstiné que Mgr d'Herbigny, retiré dans une petite cure de campagne, gardera jusqu'à sa mort malgré les violentes attaques dont il fera l'objet reste emblématique des vertus d'obéissance de son ordre.

Entre les deux guerres, le problème moral majeur pour l'Église est sans doute sa confrontation aux idéologies du XX[e] siècle. A huit jours de distance paraissent, en mars 1937, l'encyclique condamnant le matérialisme athée alors triomphant en Union soviétique (*Divini Redemptoris*), affirmant que *« le communisme est intrinsèquement pervers »* et celle qui condamne le national-socialisme (*Mit brennender Sorge*).

Chose trop peu connue, ou volontairement ignorée par les détracteurs professionnels qui, depuis 1963 et la pièce de Rolf Hochhut, *Le Vicaire*, accablent Pie XII pour des raisons assez peu avouables, c'est Mgr Pacelli lui-même qui est l'auteur de cette célèbre encyclique. Comme le rappelle Éric Lebec dans sa très remarquable *Histoire secrète de la diplomatie du Vatican*, Mgr Pacelli connaît bien l'Allemagne où il fut nonce et, contrairement à beaucoup d'autres, il comprend d'emblée l'incompatibilité totale du national-socialisme et du catholicisme.

A vrai dire, chaque adversaire sait alors très exactement où se situe son ennemi idéologique le plus implacable : Rosenberg, l'idéologue du III[e] Reich, est furieusement hostile à tout ce qui est romain, et les SS mettent les jésuites dans le même sac que les Juifs, les francs-maçons et les communistes. D'autant que Pie XI affirme avec force, le 6 septembre 1938 *« nous sommes spirituellement des sémites »*.

Depuis quarante ans que William Shirer a montré que les cartes du vote national-socialiste et du vote catholique sont rigoureusement inverses, tout le monde devrait donc savoir qu'en Allemagne même, la résistance au national-socialisme s'est avant tout faite en pays catholique, non seulement au sein des associations de jeunesse mais avec la complicité souvent très active de la hiérarchie catholique, comme Mgr Konrad Gröber, archevêque de Fribourg, le père Joseph Teusch, vicaire à la cathédrale de Cologne, ou encore le jésuite Karl Rahner dont la pensée dominera le concile Vatican II. Près de deux cents prêtres mourront dans les camps ou seront tués avant même d'y arriver.

Les preuves des liaisons secrètes permanentes avec le Vatican ont, hélas, sans doute été prudemment détruites par Pie XII et le cardinal Tisserant (lui-même officier du renseignement militaire français), lors du début de l'occupation de Rome par les troupes allemandes en septembre 1943. Quoi qu'il en soit, Hitler lui-même considérait alors le Vatican comme *« un nid d'espions »*. Il est vrai qu'à cette époque, l'État pontifical, outre ses propres agents, abritait sans vergogne des membres de l'Intelligence Service, comme le lieutenant Élie Tobias.

En 1943, Hitler considérait le Vatican comme un nid d'espions. De fait, l'État pontifical, outre ses propres agents, abritait des membres de l'Intelligence Service

Pendant les années de guerre, l'aide donnée aux résistants italiens et aux futurs fondateurs de la Démocratie chrétienne fut constante. Tout le comité italien de libération nationale se cacha, de l'automne 1943 au printemps 1944, à la basilique Saint-Jean-de-Latran : De Gasperi, Nenni, Saragat et des dirigeants communistes.

On ne sait exactement comment qualifier certaines actions entreprises sur les consciences elles-mêmes. Peut-on parler d'action psychologique « secrète » quand, par exemple, le jésuite Tacchi Venturi pèse de toute son autorité sur son ami le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères et gendre de Mussolini, pour dissuader l'Italie d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne comme les traités signés l'auraient alors voulu ?

Quand Pie XII, par l'intermédiaire de son ami Spellman, demande aux États-Unis d'accueillir beaucoup plus largement les réfugiés européens, et qu'il se heurte d'ailleurs à un refus égoïste et glacé, c'est de la diplomatie discrète, à défaut d'être vraiment secrète. Mais quand le nonce à Istanbul, Mgr Roncalli, le futur Jean XXIII, par ailleurs très lié avec l'ambassadeur et ancien chancelier von Papen, participe secrètement mais très activement aux actions de Raoul Wallenberg en faveur du sauvetage des Juifs hongrois, est-ce encore de la diplomatie ?

William Donovan, alors directeur de l'OSS, l'ancêtre de la CIA, ne s'y trompe pas. Il est le premier à soupçonner l'intérêt primordial que peut présenter pour son service le Vatican. Au moment de l'entrée en guerre des USA, à la fin de 1941, il s'avise ainsi qu'un considérable réseau de prêtres est disséminé non seulement dans toutes les villes et villages, mais aussi dans les institutions. A l'époque, l'un des principaux chefs du renseignement du Vatican n'est autre que Giovanni Montini, le futur Paul VI. Donovan entre donc en contact avec la cité pontificale et, en étroite liaison avec elle, mène à bien ses entreprises.

Les contacts furent alors nombreux et durables entre services et entre individus. Dans son *Histoire critique de la Résistance*, Dominique Venner rappelle par exemple l'originalité et l'efficacité du réseau Arnould (Jade-Amicol), et ses causes : tous les membres étaient catholiques intransigeants, affiliés ni de près ni de loin à la nébuleuse gaulliste, mais seulement à l'Intelligence Service, et jouissant de puissantes complicités auprès de prêtres, comme le père Gorostarzu, supérieur du collège jésuite de Tivoli, le père Dieuzayde, aumônier de l'ACJF, ou le père Huet, aumônier des prisons de Paris.

A cette époque, Staline demandait goguenard : *« Le Vatican, combien de divisions ? »* Il ignorait que le Vatican avait déjà poussé l'étude de ses faiblesses et des moyens à mettre en œuvre pour les exploiter. Dans son livre de souvenirs, *Mille jours à Matignon*, Constantin Melnik, qui dirigea les services secrets français à l'époque où Michel Debré était Premier ministre, rappelle ainsi que ses premières études sur l'Union soviétique, celles qui lui firent découvrir les services spéciaux,


TALLANDIER

Les Jésuites, ***pamphlet de 1761. A l'époque où il était encore communiste, Roger Garaudy dénonçait dans la presse du parti les méthodes pratiquées dans les noviciats des jésuites :*** **« Ils travaillent à la formation de leurs agents qu'ils dressent dans de véritables écoles de guerre ».**

étaient « *financées et commandées au départ par le cardinal Tisserant* ».

Mais à la fin des années quarante, les nouveaux missionnaires de la lutte anticommuniste sont formés à Rome même, dans diverses officines discrètes.

Ces méthodes, d'ailleurs, ne sont pas totalement secrètes puisque le *Giornale della Sera*, un quotidien romain du soir, n'hésite pas à les décrire, dans son numéro de Noël 1949. Il raconte, avec beaucoup de détails, les activités du Russicum, le collège pontifical russe. L'institut est alors dirigé par le père Wetter, un jeune Autrichien qui, en 1930, est entré au Russicum volontairement, comme tous les autres élèves, d'ailleurs. Très officiellement, les missionnaires qui sortent du Russicum doivent avoir une parfaite connaissance de la Russie d'avant et d'après la Révolution, être ferrés en sociologie et avoir la parole facile et persuasive. Le père Wetter, qui expose publiquement ce programme, ne dit rien en revanche sur les salles de gymnastique très perfectionnées qui existent à l'intérieur de l'institut, ni sur la préparation physique exténuante à laquelle les élèves sont soumis pour pouvoir faire face à n'importe quelle circonstance. Lutte libre, athlétisme, pugilat, tir avec des armes à feu sont en effet des matières non pas secondaires, mais essentielles pour la formation des missionnaires du Russicum. Leur formation terminée, ils sont ainsi chaque année une vingtaine à gagner la Russie pendant toute l'époque de la guerre froide.

Durant ces années d'après-guerre apparaît en France au premier plan des agents plus ou moins avoués du Vatican, maître Jean Violet. Alexandre de Marenches, qui dirigea les services secrets sous Pompidou, n'a pas de mots assez durs pour fustiger celui qu'il prend pour un simple « *escroc du renseignement* ». Constantin Melnik, en revanche, ou le général Grossin qui a dirigé le SDECE de 1957 à 1962 lui ont, pour ainsi dire, décerné des brevets publics de bonne conduite.

Des années durant, le Vatican fournira le matériel de propagande religieuse que le SDECE acheminera vers les pays de l'Est, et particulièrement la Pologne, par ses propres réseaux.

Maître Violet, agit alors comme représentant du Vatican. On reparlera de lui, beaucoup plus tard, à propos du scandale des « avions renifleurs » et des pots-de-vin afférents destinés à financer diverses organisations plus ou moins réactionnaires. D'autres prêtres, le chanoine Marmier, un ecclésiastique suisse, et surtout le révérend père Jean-Marie Dubois, un dominicain décédé en 1979 que maître Violet présentait comme son « *confesseur* », sont mêlés à cette ténébreuse affaire ; selon le provincial de l'ordre des Dominicains à Paris, « *les interlocuteurs au Vatican du père Dubois étaient les cardinaux Benelli, Oddi, Siri et Villot* ». On reparlera encore de maître Violet lors de l'affaire Touvier, car il aurait servi d'intermédiaire entre l'ancien milicien et le Vatican.

Maître Jean Violet, agent secret du Vatican

Éric Lebec, dans son *Histoire secrète de la diplomatie vaticane* déjà citée, voit pourtant le chef-d'œuvre de l'action de maître Violet dans la « troisième corbeille » des accords d'Helsinki, consacrée à la libre circulation des personnes et des idées. Qu'elle ait été directement à l'origine de la chute du système soviétique dépasse le cadre de cet article, mais le fait que Markus Wolf, le chef des services secrets de la défunte RDA, ait publiquement reconnu le fait donne un certain poids à cette affirmation.

L'action secrète engendre bien sûr rumeurs et désinformations d'autant plus difficiles à infirmer que les documents font défaut. Ainsi, en février 1984, une campagne savamment orchestrée et lancée par le *New York Times* tentait d'établir, à partir des archives du département d'État américain, que le Vatican avait monté après la guerre une filière d'évasion pour anciens nazis à partir de l'église et du centre de Santa Maria dell'Anima, siège du collège germano-hongrois. Cette fondation appartenant à l'Autriche, était dirigée depuis fort longtemps par l'évêque Aloïs Hudal, auteur en 1936 d'un ouvrage sur les *Principes du national-socialisme*, où il défendait l'union du national-socialisme et du christianisme pour affronter « *la barbarie venue de l'Est* ». De même, le père croate Krunoslav Draganovic est soupçonné, non sans raisons sans doute, d'avoir fait évader Ante Pavelic, le chef des Oustachis. Mais dans l'un et l'autre cas les services du Vatican semblent hors de cause.

L'autre grand axe d'attaque a consisté, toujours dans les années quatre-vingt, à tenter d'établir des liens entre le Vatican et des groupes occultes ou de blanchiment d'argent sale. Le scandale du Banco Ambrosiano, le suicide de son président, Roberto Calvi, membre par ailleurs de la très influente loge maçonnique P2, en juin 1982, la forte et controversée personnalité de Mgr Paul Marcinkus, président de l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), mais aussi à l'époque organisateur des voyages pontificaux et directeur des services administratifs de la cité du Vatican ont donné lieu aux divagations les plus délirantes, d'autant que la mort étrange de Jean-Paul I[er] après 33 jours de règne permettait toutes les hypothèses.

Pourtant, ces dernières années, la prise de risques personnels par les religieux lors des troubles en Amérique latine ou le rôle joué par la communauté Sant'Egidio en liaison étroite avec le Vatican pour tenter d'amener au dialogue les divers acteurs de l'actuelle guerre civile en Algérie montrent que l'action souterraine reste toujours étroitement imbriquée à la diplomatie plus officielle du Vatican.

État pas comme les autres, mais État quand même, celui-ci est condamné à avoir une politique, avec tout ce que cela suppose d'action occulte. D'ailleurs, ceux qui avaient armé le bras d'Ali Agça, le 13 mai 1981, place Saint-Pierre, étaient les premiers, pour vouloir la supprimer, à croire à l'efficacité vaticane.

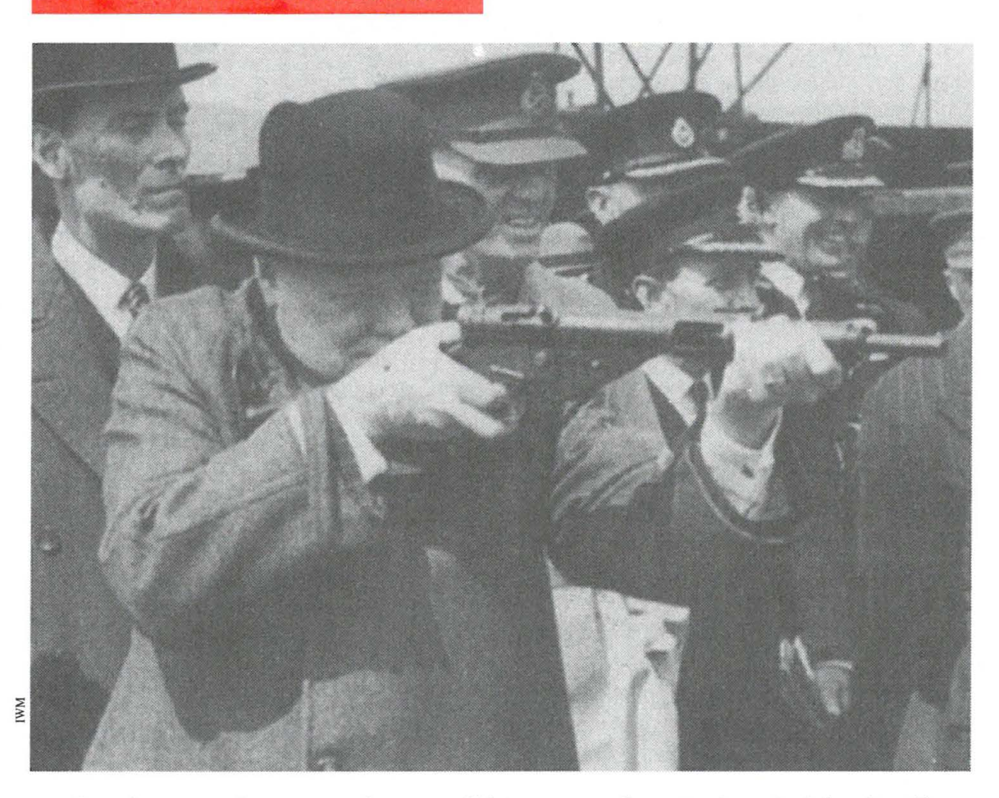
G. S.

UN MODÈLE DE GUERRE SECRÈTE

Churchill contre Hitler

PAR DOMINIQUE VENNER

Servis par leur patriotisme insulaire, une pratique ancienne du commerce et de la piraterie sur mer, les Anglais seraient-ils doués pour l'espionnage et la dissimulation ? Ils en ont apporté la preuve de 1940 à 1945, développant comme personne l'art de tromper leurs ennemis et parfois aussi leurs amis. Retour sur image.



IWM

Grand amateur de coups tordus et ne dédaignant pas de mettre la main à la pâte, Churchill est le véritable maître de la guerre secrète conduite par l'Angleterre. On le voit ici s'essayant au tir de la mitraillette Sten.

Dès son entrée au 10, Downing Street, le 10 mai 1940, tandis que les blindés allemands anéantissent les armées belges et hollandaises, avant la percée de Sedan, Churchill réforme le comité des services secrets afin d'unifier le renseignement. Dans le même temps, il ordonne la formation de commandos destinés à des raids et opérations de harcèlement derrière les lignes ennemies.

Une impulsion sans précédent est donnée aux services de renseignements, dont l'action se trouve démultipliée par plusieurs institutions nouvelles. Bref, Churchill procède à une mobilisation sans précédent du potentiel intellectuel de l'Angleterre, qui avait toujours montré des dispositions pour ce que l'on appelle outre-Manche l'*intelligence.* Près d'un million d'hommes et de femmes, chiffre gigantesque, vont se trouver engagés dans la chasse aux renseignements, le contre-espionnage, la sécurité, les opérations spéciales et la mystification de l'ennemi. Toute l'Angleterre se mettra avec beaucoup de naturel et de conviction au diapason du Premier Ministre pour qui *« en temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être préservée par un rempart de mensonges... »*

En 1938, devant le développement de la puissance allemande, l'Intelligence Service (SIS) avait déjà créé une *section D* dans le but de *« faire ces choses qui aident à l'exécution de la politique du gouvernement de Sa Majesté, mais que le gouvernement de Sa Majesté préfère ne pas connaître comme étant l'œuvre de ses agents ».*

De son côté, le Military Intelligence (service de renseignements dépendant du War Office) a tiré les leçons des événements d'Irlande de 1920-1921. La guérilla qui a été utilisée contre l'Angleterre ne pourrait-elle servir à celle-ci contre ses ennemis ?

Dès 1932, le MI forme un service ultra-secret pour préparer d'éventuelles opérations de subversion et de sabotage. Il deviendra en avril 1939 le MI/R (Military Intelligence Research). Le colonel John Holland le dirige, avec pour adjoint le lieutenant-colonel Colin Gubbins, un officier qui n'a pas fini de faire parler de lui. Tous deux ont servi en Irlande en 1920-1921. Ils se livrent à l'étude systématique des mouvements de guérilla, soulèvements et autres menées subversives dans l'histoire et dans la période contemporaine.

Durant l'été 1938, ils sélectionnent un certain nombre de citoyens britanniques aventureux ayant voyagé. Ce sont des explorateurs, des adeptes des grandes chasses, des alpinistes ou encore des hommes d'affaires pour lesquels ils organisent à tout hasard des cours de sabotage...

Après avoir commandé lui-même en 1939 une série d'opérations qui préfigurent les futures méthodes des commandos, Gubbins protège le rembarquement des troupes alliées à Narvik, en mai 1940. Son action en Norvège lui vaut le DSO.

Colin McVean Gubbins a maintenant le grade de colonel.

Esprit rapide et cultivé, parlant couramment plusieurs langues, il manie l'humour avec délectation. Ce trait, joint à une grande autorité naturelle, lui permettra de s'imposer avec aisance aux personnalités difficiles et originales qu'il recrutera plus tard pour le SOE.

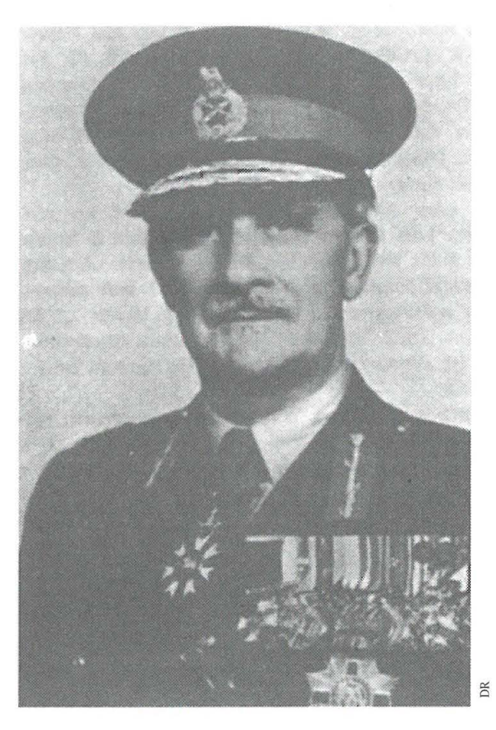
Arrive le mois de juillet 1940. Depuis dix mois l'Angleterre a déclaré la guerre à l'Allemagne. Durant ces dix premiers mois de la guerre, les armées du Reich se sont emparées successivement de la Pologne, du Danemark, de la Norvège, de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg et de la France. Face à l'irrésistible machine de guerre allemande, l'Angleterre est seule.

Cent trente années plus tôt, elle s'est trouvée dans une situation analogue. Le conquérant de l'Europe, en ce temps, était français. Lui aussi contrôlait les ports de la mer du Nord et projetait de débarquer sur les rives de la Tamise. Pour desserrer l'étau, l'Angleterre conçut un plan stratégique génial. Pour vaincre sur le continent la première armée régulière de l'époque, elle s'appuya sur les combattants irréguliers continentaux. Par pleins bateaux, elle dépêcha aux guérillas ibériques de l'or, des armes et des soldats.

La mission du SOE : mettre l'Europe à feu

La moitié des forces françaises, soit près de 250 000 hommes, fut prise au piège tendu par 50 000 guérilleros tout au plus. Avant la Russie, l'Espagne devait être le tombeau de la puissance impériale.

En 1940, l'Angleterre va se souvenir. Le 27 mai, alors que la Hollande est occupée et que la France s'effondre devant la ruée des Panzers, un conseil de guerre extraordinaire réunit les chefs d'état-major des trois armes autour de Churchill. Quelles chances l'Angleterre a-t-elle de poursuivre seule le combat? Les chefs d'état-major répondent : *« En dehors des bombardements, la seule méthode qui pourrait entraîner l'effondrement de l'Allemagne consisterait à fomenter de nombreuses révoltes dans les territoires conquis. »*



DR

Le général Sir Colin Gubbins, chef du SOE. Un spécialiste de la guerre irrégulière.

C'est exactement ce que Churchill souhaite entendre. Par disposition personnelle, le Premier britannique est un partisan de la guerre irrégulière. A deux reprises, durant la guerre des Boers et en Irlande, il en a été l'observateur passionné.

Dans les premiers jours de juillet, le cabinet se réunit pour élaborer le projet d'un organisme chargé de coordonner toutes les actions de sabotage, de subversion et de ce qu'on n'appelle pas encore la Résistance sur le continent. Ministre travailliste de la Guerre économique, le Dr Hugh Dalton fait valoir une conception révolutionnaire de l'action à mener : *« Organiser des sabotages et de la subversion en Europe,* affirme-t-il devant ses collègues médusés, *c'est une tâche qui concerne les syndicalistes et les socialistes. Il faudra créer des "cinquièmes colonnes", tout faire sauter, susciter partout le chaos et la révolution. »*

Le 19 juillet 1940, Churchill rédige l'ordre de création de l'organisme qui est appelé *Special Operation Executive* (SOE). S'adressant au Dr Dalton, il résume la mission de cette organisation secrète en une formule terrible : *« Set Europe ablaze !* Mettez l'Europe à feu ! »

Des Européens seront brûlés dans l'incendie. *It's war ! Das ist Krieg !* C'est la guerre !

La compétence du SOE sera pratiquement sans limite. Officiellement chargé du sabotage et de la guérilla dans toute l'Europe occupée, à l'exclusion du renseignement, chasse gardée de l'Intelligence Service, il sera dans les faits placé en concurrence avec ce service traditionnel.

ORGANISATION DE LA GUERRE SECRÈTE EN GRANDE-BRETAGNE

London Control Section (LCS). Sous la direction personnelle de Churchill, cet organisme tout puissant, dirigé par Henry Bevan, est chargé de mystifier l'ennemi et de veiller à la discrétion totale des opérations menées secrètes.

British Security Council (BSC). Dirigé par Sir William Stephenson. Supervise l'ensemble des activités des services de renseignements dans l'hémisphère occidental. Assure la liaison entre le SOE et l'OSS américain. Coopère étroitement avec le SOE.

Special Operation Executive (SOE). Créé en 1940. Dirigé à partir de 1942 par le général C. Gubbins. Chargé de susciter et de développer la Résistance, le sabotage et la guérilla dans les pays occupés. Agit par l'intermédiaire de ses *Country Sections* (sections nationales), en relation étroite avec les services de renseignements des gouvernements réfugiés en Angleterre.

Special Intelligence Service (SIS). Créé en 1911 à partir du MI 6 du War Office. Dépend administrativement du Foreign Office. Traditionnellement chargé du renseignement (espionnage) dans les pays étrangers, ennemis et occupés. Dirigé par le colonel Sir Stewart Menzies.

Military Intelligence Five (MI 5). Créé en 1905, dans le cadre du War Office. Chargé du contre-espionnage. Agit non seulement en Grande-Bretagne mais partout où se manifeste l'espionnage adverse.

Special Branch de Scotland Yard. Chargé du contre-espionnage en Grande-Bretagne et dans l'Empire britannique. Dépend du Home Office (ministère de l'Intérieur).

Political Warfare Executive (PWE). Service autonome dépendant du ministère de la Propagande aussi bien à usage interne qu'à usage externe (vers les pays occupés, mais également en direction des pays de l'Axe).

Military Intelligence Nine (MI 9). Créé en 1940. Chargé d'assurer l'évasion et le rapatriement des aviateurs abattus et des prisonniers en général.

Navy Intelligence Department (NID). L'une des plus anciennes branches du renseignement britannique. Ian Fleming devait s'y distinguer pendant la guerre.

UNE MACHINATION DES SERVICES SECRETS ALLEMANDS POUR DÉCAPITER L'ARMÉE ROUGE

Peu avant Noël 1936, Reinhardt Heydrich, chef du SD, le service secret dépendant de la SS, apprend par un émigré russe blanc réfugié à Paris, le général Nicolas Skobline, que le maréchal Mikhail Toukhachevski, principal organisateur de l'Armée rouge, aurait eu des contacts avec l'état-major allemand en vue de renverser Staline. Dans le cerveau fertile d'Heydrich germe immédiatement un plan pour déstabiliser la puissance soviétique. Il sait que Skobline est un agent double et il compte bien l'utiliser. Hitler approuvera l'opération.

Toukhachevski n'est pas un inconnu en Allemagne. A trois reprises, il a accompli des stages à l'état-major allemand, en application des clauses secrètes du traité de Rapallo (1923). Depuis l'époque de la guerre civile où ils se sont opposés, Staline se méfie de lui et voit en lui un Bonaparte en puissance. Cela, Heydrich le sait.

Le dossier que le général Skobline a transmis à Heydrich ne contient aucune preuve. Mais les services du SD sont tout aussi capables de forger des faux que leurs homologues britanniques ou soviétiques...

Il existe dans les archives de l'état-major allemand de la Bendlerstrasse d'anciens documents officiels revêtus de la signature de Toukhachevski. Il suffirait de se les procurer, de les falsifier dans le sens désiré et de les faire parvenir à Staline par des voies détournées qui ne risqueront pas d'éveiller ses soupçons. La première opération sera donc de s'emparer des archives de l'état-major. Comme tous les bons services secrets, le SD dispose d'experts en effraction. Ils s'acquittent à merveille de leur tâche. Second volet de l'opération, la falsification des documents volés, pièce maîtresse de toute l'affaire. Sa réalisation sera saluée, dans le monde des connaisseurs, comme un pur chef-d'œuvre. Heydrich en a confié la responsabilité à deux hommes de ressources, Naujocks et Behrens.

Il ne restait plus qu'à faire transmettre le dossier à Staline. Ce sera la dernière phase de l'opération, mais aussi la plus périlleuse. Il ne fallait à aucun prix que Staline ait des doutes sur la valeur des documents.

Pour ne pas éveiller ses soupçons, Heydrich utilisera à son insu, les services d'une haute personnalité étrangère, non impliquée dans l'affaire, mais qui entretenait avec Staline des relations d'amitié : Édouard Bénès, président de la République tchécoslovaque.

A la suite de plusieurs confidences et allusions, provenant de sources différentes mais toutes apparemment dignes de foi, Bénès se laisse persuader de l'existence d'un complot ourdi par le maréchal Toukhachevski, avec l'aide des services allemands, pour renverser Staline. Animé peut-être du désir de faire du dictateur son obligé, Bénès l'informe alors au mois de mai 1937 des rumeurs de complot qui circulent et lui indique le nom d'un agent, à Berlin, qui pourra lui en fournir les preuves.

Staline dépêche sur-le-champ un émissaire à Berlin en le chargeant de négocier l'achat du dossier. Heydrich le lui fera vendre trois millions de roubles.

Le maréchal Touhkachevski et sept généraux sont arrêtés le 4 juin 1937. Le 12 juin, un communiqué laconique de l'agence Tass annonce qu'ils ont tous été passés par les armes pour s'être rendus coupables du crime de haute trahison. Dans les mois suivants, trente-cinq mille officiers, soit près de la moitié de l'encadrement, seront conduits au peloton d'exécution. Parmi eux, 3 maréchaux sur 5, 14 généraux d'armée sur 16, 8 amiraux sur 8, 60 généraux de corps d'armée sur 67, 136 généraux de division sur 199, 221 généraux de brigade sur 397 ! Jamais dans l'histoire des services secrets une mystification n'avait produit des résultats d'une telle ampleur.

Sous l'autorité du premier « patron » du SOE, Sir Frank Nelson, plus tard remplacé par le colonel Colin Gubbins, Churchill réunit les deux services existant sur le terrain de la guerre irrégulière, le MIR qui est arraché au War Office et la Section D qui est soustraite à l'Intelligence Service. Ces deux services vont constituer le SOE, lui fournir son état-major et ses premiers moyens. Le SOE deviendra une immense organisation, à la fois état-major, école de cadres, banque et arsenal des mouvements de résistance dans les pays occupés. Il parachutera en France plus de 500 000 armes jusqu'en 1940 et des quantités considérables d'explosifs (1).

Tandis que s'organise la structure d'impulsion à la résistance armée en Europe occupée, Churchill consacre toute son imagination et son énergie au deuxième volet de la guerre secrète telle qu'il la conçoit : recherche du renseignement et mystification de l'ennemi.

Il sera servi par une succession de hasards qui vont lui livrer pendant toute la durée de la guerre les plans d'opération allemands, ses services secrets étant parvenus à percer le secret de la machine à coder Enigma utilisée par l'ensemble des forces allemandes.

Grâce à un transfuge d'origine juive, avec l'aide de l'espionnage polonais, les services secrets britanniques, mobilisant une élite de mathématiciens, et exploitant les balbutiements de la cybernétique ainsi que les renseignements transmis par des opposants au sein même du GQG du Führer, étaient parvenus à construire une réplique exacte de la machine à chiffrer Enigma et à découvrir les clés de son utilisation. Dès l'été 1940, le Haut Commandement allié est ainsi en mesure de lire instantanément en clair les messages allemands au plus haut niveau. Cela se poursuivra toute la guerre durant, jusqu'en 1945. (2)

Les Alliés sauront pratiquement tout à l'avance : les objectifs assignés à la Luftwaffe pendant la bataille d'Angleterre, les plans de Rommel en Afrique du Nord, l'itinéraire des convois de ravitaillement de l'Axe, les points de regroupement des meutes de sous-marins dans l'Atlantique, les plans de contre-attaque aux offensives alliées ainsi que l'ordre de bataille au jour le jour de toutes les armées du Reich, le détail de leurs approvisionnements et l'état de leurs armements...

Chargé pendant la durée de la guerre de diriger l'organisation Ultra qui décrypte et trie quotidiennement la masse énorme de messages radio codés par les machines Enigma, le colonel Winterbotham s'est vu imposer le silence pendant trente ans dans le double but de ne pas fournir à l'Allemagne une excuse de sa défaite, et de ne pas informer les Soviétiques de méthodes qui seraient, à l'occasion utilisées contre eux. Sur ce point, on était en pleine illusion puisque Philby, entre autres, transmettait au Kremlin tous les secrets britanniques.

Ses révélations, publiées en 1974, ont éclairé d'un jour tout nouveau la bataille d'Angleterre, mais aussi la défaite de Rommel à El Alamein, la destruction soudaine des U-boote dans l'Atlantique en mai 1943, le succès du Jour J, celui de la bataille de Normandie, et bien d'autres épisodes décisifs de la guerre à l'Ouest.

Cependant, le colonel Winterbotham n'avait pas tout dit et, au-delà d'Ultra, bien d'autres aspects plus tortueux de la guerre secrète étaient encore maintenus dans la plus opaque obscurité. C'est à les découvrir que s'est attelé avec un acharnement peu commun, pendant une dizaine d'années, un chercheur anglais Anthony Cave Brown (3). Cette enquête menée auprès de tous les hommes qui jouèrent un rôle important dans les « actions spéciales », et grâce aux documents américains disponibles depuis 1975, a bouleversé ce que l'on savait de la guerre secrète, montrant



L'état-major du LCS (London Control Section), organisme tout-puissant de la guerre secrète, chargé notamment de mystifier le haut-commandement allemand. De gauche à droite : major Derrick Morley, major Noël Gordon Clark, major Harold Petavel, lieutenant Lady Jane Pleydell-Bouverie, colonel John H. Bevan (le chef de « Deception »), wing commander Dennis Wheatley (RAF), colonel Sir Ronald E. L. Wingate (adjoint de Bevan), commander James Arbuthnott (RN) et commander Alan Finter (RN). Au milieu d'eux, une statuette en bronze dansant, figurine gréco-romaine choisie comme emblème de leur mission.

que celle-ci avait atteint une ampleur sans précédent dans l'histoire.

L'industrie du mensonge et de la dissimulation trouva une première application dramatique lorsque Ultra perça une directive du grand quartier général de la Luftwaffe prescrivant un raid de destruction sur la ville industrielle de Coventry pour la nuit du 14 au 15 novembre 1940. Cette cité de 250 000 habitants était devenue l'un des principaux arsenaux d'Angleterre. Pour protéger la sécurité d'Ultra, Churchill prit la terrible décision de laisser détruire Coventry sans prendre aucune mesure d'évacuation de la population ni de protection par la RAF.

Des quartiers entiers furent détruits, des dizaines d'usines réduites en bouillie, 554 personnes furent tuées, 865 gravement mutilées, 4 000 autres blessées. On comprend que la tragique décision de Churchill ait été couverte par un secret rigoureux après la guerre.

Au moment du raid de Dieppe, le 19 août 1942, au cours duquel les hommes de la 2e division canadienne furent également sacrifiés aux plans stratégiques tortueux du Premier Ministre, la mystification prenait une place insoupçonnée dans la conduite de guerre anglaise. C'est elle qui avait en partie permis au général Wavell de triompher en Libye l'année précédente d'une armée italienne près de dix fois plus nombreuse mais moins bien équipée.

Convaincus par ce succès qui cadrait si bien avec une pratique britannique ancienne, les chefs du comité d'état-major installaient en avril 1941 au QG de Churchill un organisme ultra-secret exhumé du silence officiel, trente ans après par Anthony Cave Brown, le LCS. Ces trois initiales à la signification peu éloquente (London Controlling Section) désignent la structure la plus secrète et la plus puissante de la guerre ténébreuse dirigée par l'Angleterre contre l'Allemagne pendant le Second conflit mondial. A partir de cette décision d'avril 1941, tout « *planning staff* » anglais (et plus tard américain) possédera sa section spécialisée dans la mystification : un comité des moyens spéciaux directement relié au LCS. Chacune de ces sections était petite, mais leur pouvoir et leur influence deviendront vite immenses. Appelées à centraliser et à interpréter tous les renseignements recueillis par les services secrets, elles agiront sur les chefs alliés pour la conception, la planification et la direction des opérations. Elles pourront même annuler certaines opérations susceptibles d'en compromettre d'autres plus importantes.

La structure la plus secrète et la plus puissante de toute la guerre

A partir de 1943, les Américains reconnurent l'importance de l'induction en erreur, et la supériorité britannique sur ce terrain. Dès lors, la mystification, ou l'art d'égarer l'ennemi, allait dominer l'évolution de la guerre en vue du Jour J. Les hommes du LCS entreprirent de tisser un réseau complexe de stratagèmes sans égal dans toute l'histoire de l'Angleterre, pourtant fertile en procédés perfides.

OFFICE OF STRATEGIC SERVICES (OSS)

Les premiers services de renseignements militaires permanents furent créés aux États-Unis en 1880. L'un pour l'armée de terre, l'autre pour la marine. En 1903, avec la création de l'état-major général de l'armée, la division d'informations militaires deviendra la Second division, futur G-2. Il s'agit alors d'un service minuscule et tout à fait primitif. Il sera développé au cours de la Première Guerre mondiale par le colonel Ralph H. Van Deman. En 1919, les États-Unis disposent du G-2, du Counter Intelligence Corps (contre-espionnage) et de l'Office of Naval Intelligence (renseignements de la marine). Ce sont là des organismes très réduits, n'employant qu'un très petit nombre d'agents. La lutte contre l'espionnage sur le territoire des États-Unis et en Amérique latine est confiée au FBI.

En juillet 1941, William J. Donovan (« Wild Bill »), ancien combattant de la Première Guerre, homme d'affaires bouillonnant d'idées originales, grand voyageur et ami de Roosevelt, se voit confier par celui-ci la charge de créer une agence capable de *« recueillir et d'analyser les informations stratégiques, ainsi que de préparer et de faire opérer des services spéciaux »*. Cette agence recevra tout d'abord l'appellation de Coordinator of Informations (COI), puis le 13 juin 1942, celle d'Office of Strategic Services (OSS). Cet organisme disposera de moyens quasi illimités, recrutera une foule d'agents, du professeur d'université à l'aventurier. A partir de 1943, l'OSS sera au travail dans toutes les parties du monde, à l'exception du continent américain réservé au FBI et d'une partie de l'Extrême-Orient, chasse gardée du général MacArthur et de son propre service, l'Allied Intelligence Bureau (AIB).

Le général Donovan recevra le soutien technique des Anglais qui le conseilleront efficacement. Sa branche de subversion, sabotage et guérilla, sera copiée sur le SOE avec qui une collaboration étroite sera établie à la fin de 1943 et débouchera en juin 1944 sur la création d'un QG commun, dis des Special Forces. L'OSS apportera un soutien matériel considérable au SOE et aux mouvements de résistance qui recevront souvent de façon directe son aide en armes, en explosifs et en argent.

L'OSS sera dissous à la fin de 1945. Seuls subsisteront son service d'analyse et son service de renseignements. Ils seront utilisés en 1947 pour la création de la CIA.

RICHARD SORGE, L'ESPION DE STALINE

En mai 1939, Richard Sorge, installé au Japon depuis 1933 pour le compte des services de renseignements de l'armée Rouge (GRU), prévient l'URSS des intentions d'Hitler de régler la question polonaise *« en août ou en septembre »*. En mars 1941, il annonce l'intention d'Hitler d'attaquer la Russie. Le 15 mai, il précise que l'attaque se déclenchera entre les 20 et 30 juin 1941. Le 15 juin, *« c'est pour le 22 juin »*. Staline n'en croit rien. On connaît la suite.



DR

Richard Sorge

Mais le rôle de Richard Sorge ne devait pas s'arrêter là. Désormais édifié sur la valeur de ses informations, Staline le prend au sérieux. Une question d'une importance capitale se pose : le Japon a-t-il l'intention d'attaquer l'URSS ? Le 15 octobre 1941, Sorge envoie son dernier message avant son arrestation par la Kempetaï. Il fait câbler : *« Pas d'offensive japonaise à craindre contre l'URSS. »* Staline va pouvoir dégarnir l'Extrême-Orient pour masser toutes ses forces à l'Ouest, contre l'offensive allemande. La raison pour laquelle il ne tint pas compte des informations capitales envoyées par Sorge en 1941, demeure un des nombreux secrets que Staline a emportés dans sa tombe.

Maître espion à qui on ne peut dénier cette qualité, Sorge avait une double personnalité : ivrogne et coureur comme Philby. On s'étonne de la séduction qu'il a exercée sur les diplomates allemands en poste à Tokyo, plutôt rigides et austères.



DR

Un groupe de maquisards découvre avec ravissement une mitraillette Sten provenant d'un parachutage. Une arme plus sérieuse que les quelques revolvers et pistolets dépareillés visibles sur la table. Des résistants français seront plusieurs fois sacrifiés à de tortueuses opérations de diversion conçues à Londres par les services secrets britanniques.

Face à Hitler et aux héritiers du Grand État-Major allemand, les services secrets britanniques alignaient l'élite de leur nation les descendants de cette aristocratie qui avait créé et gouverné un empire immense depuis deux siècles. Ces hommes étaient convaincus que la mystification, comme le renseignement, était une tâche de *gentlemen*. Disposant, par leur éducation et leur profession d'une exceptionnelle expérience dans l'art des stratagèmes et des « moyens spéciaux », ils se consacraient à leur tâche avec un enthousiasme et un désir de nuire nés de la conscience de lutter pour leur propre survie. Se rendaient-ils compte qu'ils jouaient la dernière grande partie de l'Angleterre, avant qu'elle ne glisse doucement vers la tombe ?

A Storey's Gate, l'abri souterrain de Churchill, sous les pavés de Westminster, officiait à la tête du LCS le colonel Henry Bevan (4). Homme silencieux, habile et secret, inconnu du grand public, petit-fils de banquier, fils d'un des premiers agents de change londonien, il était lui-même un agent de change influent. Par son mariage, il était membre de la famille du comte de Lucan et par sa mère, il était apparenté aux ducs de Buccleuch. Ancien élève d'Eton et de Christ College à Oxford, pépinière de hauts serviteurs de l'État, monde au sein du monde, où tous les membres se connaissaient intimement, Bevan avait fait la Première Guerre mondiale sur le front français.

En cas de besoin, Bevan avait autorité sur tous les services gouvernementaux à Londres et, par l'intermédiaire du Joint Security Control, à Washington. Les pouvoirs de ce grand maître de la désinformation et de l'induction en erreur étaient sans précédent. Il arrivait à Churchill et à Roosevelt de subordonner leurs déclarations aux impératifs de l'intoxication qu'il avait édictés. Des institutions aussi importantes que la presse britannique, la BBC, les syndicats, admirent l'opportunité de ne pas soulever l'inquiétant rideau de mystère qui entourait Bevan ainsi que le LCS.

L'adjoint de Bevan, le lieutenant-colonel Sir Ronald Wingate, fils de Wingate Pacha et cousin du Wingate de Birmanie, petit, myope, mais capable *« de penser de neuf façons différentes à la fois »*, était aussi un ancien d'Oxford. Commissaire de Sa Majesté dans le Punjab avant 1914, il avait été officier aux affaires politiques en Mésopotamie durant la Première Guerre mondiale. Ces années en Inde et au Moyen-Orient, au contact de maîtres de l'intrigue, avaient développé chez lui des facultés intellectuelles qui allaient trouver un plein emploi au LCS.

Autour des deux têtes, une équipe d'originaux talentueux, historiens, auteurs de romans noirs, scientifiques, hommes d'affaires ou diplomates. Mais au-dessus de tous était Churchill. Vrai meneur de jeu, le Premier Ministre

prenait un plaisir extrême aux entreprises de mystification, stimulant les uns et les autres. Comme l'écrira plus tard Wingate : *« C'est Churchill qui avait toutes les idées. C'était son dynamisme, sa brillante imagination et ses connaissances techniques qui étaient à l'origine de tous les projets. »*

Le LCS était un état-major, un laboratoire d'idées, disposant de tous les organismes de la guerre secrète comme agents d'exécution : le MI 6 (service de renseignement britannique qui contrôlait Ultra), le MI 5 (service de contre-espionnage), le SOE, le Comité XX (qui manipulait les espions allemands en Grande-Bretagne par l'envoi de messages radio savamment trafiqués), le PWE (service de propagande), les services de renseignements des trois armes et les homologues américains de tous ces organismes (OSS, FBI, etc.).

UN MAGISTRAL COUP DE COMMANDO



Le capitaine Skorzeny vient de libérer Mussolini. Tous deux vont embarquer dans un minuscule avion qui parvient à s'envoler en catastrophe dans le massif montagneux où était détenu le Duce.

DR

12 septembre 1943. Le capitaine Skorzeny (SS Haupt-Sturmführer) réussit le coup de commando le plus spectaculaire de la guerre avec la libération de Mussolini renversé deux mois plus tôt.

Ancien major de l'École polytechnique de Vienne, ingénieur, champion de ski et adepte de tous les sports à risque, Otto Skorzeny, grand gaillard athlétique et audacieux avait été mobilisé en 1940 dans la Waffen SS. Après avoir combattu dans les Balkans et en Russie, il fut chargé de créer sur le modèle anglais une unité de commando, la formation SS Friedenthal, à la disposition des services secrets.

Le 3 septembre 1943, l'Italie retourne sa veste et se range avec son armée au côté des Alliés. Il faudra donc intervenir en territoire hostile. Le SR allemand apprend que Mussolini est gardé par 250 hommes dans un hôtel de montagne, sur un piton rocheux du Gran Sasso, le massif le plus élevé des Apennins, à 2 000 mètres d'altitude. L'investissement par la vallée est exclu. Reste une opération aéroportée par planeurs. *« C'est techniquement impossible »*, disent les experts. Mais Skorzeny n'a pas le choix. Sur les douze planeurs prêts au départ, cinq seulement parviendront en catastrophe sur les rochers du Gran Sasso. L'effet de surprise jouant à plein, la garnison se rendra sans un coup de feu.

Un petit avion Fieseler Storch, piloté par le capitaine Gerlach, se posera dans une étourdissante acrobatie. Repartir à trois semble suicidaire, mais Skorzeny préfère prendre le risque de mourir avec l'homme qu'il vient de délivrer plutôt que de ne pas l'escorter jusqu'au bout. Après avoir failli basculer dans le vide, le petit avion se redresse. Sauvés. Mussolini et son sauveur arrivent à Vienne dans la nuit, sous les acclamations.

Quelques jours plus tard, à la Chambre des communes, Churchill déclarera, beau joueur : *« Nous avions toutes les raisons de croire Mussolini sous bonne garde. Il était de l'intérêt du nouveau gouvernement italien qu'il ne s'échappât point. Mussolini s'attendait à être livré aux Alliés. C'était là l'intention. Et cela se serait certainement produit sans des circonstances qui ont échappé à notre contrôle. Cette guerre que nous vivons est effarante et stupéfiante. Le coup audacieusement conçu fut magistralement asséné. »*

Succès en Sicile, mais échec de l'opération "Starkey" qui sacrifia pour rien des résistants français

De plus, Bevan et ses amis étaient bien placés pour utiliser les ressources infinies du monde secret de la haute finance auquel ils appartenaient et qui plongeait ses racines au cœur même du dispositif ennemi. La City de Londres offrait son remarquable système de communications et d'influence. Une histoire lancée dans les cercles diplomatiques de Lisbonne pouvait se matérialiser par un mouvement diplomatique à Washington, un article dans la presse de Stockholm, une fuite à Madrid ou une rumeur au Caire...

Enfin, le général Sir Hastings Ismay, chef d'état-major de Churchill et secrétaire militaire du Cabinet de guerre, un ami personnel de Bevan et de Wingate, était l'un des pôles d'influence du LCS.

Le premier grand succès du LCS fut la préparation du débarquement en Sicile. Le plan de mystification appelé « Jaël » devait laisser croire à Hitler qu'à la fin de la campagne en Afrique du Nord, les Alliés n'envahiraient pas la Sicile ni l'Italie, mais plutôt la Crète ou le sud de la France.

Le LCS mit en scène une série de leurres, faux documents offerts à la convoitise adverse sur des cadavres de faux officiers d'état-major victimes des hasards de la guerre, fuites orchestrées dans les milieux diplomatiques madrilènes, qui eurent pour effet de concentrer des forces allemandes inutiles en Sardaigne et dans le Péloponnèse, tandis que la Sicile était dégarnie. Ultra fut une composante essentielle de ce plan par la fourniture, au jour le jour, des estimations de l'OKW sur les forces alliées. Il était donc possible de contrôler à tout instant l'efficacité des leurres et d'en moduler l'utilisation.

Après le succès du débarquement de Sicile qui coûta huit fois plus de pertes aux forces de l'Axe qu'aux Alliés, Sir Alan Brooke accepta le principe d'un débarquement en Normandie au printemps suivant.

La préparation de cette opération gigantesque exigeait en premier lieu de nettoyer le ciel de toute présence ennemie. On confia au LCS le soin de tendre un piège qui contraindrait la Luftwaffe à sortir afin de pouvoir la détruire.

Une opération de mystification fut donc décidée pour l'année 1943, sous le nom de « Starkey ». Elle devait simuler des préparatifs d'invasion dans le Pas-de-Calais, afin de forcer la Luftwaffe à engager le combat. Dans cette opération, l'une des plus sombres de toute la guerre, on n'hésitera pas à sacrifier la Résistance française en développant une inten-

se activité des organisations de résistance pour accréditer une menace de débarquement.

La police allemande qui disposait de renseignements précis dus à des imprudences et à l'infiltration de la Résistance, riposta par un vaste coup de filet. En quelques jours, la plupart des réseaux du SOE furent ainsi détruits. Plus de 1 800 hommes furent arrêtés et 470 tonnes d'armes récemment parachutées furent saisies.

Le démantèlement d'une partie importante de la Résistance, la mort et la déportation d'un grand nombre de Français devaient être le seul résultat de cette simulation qui ne trompa nullement les Allemands. Le maréchal von Rundstedt, commandant en chef à l'Ouest, ne se laissa pas berner par le simulacre d'invasion. Il refusa de lancer la Luftwaffe dans le piège que lui tendait « Starkey ».

Opération "Fortitude"

Le fiasco de « Starkey » fut un rude coup pour le prestige du LCS, dont la réputation se trouva compromise aux yeux des Américains. Cependant, tout en sirotant tristement leur vieux brandy sous les lambris de leur club londonien, Bevan et Wingate allaient tirer les enseignements de cet échec, comme de celui de Dieppe, pour préparer la simulation la plus fantastique de l'histoire, celle du Jour J.

Le débarquement de Normandie, « Neptune » en code, devait être l'opération militaire la plus gigantesque, la plus complexe, la plus audacieuse, mais aussi la plus risquée de tous les temps. Hitler possédait des moyens redoutables pour la repousser et la changer en catastrophe irrémédiable.

La seule chance des Alliés était de contraindre l'ennemi à se disperser afin de le priver de forces suffisantes en Normandie. Il fallait le surprendre, c'est-à-dire masquer le jour et le lieu du débarquement. Enfin, il fallait retarder sa riposte en perturbant son appréciation et en disloquant ses communications. Telle était la tâche assignée au LCS.

Pour atteindre ces buts, Bevan entreprit de mettre sur pied une simulation juste assez proche de la vérité pour paraître plausible, mais qui égarerait totalement l'ennemi quant au lieu et à la date de l'invasion. Le plan reposait sur une série de ruses stratégiques, notamment la simulation d'un débarquement en France, non pas en Normandie, mais dans le Pas-de-Calais, ce qui correspondait d'ailleurs à la logique. Cette simulation, la plus importante, fut appelée « Fortitude ».



SIPA PRESS

Avec Kim Philby (1912-1988), traître par idéologie, les services anglais ont connu leur échec le plus cuisant. Il a été recruté en 1934 à Cambridge, avec quatre autres futurs agents soviétiques, Guy Burgess, Donald McLean, Anthony Blunt et John Cairncron. Donnant le change, se faisant passer pour franquiste pendant la guerre d'Espagne, il déjoue tous les soupçons et occupe des fonctions de plus en plus importantes au contre-espionnage britannique en liaison avec les services américains. A la veille d'être démasqué, il s'enfuit à Moscou en 1963. Il y mourra en 1988, fêté comme un héros.

Pour parvenir à ces résultats, la mystification allait atteindre une ampleur considérable. Des plans détaillés furent conçus pour la mise en œuvre de différentes ruses stratégiques. Plans couverts par un secret inflexible, et inspirés par la règle impérative de la mystification qui veut qu'un renseignement facile à obtenir perde immédiatement de sa crédibilité. Les Allemands se donneraient du mal pour obtenir la pseudo-vérité. Lorsqu'ils l'auraient patiemment reconstituée comme un puzzle, un ensemble cohérent prendrait figure, très proche de leurs propres estimations sur les intentions alliées. Sur ce point Ultra avait fourni de précieux renseignements : la chance voulait qu'Hitler s'attendît à un débarquement dans le Pas-de-Calais et considérât a priori une éventuelle opération en Normandie, comme une diversion destinée à le tromper. Le but de « Fortitude » était donc de le conforter dans cette fallacieuse intuition.

La simulation « Fortitude » reposait entre autres sur la formation dans le sud-est de l'Angleterre, face au Pas-de-Calais, d'une force d'invasion factice : le 1er groupe d'armées américain, qui n'existait que sur le papier. Un ensemble de moyens spéciaux accréditera l'existence de cette force, notamment la mise en œuvre d'un intense et artificiel trafic radio que pouvaient capter les stations d'écoute allemande.

Pour accréditer « Fortitude » dans les semaines précédant le Jour J, Churchill ordonna des bombardements massifs dans la zone du Pas-de-Calais, toujours 200 000 tonnes de bombes furent déversées qui firent plus de 12 000 victimes dans la population civile française de la région, offerte en holocauste aux dieux de l'intoxication.

Malgré les bons résultats de « Fortitude », le risque restait grand d'une prompte réaction allemande dans la zone du débarquement. La veille du Jour J, la fréquence du message « Verlaine » sur la BBC avait alerté les services d'écoute allemands. Cependant, malgré les ordres de von Rundstedt, la 7e armée allemande chargée de la garde de la côte normande ne fut pas avertie et le débarquement put commencer sans provoquer de réaction notable. En annulant volontairement l'ordre d'alerte, des officiers allemands, acquis à la conjuration contre Hitler, venaient par traîtrise de faire basculer le destin en faveur des Alliés.

En découvrant l'ampleur des trahisons au sommet qui rongeaient la machine de guerre allemande, et les atouts exceptionnels offerts aux Alliés par la source Ultra, on en vient à se demander comment le IIIe Reich a pu soutenir une guerre aussi longue qu'à plusieurs reprises, il fut sur le point de gagner ; ce qui serait vraisemblablement advenu sans la guerre secrète voulue et conduite par Churchill et son peuple. Une guerre secrète qui est entrée dans les mœurs des grandes puissances et qui, sous d'autres formes, avec d'autres partenaires et d'autres adversaires, n'a plus cessé depuis 1945. Paralysées par la menace nucléaire, les grandes puissances se battent désormais par l'intermédiaire de leurs services spéciaux, dont les effectifs sont devenus pléthoriques. Les faibles et les fanatiques ont recours au terrorisme. La violence exercée sur des innocents, qui était autrefois unanimement condamnée, est devenu désormais l'une des formes habituelles des relations internationales.

D.V.

---

(1) Dominique Venner, *Histoire critique de la Résistance*, Pygmalion/Gérard Watelet, 1995.

(2) La révélation en fut faite en 1974 par le colonel Frederick Winterbotham dans ses souvenirs traduits en français sous le titre *Ultra*, Robert Laffont, 1976.

(3) Anthony Cave Brown, *La Guerre Secrète*, Pygmallon/Gérard Watelet.

(4) Rien à voir avec l'homme politique travailliste.

LES JEUX DE CYBERSTRATÉGIE

L'art de la guerre virtuelle

PAR JEAN-PAUL ANGELELLI

Affronter César, Napoléon, Lénine ou Hitler est désormais à la portée de tous les petits génies en herbe. Avec les nouveaux « wargames », préparer la guerre secrète de demain est un jeu d'enfant.

Jouer à la guerre, que ce soit dans les bacs à sable de l'École militaire ou avec des armées de soldats de plomb, est une activité aussi ancienne que la guerre elle-même. Outil important de planification et d'entraînement pour les militaires – les Prussiens ont été les premiers à mettre en place des *Kriegspiel* pour leurs états-majors au XIXe siècle –, les jeux de stratégie font depuis une vingtaine d'année le bonheur des passionnés de jeu et d'histoire militaire. Aujourd'hui, les *wargames* (« jeux de guerre », on utilise en France le terme plus élégant de « jeux d'histoire ») se pratiquent de moins en moins avec des soldats de plomb ou des pions en carton et de plus en plus devant les écrans d'ordinateurs. Qu'il s'agisse d'affronter l'intelligence artificielle ou de batailler en réseau contre des adversaires humains, l'art de la guerre se décline maintenant sur informatique !

En quelques années, le développement extraordinaire du marché de la micro-informatique et la qualité croissante des jeux disponibles ont amené une nouvelle génération de jeux de stratégie sur ordinateur... et une nouvelle génération d'utilisateurs. En effet, tout comme leurs homologues « traditionnels » (avec figurines ou sur carte), les jeux de stratégie ont souffert, jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, d'une grande austérité et d'une grande difficulté d'abord. Destinés avant tout à un marché de passionnés peu exi-



SIPA PRESS

Fanatisme et informatique. Le nouvel art de la guerre secrète sur ordinateur.

s.i.k p. 57-58.

LES ÉCOUTES DE L'ÉLYSÉE

L'affaire des « écoutes de l'Élysée », illustration des années Mitterrand, attire l'attention sur la dérive d'un pouvoir politique qui avait fait de la « morale » et de la « transparence » son fonds de commerce. Il est significatif que cette affaire n'ait suscité aucun grand débat national, chacun s'efforçant de la confiner au niveau du fait divers ou des règlements de compte entre acteurs ou exécutants, tels Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet du président, le capitaine Barril « fusible » de la cellule antiterroriste de l'Élysée, et le préfet Christian Prouteau (ex-chef du GIGN), créateur du Groupe de sécurité de la présidence de la République, exécuteur des basses œuvres du président. Pendant trois ans, de 1983 à 1986, des centaines d'hommes et de femmes, hommes politiques, journalistes, hommes d'affaires, écrivains, comédiens, ont été systématiquement écoutés par les sbires du président socialiste. La lutte antiterroriste servit de couverture à des opérations de basse police dignes des pires dictatures tropicales. Mitterrand faisait écouter aussi bien la comédienne dont il convoitait le charme, que le journaliste dont il craignait la plume féroce, ou l'homme d'affaires dont il attendait des services profitables... Installés dans les locaux du GIC (Groupement interministériel de contrôle), les « plombiers » de l'Élysée détournaient ainsi des lignes d'écoute destinées à la Défense nationale et à l'Intérieur. Classées, répertoriées et informatisées dans les ordinateurs de l'Élysée, les fiches d'écoute étaient offertes à la voracité morbide du président. Révélée en novembre 1992 par *National Hebdo*, reprise par *Le Monde* et *Libération*, l'affaire a été doucement enterrée, malgré une information ouverte en 1993 par le tribunal de grande instance de Paris.

français (section française de l'Internationale communiste) fut non seulement influencé mais surtout dirigé par un immigré d'origine juive et slovaque, Eugen Fried, que les initiés appelaient le « camarade Clément ». C'est Annie Kriegel qui, dans sa patiente et érudite étude d'un parti dont elle avait partagé un moment les combats et les mensonges, avait découvert ce personnage mystérieux dont un silence hermétique protégeait les faits et gestes, d'où la difficulté de tracer un portrait exact.


DR

Eugen Fried (1900-1943). Entré en révolution en 1919, ce jeune intellectuel juif de Slovaquie épura le PC tchécoslovaque avant d'être envoyé à Paris pour reprendre en main le PCF sur lequel il exerça un pouvoir absolu jusqu'à son assassinat, en 1943, par la Gestapo.

C'est grâce à l'ouverture de certaines archives et avec l'aide de Stéphane Courtois qu'Annie Kriegel put avant sa mort rédiger une partie de ce livre étonnant (1), où l'on retrouve sa patte et sa franchise, notamment lorsqu'elle s'interroge sur la proportion considérable de Juifs d'Europe centrale dans les structures du Komintern et dans la « *Konspirentsia* », consistant essentiellement à surveiller les partis communistes nationaux, dont le PCF, devenu le premier parti communiste d'Europe occidentale après l'effondrement du PC allemand, enfant chéri de l'Internationale jusqu'en 1933.

La police française reste passive

En 1930, le PCF est encore une secte, brouillonne et inefficace. Mais Eugen Fried, personnalité séduisante, cultivé, instruit et polyglotte, va le prendre en mains et le mouler dans le cadre des directives de Moscou. Ce que l'on a appelé la « *bolchevisation* » passera notamment par une sévère épuration avec l'élimination du groupe Barbé Celor, et l'éviction de Doriot, rebelle aux oukases staliniens, en 1934. Ensuite, le succès électoral et politique viendra avec le tournant antifasciste ordonné par Staline en 1934-1935. Le communisme intègre alors dans les fronts populaires avec l'appui des intellectuels mobilisés au nom de la « culture » et de l'antifascisme. Comme l'a dit Stéphane Courtois, c'est toute l'histoire du Front populaire qui est à récrire car, de 1936 à 1939, le parti français obéissait à Staline au doigt et à l'œil, par Fried interposé. Et surtout, au moment de la guerre d'Espagne, la France, devenue la base arrière des combats antifranquistes, était prise dans un enchevêtrement multiple de réseaux rouges divers : agit-prop avec le célèbre Willy Münzenberg – dont Wolton a décrit le rôle dans *Le Grand Recrutement* –, manipulation des groupes d'immigrés italiens, allemands, polonais et d'espions purs et simples... Et il semble bien que la police française resta passive sur ordre supérieur.

Le livre donne aussi des détails irréfutables sur le désarroi du parti au moment du pacte germano-soviétique, son éclatement mais aussi la reconstitution de son appareil en 1940, toujours sous l'impulsion de Fried réfugié en Belgique où il eut les coudées franches jusqu'à l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS en 1941. C'est encore Fried qui fit déserter Thorez, hébergea Duclos et Frachon, maintint le contact avec Moscou. Quand cessa la collaboration germano-soviétique, Fried continua son travail de manipulation mais, en 1943, ayant par hasard voulu utiliser une cachette détectée par les services allemands, il fut abattu au cours de l'accrochage.

C'est un peu la suite qu'a raconté Thierry Wolton dans *La France sous influence* (2), livre consacré aux « relations secrètes » entre Paris et Moscou de 1943-1944 aux années 1970. Ici, plus besoin d'un nouveau Fried !

BONJOUR FAREWELL

S'il n'y eut pas de Philby français (ou s'il a su rester inconnu), nous avons eu notre agent à Moscou, qui nous livra les preuves irréfutables du pillage des secrets industriels de l'Ouest par le KGB. Il s'agit de Vladimir Vetrov, alias « Farewell » (1), manipulé par la DST à la barbe du KGB trop sûr de lui pour déceler un traître dans sa maison, et agissant sous ses yeux... Et traité sur place avec un « *rejet délibéré des procédés habituels d'espionnage* ». Si ce que l'on dit est exact, c'est la plus belle victoire d'un de nos services secrets, la DST damant le pion sur le terrain réservé à sa rivale, la DGSE.

(1) Sergueï Kostine, *Bonjour Farewell*. 332 pages, 139 F. Robert Laffont, 1997.

Le PCF, auréolé de sa légende patriotique autoproclamée (les *« 75 000 fusillés »*) et de ses 25 % d'électeurs est devenu un parti gouvernemental installé et reconnu entre 1944 et 1947. La *« chère et puissante Russie »* (de Gaulle dixit) domine la moitié de l'Europe et a sa place-forte en France dans l'ambassade de la rue de Grenelle, plus tard transférée dans le XVIe arrondissement. Et la France devient une cible de choix pour l'influence soviétique. Cela se savait certes, mais c'est encore plus éclatant dans les archives du ministère soviétique des Affaires étrangères et notamment dans les dépêches très documentées que le camarade Serguei Vinogradov, en poste dans la capitale de 1953 à 1965, envoyait à ses supérieurs Staline, Khrouchtchev puis Brejnev.

Le livre explosif de Thierry Wolton n'aborde que marginalement le terrain de l'espionnage soviétique en France dont, jusqu'à présent, un seul responsable de haut niveau (Georges Pâques) a été démasqué et jugé alors que le transfuge Golitsine affirmait que l'URSS disposait de *« douze excellents agents français »*, placés au sommet de l'État et notamment à l'Élysée. Mais en suivant attentivement, à partir de Moscou, notre politique étrangère française depuis la Libération, Thierry Wolton est arrivé, en confrontant documents et livres publiés, à reconstituer un puzzle effrayant où se côtoient politiciens prosoviétiques, agents d'influence et idiots utiles.

Cela commence avec de Gaulle, en 1943-1944, cherchant à l'Est un « contrepoids » aux Anglo-Saxons ; cela se termine provisoirement par les événements de 1968 qui déstabilisent de Gaulle et bloquent sa politique de bascule entre l'Est et l'Ouest. La démonstration est implacable.

Moscou a souvent réussi par différents moyens à avoir barre sur la politique française. Sous la IVe République, ce fut en 1954 l'échec de la Communauté européenne de Défense (CED), projet sans doute mal ficelé mais qui témoignait d'une vision géopolitique. Preuves en mains, Thierry Wolton montre comment le Kremlin sut, en jouant d'un antigermanisme historique et d'une américanophobie vivace, actionner discrètement les « anti » de droite pour aboutir au rejet de la CED grâce à une cohabitation où se retrouvèrent les communistes, les gaullistes et des radicaux. On pavoisa à Moscou en août 1954, même si le succès n'était pas complet puisque l'Allemagne occidentale réarmée entra ensuite dans l'OTAN. Une OTAN dont de Gaulle claqua la porte en mars 1966.

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS
44, rue Le Peletier
PARIS

le 15 Septembre 1951

France

Chers Camarades,

Le camarade AUBRAC doit se rendre à PRAGUE pour régler des questions accrédité par nous.

Nous vous prions de bien vouloir faciliter sa tâche.

Pour le Secrétariat
le Secrétaire Administratif

MENNIG

Lettre de recommandation du Parti communiste français introduisant Raymond Aubrac auprès du parti et du gouvernement communiste de Tchécoslovaquie. Elle est publiée en fac-similé p. 350 du livre de Karel Bartosek,* L'Aveu des archives *(Seuil, 1996). Elle prouve qu'Aubrac était beaucoup plus qu'un simple compagnon de route. A la tête de la BERIM de 1948 à 1958, il fut l'un des grands entremetteurs financiers entre le parti communiste et les pays de l'Est.

Il y avait en France un puissant lobby soviétophile dans la presse, la politique et l'économie

Non que de Gaulle ait été aux ordres de Moscou mais, surtout après 1962 et la fin du « boulet algérien », sa politique anti-américaine coïncidait « objectivement » avec la stratégie des maîtres du Kremlin. Le confirment les documents du MID (ministère soviétique des Affaires étrangères) : alors que de Gaulle en public plaide une certaine fermeté vis-à-vis de l'Est, ses hommes de contact comme Palewski, Lipkowski, Dejean et bien d'autres, rencontrent discrètement et directement les représentants de Moscou pour arrondir les angles. Sans oublier l'étrange jeu d'un Edgar Faure allant confier à Vinogradov des secrets d'État comme la reconnaissance par de Gaulle de la Chine communiste, bien avant son annonce officielle. Mais très habile et très vénal, Edgar avait depuis longtemps un fil à la patte...

Il y eut donc en France, outre les communistes patentés un puissant lobby soviétophile politique, économique et financier (3). Le dossier est accablant pour de Gaulle, comme en témoignent ses déclarations privées saluant le régime communiste *« utile »* en URSS et dans les pays de l'Est comme la Pologne ou la Roumanie, tout cela au nom d'une chimérique ambition de constituer la France comme une puissance dominante en Europe occidentale et en intermédiaire obligé entre Moscou et Washington. Avec des variations, cette politique continua sous Pompidou (cependant plus méfiant envers le Kremlin), Giscard (le *« petit télégraphiste »* de Brejnev à Varsovie) et même Mitterrand qu'effrayait la réunification allemande (4).

Les habitudes, les complicités, les compromissions, les liens entretenus pendant plus de cinquante ans, et qui ont fait de la France un pays sous influence, n'ont pas cessé par enchantement avec l'effondrement de l'URSS. Pour une partie des élites françaises, dans la politique, les médias, l'Université, les affaires, le communisme continue de bénéficier d'un préjugé favorable. Cela explique que, récemment, en plein débat public sur les crimes du communisme, un Premier ministre ait osé dire sa *« fierté »* de compter des ministres communistes au sein de son gouvernement.

J.-P. A.

(1) *Eugen Fried, le grand secret du PCF*. 450 pages, 160 F. Le Seuil, 1997.

(2) *La France sous influence*. 509 pages, 142 F. Grasset, 1997.

(3) Et même médiatique, comme le soulignait Georges Bortoli dans *Une si longue bienveillance*, Plon, 1994.

(4) Le livre de Wolton s'arrêtant en 1970, voir sur la période suivante *Le Bunker* (l'ambassade d'URSS à Paris) de Bernard Lecomte. Lattès, 1994.

Réseaux Foccart et SDECE

En 1959-1960, comme on le sait, le général de Gaulle accorda l'indépendance aux territoires africains qui avaient été colonies françaises jusqu'en 1946, puis territoires d'outremer de l'Union française créée par la Constitution de 1946, et territoires de la communauté franco-africaine par la Constitution de 1958.

Ainsi, les territoires français d'Afrique noire devinrent-ils, en 1960, des États souverains, aussitôt liés étroitement à la France par des accords de coopération économique, culturelle et, sauf de rares exceptions, militaire.

Dans ce contexte, le rôle des « services » fut particulièrement et nécessairement important. Pendant de longues années, à partir de 1960, deux hommes jouèrent un rôle essentiel dans la politique africaine de la France : à l'Élysée, officiellement Jacques Foccart, secrétaire général de la Communauté en 1960, secrétaire général pour les Affaires africaines de 1961 à 1974, sous les présidences successives du général de Gaulle et de Georges Pompidou et, d'autre part, au SDECE, le colonel Maurice Robert qui dirigea le département Afrique jusqu'en 1973.

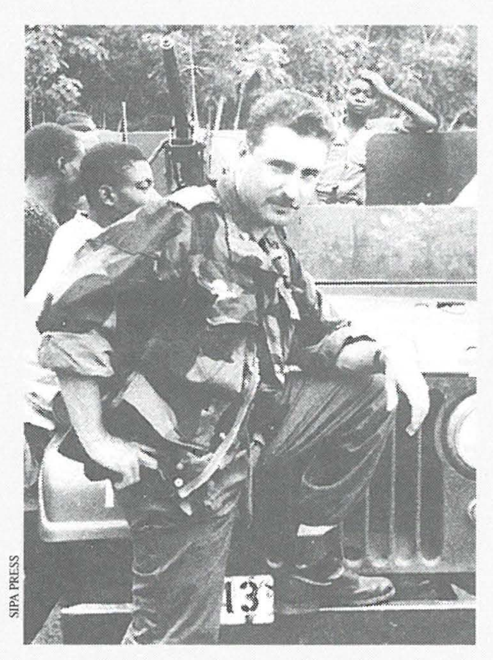
La finalité de leur action était d'informer le président de la République et le gouvernement, mais aussi d'intervenir en Afrique, si besoin, pour assurer la stabilité politique d'États encore fragiles.

Contrairement à ce qui a été dit ou écrit, les relations furent le plus souvent confiantes et fructueuses, entre les services de Foccart et les services africains du SDECE, placés sous la direction du colonel Maurice Robert.

Un exemple significatif de leur collaboration fut le rétablissement dans ses fonctions présidentielles de Léon M'ba, le premier président du Gabon indépendant, dont l'attachement à la France était légendaire.

A ce propos, rappelons que Léon M'ba, maire de Libreville, élu le 17 août 1960, premier président de la République gabonaise, était venu à Paris, avant son élection, pour demander au général de Gaulle non pas l'assurance de l'indépendance de son pays, mais sa départementalisation avec le statut d'un *« département français d'outremer »*. Le général récusa la requête car, dit-il à Léon M'ba : *« Si je vous accorde la départementalisation, tous les autres vont également venir me la demander... »*

Or donc, en 1964, un « putsch » évinça soudainement Léon M'ba de la présidence. Dès que la nouvelle parvint à l'Élysée, Jacques Foccart convoqua, à minuit, le colonel Maurice Robert ainsi que trois spécialistes du Gabon : Pierre Guillaumat, ancien ministre des Armées, président de l'ERAP qui devait devenir ELF ; Guy Ponsaillé, ancien administrateur de la FOM et Terrarose, conseiller à l'ambassade du Gabon à Paris.



Bob Denard au Katanga, en 1961. C'est là que le célèbre mercenaire a conquis sa réputation en récoltant au passage ses premières blessures. Traduit en correctionnelle en mars 1993 pour sa tentative de coup d'État au Bénin en 1977, il a reçu le soutien de Maurice Robert, venu témoigner à la barre en faveur de ce fidèle collaborateur des services secrets français.

Jacques Foccart leur expliqua quelle était la situation et demanda au colonel Robert et à Guy Ponsaillé de partir sans attendre à Libreville, un avion militaire étant déjà à leur disposition à Villacoublay.

Effectivement, à 5 heures du matin, Maurice Robert et Guy Ponsaillé s'envolaient pour Libreville avec *« carte blanche pour rétablir Léon M'ba à la présidence gabonaise »*, ce qui fut fait promptement grâce aux troupes françaises basées à Libreville, conformément aux accords franco-gabonais de défense et de coopération militaire.

Précédemment, en 1962, une intervention militaire française avait déjà eu lieu au Sénégal en faveur du président Léopold Sédar Senghor et, ultérieurement, d'autres interventions furent conduites en Afrique subsaharienne, décidées par la présidence et le gouvernement français, informés bien entendu par les agents du SDECE.

C'est au Tchad principalement qu'intervinrent les troupes françaises. De 1968 à 1972, un soutien militaire fut apporté au gouvernement au président François Tombalbaye dans sa lutte contre les rebelles du Tibesti ; en 1978 l'aviation française fut engagée au nord du Tchad, sur sa frontière avec la Libye ; en 1983, à la demande du président Hissène Habré, fut réalisée l'opération « Manta » et, en 1986, l'opération « Épervier ».

A noter également, en 1980 – non pas en Afrique subsaharienne mais en Tunisie – une intervention française peu connue, pour aider l'armée tunisienne à libérer le port de Gafsa occupé par des Libyens ; en 1986 l'envoi au Togo de parachutistes français après une tentative de coup d'État contre le président togolais, le général Eyadema ; en 1989, l'arrivée aux Comores d'une compagnie parachutiste après l'assassinat du président Ahmed Abdallah ; en 1990, le déploiement de troupes françaises dans les rues de Libreville, face à des émeutiers ; en 1991, dans la République de Djibouti, la présence vigilante de forces françaises pendant la rébellion des Afars ; de 1990 à 1994, au Rwanda, l'envoi d'unités françaises pour protéger l'évacuation des étrangers ; en 1995, une intervention aux Comores.

Et, soulignons particulièrement la spectaculaire intervention de parachutistes français, en 1978, à Kolwezi au Zaïre, dans la province du Shaba (l'ancien Katanga) pour libérer plus de 2 000 Européens et Américains pris en otage par des rebelles venus d'Angola.

Ainsi donc, pendant une trentaine d'années, la France est intervenue militairement, à de nombreuses reprises en Afrique, soit à la demande d'un chef d'État menacé, soit en prenant elle-même l'initiative des opérations. Il convient de souligner que le rôle des « services », au plan de l'information notamment, fut déterminant grâce à leur connaissance pragmatique du terrain et des hommes, c'est-à-dire des situations politiques et des responsables gouvernementaux dont les motivations pouvaient être incomprises à Paris, car connaître l'Afrique, c'est d'abord et surtout connaître les Africains et prendre en compte leurs spécificités culturelles.

PIERRE BONNEFONT

Pierre Bonnefont est membre de l'Académie des sciences d'outremer.

UN SERVICE QUI POSSÈDE UN ÉTAT

Le Mossad en action

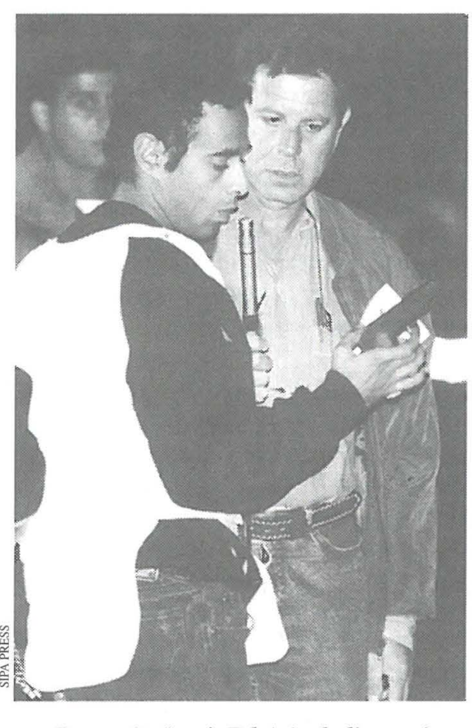
PAR GUY CHAMBARLAC

Ils s'appelaient Isser Harel, Meir Amit, Zvi Zamir, Itzhak Hoffi, Nahum Admoni. Ils n'étaient pas connus du grand public, mais ils ont joué un rôle essentiel dans l'histoire d'Israël. Ce sont les chefs du Mossad, un service célèbre, mais qui n'est pas à l'abri des bourdes et des échecs.

Né dans la violence, sur un territoire exigu environné d'ennemis, mais s'appuyant sur une identité exceptionnellement forte, et disposant dans le monde d'innombrables et puissantes complicités, l'État d'Israël ne doit sa survie qu'à une pratique permanente du secret, inscrite dans la culture nationale. Ses services spécialisés (1) bénéficient du soutien inconditionnel de tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique. Plusieurs membres des cabinets israéliens, sinon leurs chefs, sont eux-mêmes issus de l'action secrète.

Pourtant, depuis quelques années, les services ne sont plus à l'abri des critiques. Le rôle trouble du Shin Beth (contre-espionnage) dans l'assassinat du Premier ministre Itzhak Rabin, le 4 novembre 1995, a laissé des traces durables. L'échec spectaculaire du commando envoyé en Jordanie en octobre 1997 pour assassiner un responsable politique du Mouvement palestinien de résistance islamique, le Hamas, est un autre exemple des limites du Mossad.

Il est intéressant de détailler un autre ratage « historique », celui de Lillehammer, en Norvège, le 28 juin 1973. Son récit détaillé offre un intéressant exemple des méthodes noires du Mossad.



Reconstitution à Tel-Aviv de l'assassinat du Premier ministre Itzhak Rabin, le 4 novembre 1995. Le meurtrier était en relations étroites avec le Shin Beth, service du contre-espionnage.

C'est après le massacre des athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich, en septembre 1972, que le gouvernement présidé par Golda Meir ordonna au Mossad de tuer l'organisateur de la prise d'otages, Ali Hassan Salameh. Mais cela ne suffisait pas. Cet homme constituait sans doute la cible idéale pour tirer vengeance de la tuerie de Munich. Mais il fallait voir au-delà. Salameh pouvait être remplacé. Le supprimer ne tuerait pas le terrorisme. Pour mettre fin à la menace palestinienne, il fallait tuer non pas un chef, mais tous les chefs. Il fallait que la vie de ceux-ci devienne si dangereuse que personne ne veuille les remplacer.

Sous le contrôle d'Aaron Yariv, ancien chef des renseignements militaires que Golda Meir avait pris comme conseiller spécial pour la lutte contre le terrorisme, Zamir, le chef du Mossad, avait pratiquement carte blanche pour organiser la contre-terreur sans limitation de lieu. Un seul impératif absolu : ne pas se faire prendre.

Les services secrets israéliens avaient une certaine expérience des opérations « humides ». Mais l'ampleur de la tâche exigeait la création d'une organisation spéciale. On ne pouvait se contenter d'envoyer un ou deux tueurs à Paris ou à Beyrouth pour descendre un dirigeant palestinien. Livré à lui-même, dans une ville étrangère, l'assassin ne pourrait jamais atteindre sa victime, échapper à la police et disparaître aussi secrètement qu'il était venu.

L'assassinat parfait et discret exigeait plusieurs équipes prenant chacune à leur compte l'une des tâches : préparation du terrain, hébergement, identification et filature de la cible, détermination du lieu et du moment du meurtre, exécution de la victime, itinéraires de repli, communications, etc. L'équipe devait pouvoir rester des semaines sur place par ses propres moyens. Enfin elle ne pouvait en aucun cas se replier officiellement sur Israël. L'État hébreu, ayant signé toutes les conventions internationales sur le respect du droit des États et des personnes, ne pouvait se faire prendre dans le rôle peu reluisant d'un criminel.

Ni l'identité des agents, ni leurs vêtements, ni leur équipement ne devaient permettre de remonter jusqu'à Israël en cas de capture. Il fallait donc des agents particulièrement préparés, mais aussi une énorme infrastructure en amont de l'action.

Après examen, les responsables israéliens définirent la structure idéale du futur « commando de liquidation ». Il n'y en avait sans doute encore jamais eu d'aussi perfectionné dans l'histoire des services secrets. Il serait composé de dix à quinze personnes dont le

chef et son adjoint, avec une division en cinq équipes chargées de fonctions différentes et bien précises :

– l'équipe Aleph (première lettre de l'alphabet hébreu), formée de deux tueurs venant du Mossad ou d'une unité spéciale de l'armée entraînés à tuer silencieusement et sans émotivité, quelles que fussent les circonstances ;

– l'équipe Beth (seconde lettre), constituée de deux gardes du corps chargés de la protection de l'équipe Aleph, notamment pour leur retraite. Bons tireurs et bons conducteurs ;

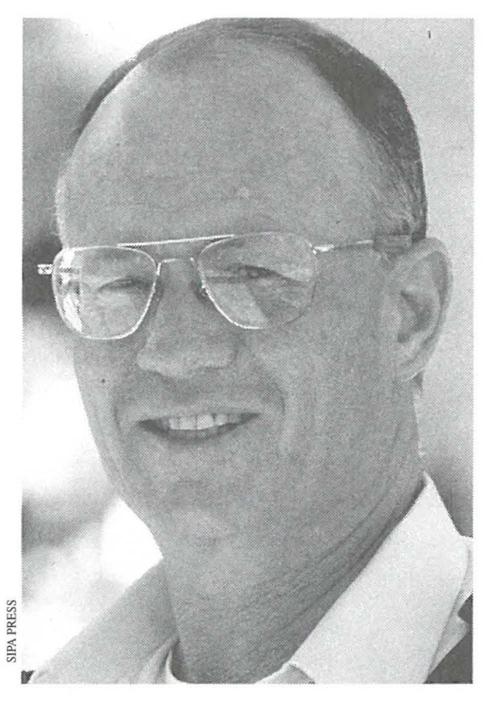
– l'équipe Heth (huitième lettre), chargée des « planques » et de l'hébergement du commando (louer des appartements, retenir des chambres d'hôtel, fournir des voitures de location et s'occuper de toute la logistique de l'opération). Formée de deux personnes, en principe un homme et une femme (un couple attire moins l'attention que deux hommes). Etant les plus visibles, leur fausse identité devrait être particulièrement soignée ;

– l'équipe Ayin (sixième lettre), composée de cinq personnes, pour l'identification de la victime, sa filature, le choix du lieu et de l'heure de l'assassinat, l'itinéraire d'accès et de repli des Aleph et des Beth.

– l'équipe Quoph (dix-neuvième lettre), chargée des communications, constituée de deux hommes. L'un devait rester au contact de l'équipe de tueurs, sur les lieux de l'opération ; l'autre, installé dans une ambassade israélienne, devait servir de relais avec la centrale du Mossad en Europe occidentale (La Haye) et avec le QG de Tel-Aviv.

Pour la préparation de la chasse, les Israéliens disposaient de plusieurs atouts exceptionnels. A l'époque, leurs services de renseignement avaient pénétré tous les pays arabes au point que rien d'important ne pouvait leur échapper. La victoire foudroyante de la guerre des Six-Jours était, pour une grande part, redevable à cette efficacité.

L'ampleur des renseignements qu'ils pouvaient glaner au Proche-Orient leur donnait une précieuse monnaie d'échange avec tous les services de renseignement des pays occidentaux. Ce commerce du renseignement était favorisé par les relations personnelles d'amitié que les Israéliens s'efforçaient d'entretenir avec leurs homologues occidentaux. Le chef du Mossad participait toujours aux réunions bisannuelles des chefs des services occidentaux. Des liens particulièrement étroits avaient été tissés au fil des années avec la CIA et beaucoup d'opérations avaient été menées en


SIPA PRESS

Le général Dani Yatom, nommé en mars 1996 à la tête du Mossad. C'est la première fois dans l'histoire d'Isarël que l'identité et la photo du chef des services secrets en activité sont divulguées.

commun. En 1956, par exemple, ce furent deux agents israéliens implantés à Moscou qui procurèrent à la CIA une copie du discours sur la déstalinisation, prononcé par Khrouchtchev au XXe congrès du Parti communiste soviétique (2).

Comme le fait observer le colonel William V. Kennedy : *« Le sentiment de double allégeance, à la fois envers leur pays et envers Israël, que ressentent de nombreux Juifs du monde entier, fournit à Israël des sources d'information et d'aide qui dépassent de loin ce qu'un pays de cette taille pourrait tirer de ses ressources internes. »* (3)

Sélection d'une équipe de tueurs d'élite

Le Mossad savait encore pouvoir compter sur la compagnie El Al. A bord d'un avion d'El Al, un agent est aussi en sécurité qu'en Israël. Les commandants ont l'ordre de ne jamais livrer un membre du Mossad et les gardes se feraient tuer pour eux.

Les agents du commando spécial furent sélectionnés sur des critères rigoureux. Ils reçurent une formation longue et poussée, tant sur le plan psychologique que physique et technique. Quant à la discipline, elle confinait à la caricature : *« Obéissez à cent pour cent. Faites ce qu'on vous dit et ne réfléchissez que si on vous le demande. Ne vous occupez pas de ce que font les autres. Veillez à faire votre travail. Vos impressions ne nous intéressent pas. Obéissez sans hésiter ! »* En contrepartie, les agents secrets israéliens étaient bien payés, en moyenne 5 000 dollars par mois à l'époque, cinq fois le salaire normal de leur grade.

La direction du commando de liquidation fut confiée au directeur des opérations spéciales du Mossad, considéré comme une sorte de génie dans son genre. Il avait combattu dans les rangs de la Haganah et il accumulait vingt-cinq ans de guerre secrète, de coups tordus et de morts subites. Personnage mystérieux, connu sous le surnom de « Mike », il collectionnait les identités : Édouard Lasquier, Albert Liberman (son vrai nom ?) ou Aarley Livnat (4).

Mike – nous l'appellerons ainsi – n'eut aucun mal à recruter les spécialistes de ses différentes équipes. L'un des volontaires pour la fonction de tueur avait été sa propre maîtresse, Tamar, une femme intelligente, belle, aventureuse et provocante, qui avait mis depuis longtemps ses charmes au service du Mossad.

En principe, la centrale du Mossad pour l'Europe était à La Haye, mais en réalité c'est à Paris que s'était maintenu le centre actif malgré l'invitation pressante du général de Gaulle aux Israéliens d'aller exercer leurs talents ailleurs. Mike y avait été lui-même en poste au début des années soixante. Il avait conservé un appartement près de Montparnasse. Son adjoint, Abraham Gehmer, y avait dirigé les opérations de 1966 à 1969, sous la couverture du poste officiel de premier secrétaire à l'ambassade.

Le tueur le plus efficace du commando, Jonathan Ingleby, vivait dans un appartement, 124, avenue de Wagram. Une plantureuse et talentueuse recrue du Mossad, Sylvia Raphaël dont la spécialité était de photographier les Arabes à l'occasion de manifestations officielles, était née en Afrique du Sud. Elle vivait sous une identité canadienne (Patricia Roxburgh) et occupait un appartement luxueux au 3-5, quai Blériot, dans le XVIe arrondissement à Paris.

Tous ces appartements étaient naturellement à la disposition du Mossad et un double des clefs était confié à un autre agent du service, Zwi Steinberg, né à Rio de Janeiro et jouissant de la double nationalité brésilienne et israélienne. Ancien chauffeur à l'ambassade sous le nom de Henrique Waldemar, il effectuait désormais des liaisons régulières entre Tel-Aviv et Paris, tandis qu'« un mystérieux bienfaiteur » faisait virer chaque mois un

salaire sur son compte au Crédit commercial de France. Pour identifier chaque clef, Steinberg leur avait accroché une étiquette avec un nom de lieu connu proche de l'adresse réelle : « Bobino » pour Mike, « Wepler » pour Ingleby ou « Eiffel » pour Sylvia.

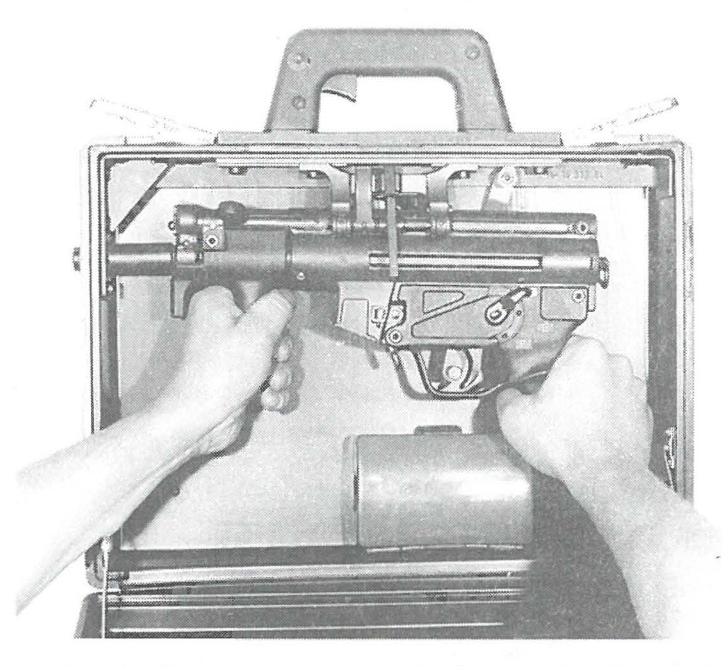
Pendant que les membres sélectionnés pour le commando faisaient de la formation intensive à l'école spéciale du Mossad à Césarée, les armuriers du service mettaient au point les armes destinées aux assassinats. Leur choix s'était porté un pistolet Beretta 71 en calibre 22 Long Rifle. Utilisé avec précision, et avec des projectiles à pointe creuse, ce calibre peut être redoutable. L'arme fut munie d'un silencieux. Le bon fonctionnement d'un « réducteur de son » (appellation technique de l'engin) veut que l'on utilise des cartouches subsoniques donc faibles. En contrepartie, pour pallier l'anémie relative des projectiles, le Mossad avait prescrit à ses tueurs de tirer de près et de vider la totalité de leur chargeur dans le corps de la victime afin de provoquer la mort à coup sûr, ne serait-ce que par l'abondante et rapide perte de sang. Les équipes de tueurs devaient systématiquement s'entraîner à ce mode de tir un peu spécial.

Treize objectifs, treize hommes à abattre, avaient été désignés au commando de liquidation. Onze d'entre eux allaient être assassinés dans les neuf mois qui suivirent le massacre de Munich.

Le 16 octobre 1972, Wadal Abdel Zwaiter, traducteur en italien des *Mille et une Nuits* et responsable présumé de Septembre noir en Italie, était abattu sur le pas de sa porte, à Rome, de douze balles de calibre 22 LR, en présence du général Zamir en personne.

8 décembre 1972, rue d'Alésia, à Paris, assassinat du Dr Mahmoud Hamshari, représentant officiel de l'OLP en France. Les spécialistes du Mossad avaient piégé son téléphone tandis qu'un pseudo-journaliste italien l'attirait hors de chez lui.

24 janvier 1973. Dans la chambre d'un hôtel de Nicosie, à Chypre, Abad Al-Chir, présumé fournisseur d'armes de Septembre noir, était tué par une bombe télécommandée.



DR

Valise mitrailleuse pour tueur organisé. Elle est équipée d'un pistolet-mitrailleur allemand HK MP 5K calibre 9 mm Parabellum qui peut être muni d'un silencieux. Le déclenchement du tir se fait sous la poignée.

9 avril 1973, son successeur, Zaiad Muchasi, subissait un sort identique.

Trois jours plus tôt, le 6 avril, Basil Al-Kubaissi, professeur irakien à l'université américaine de Beyrouth, était abattu de plusieurs balles de 22 LR, place de la Madeleine, à Paris.

Sur les treize hommes à abattre, douze sont proprement liquidés dans toute l'Europe. Mais le Mossad essuie avec le treizième l'un de ses plus cruels revers

Le 9 avril encore, une opération combinée d'une folle audace montée avec la participation de la marine israélienne, les parachutistes et le Mossad, frappait à Beyrouth. Les cibles six, sept et huit étaient abattues en pleine nuit : Abu Youssef, chef de Septembre noir, ainsi que la femme qui partageait son lit, Kemal Adwan, adjoint de Youssef, et Kemal Nasser, porte-parole de L'OLP. Au même moment, un autre commando faisait sauter le QG du Front populaire démocratique, ainsi qu'un arsenal de Septembre noir. Avant de se replier en hélicoptères, les hommes du commando mettaient la main sur une partie des plans d'opération de l'OLP en Cisjordanie.

Au mois de mai, le Mossad exécutait à Rome les victimes neuf et dix, Abdel Hamid Shibi et Abdel Hadi Nakaa.

Le 28 juin 1973, l'Algérien Mohamed Boudia, victime numéro onze, que l'on savait fort lié à Septembre noir était tué par l'explosion de sa voiture piégée, rue des Fossés-Saint-Bernard, à Paris.

Le numéro douze, Ali Hassan Salameh, ne sera pas facile à tuer. Avant d'y parvenir, le Mossad connaîtra l'une de ses plus cuisantes défaites, en Norvège, le 21 juillet 1973, assassinant un innocent que ses agents avaient confondu avec le chef de Septembre noir. Mais comble de vergogne, une partie du commando d'exécution se fit prendre par la police norvégienne et passa aux aveux, créant dans tout le monde occidental un trouble dont Israël, secoué au même moment par l'échec cinglant de ses services de renseignement lors de la guerre du Kippour, sera long à se remettre (5).

G. C.

---

1) Il existe trois services distincts en Israël : les renseignements militaires (Aman), le service de renseignement et d'action extérieure (Mossad) et le service de contre-espionnage intérieur (Shin Beth).

2) Ces bonnes relations n'empêchent pas Israël de jouer son propre jeu, comme le montra l'affaire du *Liberty*, navire de surveillance électronique américain, attaqué par les Israéliens en Méditerranée orientale pendant la guerre des Six Jours. Ou encore l'affaire Pollard, fonctionnaire des services d'information de la marine américaine, convaincu en 1985 d'espionnage au profit d'Israël. Il fut condamné à la prison à perpétuité en 1987. Les renseignements fournis par Pollard avaient notamment permis à l'aviation israélienne de bombarder le QG de l'OLP à Tunis en octobre 1985.

3) Dans l'ouvrage collectif, *La Guerre secrète moderne*, Paris, 1984, le colonel Kennedy ajoute cependant : « *Une étude de la CIA montre que de nombreux Juifs non israéliens ont le sentiment de devoir être d'abord loyaux envers leur propre pays.* »

4) Selon Vincent Monteil, il aurait été attaché militaire à Paris de 1963 à 1966. (*Dossier secret sur Israël*, Paris, 1978).

5) Sur l'ensemble de cette opération, on peut se reporter à Dominique Venner, *Treize meurtres exemplaires*, Plon 1988. On peut également consulter Uri Dan, *Mossad, cinquante ans de guerre secrète*, Presses de la Cité, 1995.

Réseaux islamistes et CIA

PAR ALEXANDRE DEL VALLE

Où l'on découvre que les États-Unis ont constamment favorisé l'islamisme, misant en Iran sur Khomeyni contre leur ami le Chah, soutenant les Talibans en Afghanistan, les Moudjahidin en Bosnie et les intégristes en Afrique du Nord. Voyage derrière le décor.


SIPA PRESS

Le roi Fahd, en compagnie du président Reagan, lors d'un voyage officiel à Washington, en février 1985. Les États-Unis et la monarchie séoudienne ont joué un rôle capital dans le développement du radicalisme islamique.

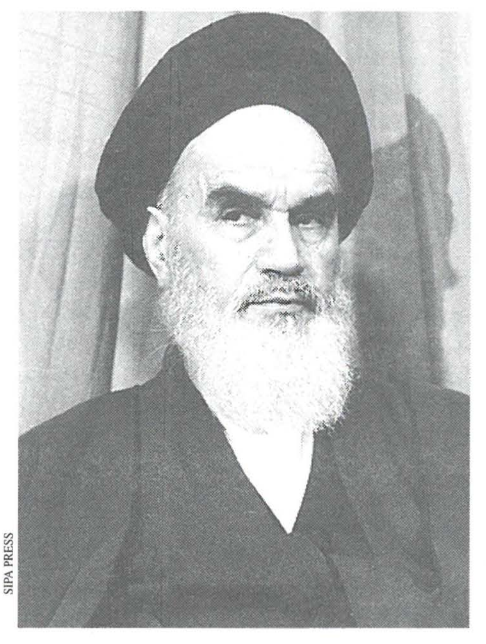
Dans son *Dictionnaire de géopolitique*, Yves Lacoste met en lumière le rôle capital joué par la monarchie séoudienne et les États-Unis dans la promotion du radicalisme islamique. Craignant d'être contraint de partager avec les pays arabes frères le fruit de la rente pétrolière au cas où le nationalisme arabe socialiste s'étendrait, le royaume séoudien apportera, dès les années soixante-dix, une aide considérable aux islamistes sunnites. « *Les piliers de l'aide aux mouvements islamistes,* écrit Yves Lacoste, *furent l'organisation Rabitat ul-alem el-islami fondée en 1963 et qui recevait des fonds de l'Aramco (la société pétrolière fut progressivement nationalisée de 1974 à 1980) et les consortiums des banques islamiques, dont Fayçal-Finance et El-Baraka. Cette aide fut amorcée dans les années quatre-vingt avec l'aval des États-Unis pour lesquels il s'agissait d'un antidote à la subversion communiste. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la guerre du Golfe, cette aide vise surtout à contrer l'influence de la révolution iranienne* » (1).

Fortement préoccupé par le nationalisme arabe et le terrorisme palestinien et voulant saper l'emprise de l'OLP, Israël favorisera également, dès les années soixante-dix, l'émergence des mouvements islamistes palestiniens dans les territoires occupés. « *Le Mossad avait tendance à croire que tout ce qui discréditerait les Palestiniens était bon à prendre* », raconte Victor Ostrovsky (membre du Mossad jusqu'en 1988). Pour Tel-Aviv, l'État irakien et les mouvements nationalistes arabes socialisants étaient plus dangereux que l'Iran islamiste. Bagdad était en train d'acquérir la première industrie nucléaire civile du monde arabe, grâce à une coopération scientifique avec la France. A la suite du second choc pétrolier de 1973, celle-ci avait signé un accord pour procurer à l'État baasiste un centre de recherche nucléaire. Elle s'apprêtait à vendre à l'Irak un réacteur nucléaire de 700 mégawatts, à usage civil. « *Mais Israël craignait qu'il serve à fabriquer des bombes atomiques destinées à l'anéantir* » (2). C'est ainsi que le service d'espionnage de l'armée israélienne, Aman, décida de stopper par la force les projets nucléaires de Saddam Hussein (assassinat du physicien Yaya El-Meshad à Paris ; destruction du réacteur nucléaire entreposé à La Seyne-sur-Mer, en mai 1981 ; destruction de la centrale atomique de Tuwaïtha en juin 1981). Américains et Israéliens ne voulaient pas concéder aux Irakiens laïques ce qu'ils allaient accorder au Pakistan et à l'Iran. Quelques années plus tard, l'affaire de l'Iran-Gate (ou Iran-Contra) apportait la preuve qu'une entente secrète exista entre l'Iran khomeyniste, les États-Unis et Israël contre l'Irak laïque. Suite à un accord secret américano-israélien, les États-Unis utilisèrent ainsi les relations iraniennes des Israéliens pour conclure des contrats de ventes d'armes avec l'Iran. « *Le colonel Olivier North et Robert MacFarlane, munis de passeports irlandais, se rendirent en Iran en mai 1985 pour y conclure l'accord,* explique Victor Ostrovsky. *L'argent de cette vente était destiné à acheter des*

armes pour les Contras du Nicaragua [...]. *Dans le même temps, Israël vendait secrètement pour 500 millions de dollars d'équipement militaire à l'Iran de l'ayatollah Khomeyni* » (3).

A propos de la responsabilité américaine dans la chute du chah et l'avènement de Khomeyni, les Démocrates américains savaient que la violente campagne anti-chah menée au nom des droits de l'homme contribuerait à renforcer le camp islamiste. Avec la Révolution blanche, l'Iran s'était entièrement modernisé : équipement urbain, infrastructures, aviation civile, armée, instruction. Or les Américains ne voyaient pas d'un bon œil le développement de l'Iran. D'où la thèse d'un appui secret accordé à Khomeyni défendue par le politologue libanais Nicolas Nasr. « *La révolution iranienne aurait été montée secrètement par les dirigeants américains. Fanatisme islamique et marxisme athée ne pouvant pas aller de pair, la promotion des principes coraniques, en bloquant toute modernisation dans les pays musulmans, profiterait idéalement au capitalisme américain et occidental, en conférant à ces pays sous-développés le statut de simple marché de consommation des produits industriels* » (4). « *L'administration Carter,* écrit Alexandre de Marenches, ancien chef des services spéciaux français, *dans son désir imbécile de changer le système politique en Iran, fit donc pression sur le chah qui, affaibli, ordonna à ses forces armées de ne pas réagir. Mieux, l'ineffable Carter dépêcha en Iran le général Hausser qui prévint les forces armées iraniennes, entièrement fournies en matériel américain, qu'elles n'auraient plus une seule pièce détachée au cas où elles voudraient réagir ; ainsi on mit au pouvoir Khomeyni et on déclencha la révolution chiite.* » (5) Mais il nous faut replacer la stratégie américaine dans le contexte de la guerre froide : pour porter un coup final à l'Union soviétique, le Département d'État décida de resserrer ses liens avec deux de ses plus redoutables ennemis en Asie : la Chine et l'islamisme. Washington retira donc sa reconnaissance de Taiwan et se rapprocha dès janvier 1979 de la Chine populaire, stimulant ainsi la lutte d'hégémonie politico-idéologique entre Pékin et Moscou.

Décidée à déstabiliser « *l'empire du mal* », la CIA mit sur pied, entre 1977 et 1978, en collaboration avec les services spéciaux turcs et séoudiens, des réseaux de propagande islamiste destinés à infiltrer les mouvements nationalistes musulmans d'Asie centrale. Dans


SIPA PRESS

La chute du chah d'Iran et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeyni furent programmées par Washington qui n'avait pas prévu la suite.

ses Mémoires (*From the Shadows*, éditions Simon & Schuster), l'ancien directeur de la CIA Robert Gates affirme que les services secrets américains avaient commencé à aider les moudjahiddin afghans – en rébellion contre le pouvoir communiste de Nadjibullah – dès le 3 juillet 1979, soit six mois avant l'invasion soviétique. Zbigniew Brzezinski reconnaît pour sa part, dans une interview accordée au *Nouvel Observateur* des 15-21 janvier, que la CIA aurait en fait, à travers cette opération clandestine, « *sciemment augmenté la probabilité* » que l'URSS envahisse l'Afghanistan. « *Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan* ». Il est d'ailleurs difficile de ne pas faire ici le lien avec l'affaire irakienne quant on sait que la CIA a délibérément incité l'Irak à envahir le Koweit afin d'avoir ensuite un prétexte pour pouvoir intervenir dans cette zone...

La CIA apporte un soutien massif aux moudjahiddin afghans

Les États-Unis décidèrent alors de monter la plus grande opération clandestine jamais réalisée depuis 1945. Ce furent les services secrets pakistanais, l'ISI, qui furent chargés de recruter les combattants islamistes et de ventiler l'aide financière de la CIA aux rebelles islamistes afghans (6). La CIA fit donc livrer les premières armes aux moudjahiddin dès janvier 1980, via l'ISI : fusils Enfield 303, lance-roquettes RPG-7 et Kalachnikovs en provenance d'Égypte, pour commencer. En mars 1985, Reagan décida d'augmenter l'aide aux moudjahiddin. En mission en Afghanistan, William Casey, chef de la CIA, avait émis des appréciations tellement positives sur l'ISI, que, dès 1985, le montant de l'aide américaine pour les moudjahiddin fut doublé. C'est ainsi qu'au terme de négociations secrètes, Ronald Reagan signa la NSDD n° 166 autorisant la livraison d'un millier de missiles antiaériens Stinger. Entre 1980 et 1989, la résistance afghane recevra ainsi des Américains près de quinze milliards de dollars d'assistance militaire.

La CIA et les Pakistanais recrutèrent alors le plus déchaîné des chefs rebelles, Gulbuddin Hekmatyar, trafiquant de drogue et chef du parti islamiste Hezb i-islami. Washington couvrit le trafic de drogue servant à l'achat d'armes et à l'entretien de la milice d'Hekmatyar. Les fondamentalistes de tous les pays musulmans furent encouragés par diverses agences américaines et pakistanaises à aller faire le djihad en Afghanistan et au Cachemire ou à s'entraîner à Peshawar (base arrière des moudjahiddin). Un centre de recrutement pour combattants islamistes, El-Kifah Center, fut également ouvert en plein New York, à Brooklyn en 1982, sous l'autorité de William Casey. Les volontaires recrutés dans ce centre seront autorisés à s'entraîner à tirer au High Rock Shooting Range de Naugatuck, dans le Connecticut. Dix-sept centres semblables à l'El-Kifah Center de Brooklyn seront ouverts par la suite aux États-Unis. L'aide américaine aux moudjahiddin sera maintenue après le retrait des Soviétiques des maquis afghans, la CIA continuant à contacter des immigrés afghans un peu partout en Europe. Les Américains attirèrent donc en Afghanistan la quasi-totalité des chefs de guerre fondamentalistes terroristes qui opèrent à l'heure actuelle en Jordanie, en Égypte, en Israël, en Libye et surtout en Algérie, au Soudan et au Xinjiang chinois. Au début des années quatre-vingt, 3 000 Arabes combattaient en Afghanistan. Quelques années plus tard, il seront 16 000 auprès d'Hekmatyar et du milliardaire-terroriste séoudien Oussama Bin Laden, actuellement installé à Kaboul.

Depuis la guerre du Golfe, la stratégie islamiste des États-Unis semble être remise en question (attentat du World Trade Center de février 1993 à New York ; déclarations anti-américaines d'islamistes anciennement pro-

US). Pourtant, des présumés anti-américains comme Rachid Ghannouchi, chef du parti islamiste tunisien Ennahda, n'hésitent pas à déclarer que *« les Américains sont plus conciliants que les Européens »* (7). Ce dernier eut d'ailleurs droit en 1991 à l'éloge d'un des sous-secrétaires de Georges Bush en raison de son *« rôle d'intermédiaire efficace entre les factions afghanes antisoviétiques »*. Les Américains manifesteront ainsi leur gratitude envers Ghannouchi, cautionnant officiellement la tentative d'insurrection fomentée par le parti Ennahda contre les autorités locales. Quelques semaines avant sa tentative d'insurrection en effet, Ghannouchi avait reçu le soutien de certains officiels américains, comme le prouve ce discours du 13 mars 1991 du sous-secrétaire d'État Jack Covey devant le Congrès, au cours duquel ce dernier avait dénoncé les autorités tunisiennes pour n'avoir *« pas tenu leurs promesses en ce qui concerne l'instauration d'une société basée sur le multipartisme et, en particulier, en ce qui concerne la légalisation du parti Ennahda »* (8).

« Aux États-Unis, explique le général Gallois, *le triomphe de l'intégrisme islamique est tenu pour inéluctable. Ni le Département d'État ni la Maison-Blanche ne le reconnaissent publiquement, mais de nombreux organismes d'analyse géopolitique et stratégique américains en sont convaincus »* (9). C'est par exemple le cas de la Rand Corporation de Santa Monica. Résolument opposés à la thèse d'un *« choc des civilisations »*, Graham Fuller, principal orientaliste de ce centre, et Ian O. Lesser, affirment qu'une *« coexistence »* entre les États-Unis et de futurs régimes islamistes, notamment l'Algérie, dont les auteurs sont sûrs qu'elle basculera dans le camp islamiste, est parfaitement possible. D'après Fuller, ancien de la CIA en Orient, il y aurait convergence entre les valeurs islamiques et américaines. Les deux auteurs expliquent que *« les islamistes luttent contre les gouvernements autoritaires qui refusent leur représentation politique* [et que] *la meilleure réponse à ce facteur islamiste croissant est le dialogue, lequel doit commencer avec les mouvements islamistes d'aujourd'hui avant qu'ils ne parviennent à former les États islamistes de demain »* (10). Pour Fuller, le FIS représente *« l'alternative politique la plus populaire dans le pays ». « Il n'y a pas de passé colonial entre les pays musulmans et l'Amérique, pas de croisades, pas de guerres* [...]. *Je pense qu'une forme de coexistence est envisageable entre le monde musulman conduit par des islamistes et l'Occident* [américain]. *A condition que celui-ci respecte la réalité islamique »* (11), explique Ghannouchi .

La stratégie américaine de *« ceinture verte »* contre l'Empire soviétique a donc été reconduite contre la Russie et c'est dans le cadre du soutien apporté aux « démocrates islamistes » d'Asie centrale qu'ont été reçus, en février 1995, à New York et Washington, les dirigeants de l'opposition islamiste tadjik, à l'origine de la guerre civile qui secoue ce pays depuis plusieurs années. Les deux vice-premiers présidents du Mouvement de la renaissance islamique, Khodji Akbar Touradjanzade et Muhammad Charif Himmatzade, ont été en effet accueillis comme de véritables chefs d'États par des personnalités américaines, de Zbigniew Brzezinski à Mme Robin Rafil, adjoint au secrétaire d'État.

Outre le soutien américain au FIS et les récentes déclarations américaines reprochant à Ankara d'avoir interdit le parti islamiste turc Refah, la plus éclatante confirmation de la pérennité de la stratégie américaine pro-islamiste réside dans le soutien apporté par Washington, depuis 1994, aux ultra-fondamentalistes taliban qui prirent le contrôle – en mai 1997, de la quasi-totalité de l'Afghanistan. Ici, les raisons sont bien entendu pétrolières.

Les Américains tiennent le triomphe de l'islamisme comme inéluctable et fort utile dans leur stratégie anti-européenne

D'après de récentes évaluations, les réserves d'hydrocarbures d'Asie centrale seraient équivalentes à celles du Golfe. La zone de la Caspienne renfermerait des *« réserves possibles »* de 178 à 200 milliards de barils de pétrole et de 1 000 à 7 500 milliards de mètres cubes de gaz, d'après les spécialistes (12).

Au Kazakhstan, les Américains ont créé la Texakabank (Banque du Texas et du Kazakhstan) et leurs pétroliers, représentés au sein du Caspian Pipeline Consortium (CPC), comptent exploiter intensément les gisements de la Caspienne et gérer les futurs oléoducs.

Pour ce qui est de l'Azerbaïdjan, les implications géostratégiques du tracé de pipelines par la Turquie ont l'avantage de correspondre à deux objectifs primordiaux des Américains, des Turcs et des mouvements islamistes sunnites financés par l'Arabie séoudite : isoler l'Iran chiite rival ainsi que l'ancien « colonisateur » russe. Sept contrats ont donc été signés depuis 1991 avec des compagnies américaines. Ceci explique le revirement de la diplomatie américaine vis-à-vis de l'Arménie, sacrifiée sur l'autel des réserves pétrolières azéries. Le président de l'Azerbaïdjan, Gueidar Aliev, a ainsi été reçu le 1er août 1997 à la Maison Blanche afin d'y rencontrer entre autres Bill Clinton et d'y signer de nouveaux contrats avec des sociétés américaines (Exxon, Chevron, Amoco et Mobil), évalués à plus de 10 milliards de dollars (60 milliards de francs) pour l'exportation des réserves énergétiques de la mer Caspienne.

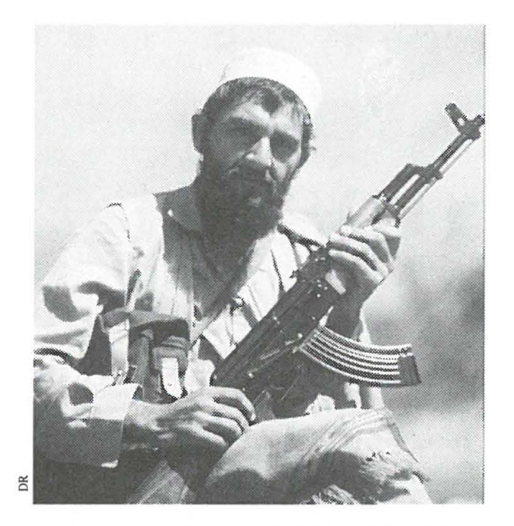
Concernant le Turkménistan, ce pays est crédité de réserves de gaz de l'ordre de 4 500 milliards de mètres cubes et ses réserves de pétrole sont évaluées à 6 milliards de barils. Or la réalisation du projet de pipelines traversant l'Afghanistan, soutenu par la compagnie américaine Unocal et la séoudienne Delta Oil, dépend d'un retour de l'Afghanistan à la stabilité. Chris Taggart, vice-président d'Unocal, admettait ainsi il y a peu que *« la domination des Taliban pourrait être un facteur positif »* pour la réalisation du tracé et que *« les récents événements étaient susceptibles de favoriser le projet »* (13), envisageant une reconnaissance des Taliban par les États-Unis. C'est ce qui poussa Washington à recevoir, en février 1997, des délégations de Taliban, afin de trouver avec eux un terrain d'entente alliant la retour de la stabilité et la construction de canalisations ; que des bureaux d'Unocal ont été ouverts à Kaboul en mars 1997 ; et que la compagnie américaine s'est vu confier par les Taliban la tâche de former les Afghans (ouverture d'un centre à Kandahar) à la technologie des pipelines. La convergence d'intérêts entre les sociétés américaines et les fondamentalistes taliban et séoudiens est donc flagrante. Alors que les États-Unis avaient jugé inopportun de rouvrir leurs ambassades à Kaboul sous les gouvernements Rabbani et Massoud, ils se sont empressés de reconnaître le pouvoir des Taliban lorsque ceux-ci prirent le contrôle de la capitale afghane le 26 septembre 1996, le département d'État publiant pour l'occasion un communiqué qualifiant de *« positive »* leur victoire et annonçant l'envoi d'une délégation officielle à Kaboul.

La campagne de presse anti-iranienne et antilibyenne inaugurée au cours de l'été 1996 contre l'Iran et le terrorisme islamique, après l'explosion du Boeing de la TWA, pourrait nous porter à croire que le Département d'État

a effectué un changement de stratégie vis-à-vis des islamistes. Mais on peut aisément détecter derrière cette croisade apparemment anti-islamique une volonté de lutter contre les intérêts des nations européennes, lesquelles commençaient, à la veille de cette offensive médiatique, à s'implanter économiquement en Iran et en Libye. Il est tout de même étonnant que la loi D'Amato-Kennedy, qui menace de représailles les sociétés étrangères investissant plus de 40 millions de dollars dans le secteur des hydrocarbures libyen et iranien, vise plus les sociétés industrielles étrangères, principalement européennes, implantées en Iran et en Libye, que les pays accusés de terrorisme. En réalité, cette loi s'inscrit dans la guerre commerciale engagée contre l'Europe et viole toutes les normes du droit international et du sacro-saint libre échange. La récente crise américano-européenne à propos du contrat Total-Gasprom conclu avec Téhéran illustre on ne peut mieux cette opinion.

Conclusion : l'Europe est la principale victime de la stratégie confessionnelle et islamique des États-Unis.

Dans un autre registre, la formidable campagne médiatique planétaire organisée conjointement par la CIA et CNN pour justifier la guerre du Golfe et contraindre les nations européennes et arabes à aller « *se croiser* » en Irak, n'a abouti en fin de compte, qu'à renforcer le choc de civilisation entre le monde musulman et l'Europe, « *ventre mou* » de l'Occident, ceci au profit des Américains, qui nous ont évincés du Golfe avec notre participation, et au grand bénéfice des islamistes les plus obscurantistes, dont le modèle-ennemi irakien laïque est désormais hors d'état de nuire et discrédité. Les Européens sont donc très peu soucieux de leurs intérêts propres lorsqu'ils soutiennent sans réserves, au nom de l'ONU ou de « l'atlantisme », les raids américains sur l'Irak ou même la Serbie. Car les islamistes sont les principaux bénéficiaires de ces entreprises. « *Chaque missile Tomahawk lancé sur l'Irak est une bûche jetée dans le foyer de l'intégrisme. Les Américains font le lit d'une contestation intégriste hostile à l'Occident. Or ce qui reste possible avec un nationalisme laïque ne l'est plus avec un intégrisme fanatique. Le maintien de l'embargo contre l'Irak est une honte* », affirme Jean-Pierre Chevènement (14). Indépendamment de la responsabilité des dirigeants serbes ou irakiens dans les conflits récents, il n'est pas sûr que la France, État



DR

La kalachnikov et le Coran. En Afghanistan, les Talibans reçoivent le soutien de la CIA et des sociétés américaines.

ayant une histoire et des intérêts propres, souvent divergents de ceux de ses alliés américains, ait intérêt à s'aligner de la sorte sur la politique des États-Unis, qui, on ne saurait le leur reprocher, n'hésitent pas à faire passer leurs intérêts vitaux avant et au détriment de ceux de leurs « alliés » de l'OTAN. Pour ce qui est de l'affaire bosniaque, les Américains,

La formidable campagne médiatique organisée pour justifier la guerre du Golfe n'a fait que renforcer le choc des civilisations entre l'Islam et l'Europe

en soutenant le leader musulman Alijà Izetbégovic, dont les liens avec l'Iran et l'engagement doctrinal islamiste (voir sa fameuse *Déclaration islamique* de 1970, rééditée en 1991), ont démontré qu'ils n'ont pas renoncé à soutenir des chefs islamistes notoires quand cela leur permet de s'implanter durablement dans les zones stratégiques du monde et d'améliorer leur image auprès des islamistes et des régimes fondamentalistes producteurs de pétrole, Washington escomptant ainsi se faire pardonner leur présence « *illégitime* » en territoire saoudien « *interdit* » aux « *Infidèles* » et leur politique sioniste. « *Washington s'obstine à créer dans les Balkans un État musulman, dont le penchant vers l'intégrisme ne fait aucun doute, pour qu'un nouveau foyer de troubles requière longtemps la médiation de la Maison-Blanche et, surtout, l'extension de la zone de l'OTAN à l'ensemble des Balkans,* affirme le général Gallois. *La crise des Balkans justifie la permanence et l'extension géographique d'une présence armée des États-Unis en Europe* » (15). En effet, la stratégie bosniaque américaine (notamment le plan « Train and Equip » de surarmement du camp bosniaque musulman au détriment des Serbes et des Croates) a pour principal avantage de justifier la domination militaro-politique des États-Unis sur l'Europe, domination qui passe par l'élargissement de l'OTAN aux États de l'ancien bloc de l'Est, extension elle-même en partie justifiée par les foyers d'instabilité existants.

La désoccultation de la stratégie confessionnelle et islamiste des États-Unis, préjudiciable aux intérêts européens et en partie reconduite après la fin de la guerre froide, permet en définitive de démontrer que la construction européenne ne peut pas faire l'économie d'une élaboration d'une réelle doctrine de défense commune et d'une pensée stratégique européenne autonome.

A. d. V.

Chercheur en géopolitique à l'université Paris VIII. Auteur de *L'Islam et les États-Unis, une alliance contre l'Europe*. L'Age d'homme, 1997.

---

(1) Yves Lacoste-SY, *Dictionnaire géopolitique des États*, p. 54.
(2) Ostrovsky, *Le Mossad*, p. 14.
(3) Idem, p. 301.
(4) Nicolas Nasr, *Le suicide américain*, p. 514.
(5) Alexandre de Marenches, *Dans le secret des Princes*, p. 256.
(6) Brigadier Mohamed Youssof, S. Bt, *Silent Soldier, The Man Behind the Afghan Jehad*, général Aktar Abdur-Rahman Shaheed, p. 17, Jang Publishers, Lahore, Pakistan, juillet 1991.
(7) In *L'Express*, 29 avril 1993 ; *L'islamisme en face*, François Burgat, idem.
(8) In *Arabies, USA-Islamisme, ambiguïté d'une relation trouble*, juin 1995.
(9) P.-M. Gallois, *Le Soleil d'Allah aveugle l'Occident, La capitulation ?*, p. 39.
(10) *A sense of siege : The geopolitics of islams and the West*, Rand Corporation, 1995. p. 132-133 ; p. 135 ; *Politica Exterior*, n° 50, mars/avril 1996.
(11) Rachid Ghannouchi, ibid.
(12) *The Caspian Sea, its ressources, its legal status and its future*, Forum, OPEC Bulletin, Mars 1997 ; Bulletin Industrie pétrolière, 19/02/1997 ; rapport du Département d'État au Congrès américain, in *Pétrostratégies*, 5 mai 1997. L'estimation se décompose comme suit : 15,6 milliards de réserves prouvées récupérables et 163 milliards de réserves additionnelles possibles.
(13) In *La Tribune*, 15 octobre 1996 ; *Financial Times*, 3 octobre 1996 ; documentation de l'Institut français du pétrole, (IFP).
(14) *L'Est républicain*, 11 août 1996.
(15) P.-M. Gallois, idem, p. 7 et 15.

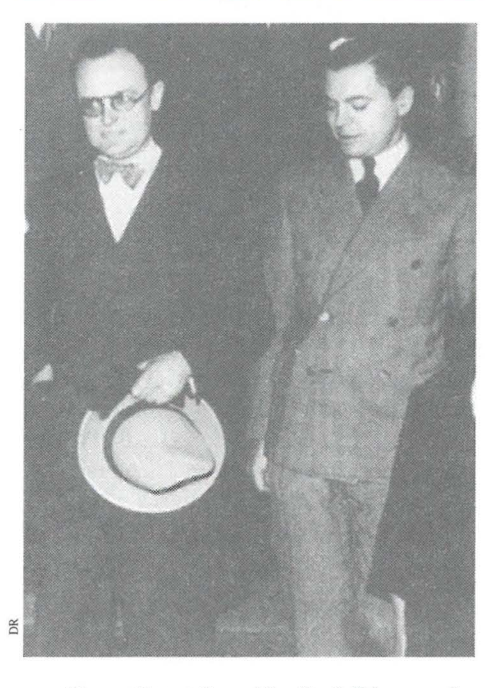
La « Konspirentsia »

PAR THÉOPHILE MONNIER

Les anticommunistes primaires et supérieurs d'autrefois ne s'étaient pas trompés. Mais ce que révèlent aujourd'hui les archives de l'Est dépasse encore ce qu'ils avaient imaginé.

Devenu maintenant problématique, le dépouillement de certaines archives de l'Est a révélé des pans entiers d'une histoire longtemps occultée. Il y eut d'abord la bombe du *Grand recrutement* (Grasset, 1993). Parmi de nombreuses révélations, Thierry Wolton établissait dans ce livre la vraisemblance de liens entre Jean Moulin et les services secrets soviétiques avant 1939, ce qui ne met nullement en cause son courage de résistant. Wolton prouvait aussi que l'ancien ministre radical-socialiste de gauche Pierre Cot avait été un agent stipendié de l'Est. Il démolissait par ailleurs la légende de Léopold Trepper, prétendument chef d'un grand « Orchestre rouge », révélant que le personnage avait sauvé sa peau en livrant plusieurs de ses camarades, dont Henri Robinson, chef du plus important réseau soviétique en France, dont on ignorait jusqu'à l'existence !

La traduction en 1995 de *La fin de l'innocence* (Grasset) de Stephen Koch fut une deuxième bombe. L'auteur y démontrait toutes les grandes manipulations du Komintern et apportait les preuves de la complicité Hitler-Staline dès l'incendie du Reichstag, en 1933. Pour l'essentiel, cet ouvrage est consacré au rôle du Komintern – l'Internationale communiste – et à la gigantesque toile d'araignée tissée par les hommes de l'« apparat » sur l'Europe et les États-Unis. Grâce à un propagandiste de génie, Willy Münzenberg, le Komintern a manipulé à satiété l'élite intellectuelle de l'Occident : d'André Gide à John



DR

Pierre Cot et Jean Moulin à l'époque du Front populaire.

Dos Passos, de Romain Rolland à Ernest Hemingway, d'André Malraux à Bertolt Brecht, en passant par la fine fleur de Cambridge qui, avec Philby, infiltra jusque dans les années soixante les services secrets de Sa Majesté. Autant d'intellectuels, « libéraux » ou « progressistes », qui, à des degrés divers, délibérément ou avec une légèreté que l'auteur décrit, contribueront à alimenter les rapports du NKVD, la police secrète soviétique.

Puis il y aura à la fin de 1996, publié au Seuil, *L'Aveu des archives* de Karel Bartosek, ancien communiste tchèque réfugié en France et revenu en Tchécoslovaquie après l'effondrement du communisme pour étudier les archives du régime défunt. Il en résulte un brutal coup de projecteur sur ce que le jargon du parti nommait la « *Konspirentsia* ». Karel Bartosek met à jour les relations financières, économiques, intellectuelles, politiques liant le Parti communiste tchèque et son frère français, (souvent grâce à des intermédiaires très impliqués comme le « *camarade Aubrac* », Jacques Duclos dixit. Ce qui révèle qu'Aubrac était beaucoup plus qu'un simple « *compagnon de route* ». Chemin faisant, Bartosek démolit la statue du héros de *L'Aveu*, Artur London, victime des purges staliniennes de 1952, organisées pour liquider partout à l'Est la menace de schismes titistes.

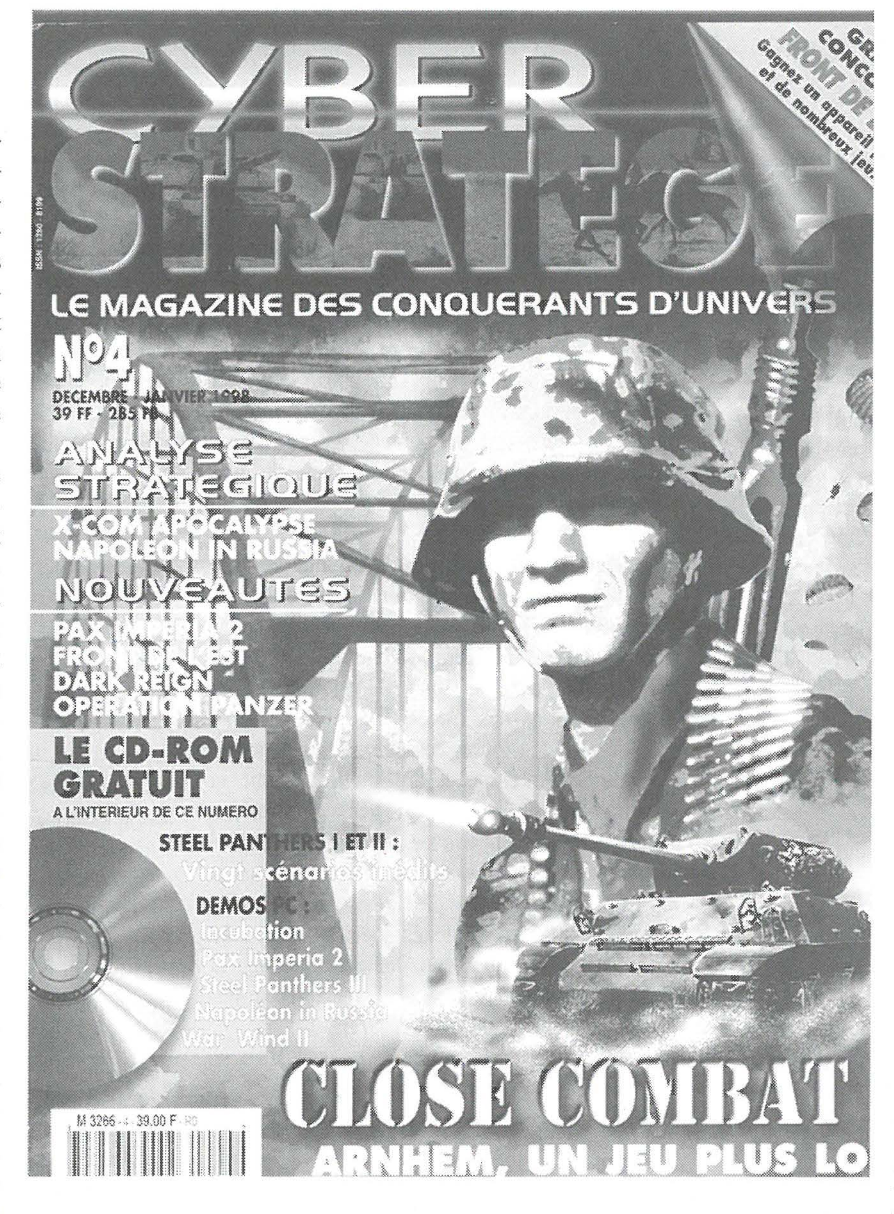
Il montre en effet, qu'après Trepper, douteux héros de l'Orchestre rouge, Artur London a été un pion d'une exceptionnelle importance dans l'effort de refondation d'une mythologie communiste mise à mal par les révélations du XXe Congrès (1956) sur les crimes du stalinisme. Énorme succès d'édition de l'année 1968, relayé par le film de Costa-Gavras, *L'Aveu* avait été conçu comme une saga à la gloire du « vrai » communisme. Ainsi pensait-on effacer dans l'intelligentsia française les effets désastreux de la dénonciation du stalinisme, dont London devenait en quelque sorte la victime emblématique.

Ce que Karel Bartosek a retrouvé dans les archives tchécoslovaques, notamment un long rapport écrit de la main de London en 1955, jette une lumière peu flatteuse sur le personnage. Agent des services secrets soviétiques pendant la guerre d'Espagne, épurateur des brigadistes rentrés au pays après 1945, complice de la vague de terreur qui submergea la Tchécoslovaquie au lendemain du putsch communiste de 1948, London a favorisé le déclenchement des purges dont il allait être, lui-même, la victime par contrecoup. Témoin à charge dans le procès frappant ses anciens camarades, ce sympathique personnage parvint à sauver sa tête alors que les autres étaient pendus...

Tout prouve que les anticommunistes les plus systématiques étaient de plusieurs degrés au-dessous de la réalité.

Il est maintenant prouvé que, pendant les années trente et quarante, le Parti communiste

— suite p. 46-47



geants sur la qualité graphique, ces jeux étaient également difficiles à manipuler, longs à jouer et peu gratifiants. Aujourd'hui, les jeux de stratégie sont devenus beaux à regarder et agréables à utiliser, tout en offrant toujours au joueur le pouvoir de commander et de planifier.

L'intérêt principal des jeux de stratégie informatiques est qu'ils permettent de s'affranchir de l'une des grandes contraintes de la simulation de bataille : l'équilibre entre réalisme et complexité. En effet, avec les jeux d'histoire « traditionnels » (jeux sur carte ou avec figurines), les joueurs étaient toujours limités dans leur souci de réalisme par le niveau de complexité des règles. Des éléments comme le ravitaillement, la logistique, l'incertitude stratégique (connaissance et repérage des forces adverses), le moral des troupes, etc., exigeaient des règles souvent très abondantes et une part importante de comptabilité, ce qui rebutait les joueurs et alourdissait les parties. Au contraire, avec l'informatique, la puissance de calcul des machines permet de simuler tous ces éléments avec encore plus de précisions, mais sans que le joueur n'ait à s'en préoccuper au-delà du raisonnable. Par exemple, l'une des plus fameuses simulations opérationnelles sur la Seconde Guerre mondiale, la série « V for Victory » (1), gère entièrement le ravitaillement des unités. Le joueur se contente de déterminer un niveau de ravitaillement par division et d'allouer éventuellement des ravitaillement à caractère exceptionnel (opération aéroportée par exemple), l'ordinateur calcule constamment l'approvisionnement réel des troupes, selon leur niveau d'engagement, la sécurité des lignes de transport, la proximité de l'ennemi, etc. Tout en préservant le réalisme des contraintes d'approvisionnement d'une armée moderne, la machine permet au joueur de se consacrer à sa stratégie d'ensemble !

Cette capacité à gérer, en temps réel et de manière « masquée », des facteurs complexes trouve sa plus parfaite – et presque absolue – illustration avec l'un des plus impressionnants jeux de stratégie parus en 1997 : Close Combat – Un pont trop loin (2). Dans ce jeu en effet, le joueur se retrouve dans la peau d'un chef de section, à la tête d'une trentaine d'hommes et de quelques unités de soutien. S'il donne des ordres à chaque détachement, le joueur ne commande plus ses unités comme des soldats de plomb. Non, car ici, chaque soldat est doté de sa volonté propre, et il refusera d'obéir s'il se considère menacé.... Une route à traverser sous le feu ennemi : les soldats « virtuels » refusent d'avancer sans la protection de fumigènes ; des obus qui pilonnent une position : les mitrailleurs quittent leur poste au moment décisif... L'intelligence artificielle qui gère chaque soldat est très puissante et obéit à des variables extrêmement complexes, le joueur ne peut donc plus se contenter de « pousser » des pions, sa stratégie doit prendre en compte l'« élément humain ». Difficile de faire plus réaliste !

La vraie révolution commence à peine, grâce aux possibilités infinies ouvertes par le jeu en réseau ou sur Internet où l'on affronte de vrais adversaires habiles et retors

L'autre immense qualité des jeux de stratégie informatiques est d'offrir un adversaire toujours disponible : l'intelligence artificielle. Sans parler des avantages pratiques de se mesurer à un ordinateur (les jeux de stratégie prennent de la place et du temps...), cette intelligence artificielle permet surtout aux joueurs en manque d'adversaires humains de livrer bataille à leur guise. Par contre, malgré tous les efforts des équipes de programmation depuis plus de vingt ans, le niveau de l'intelligence artificielle des machines reste encore très en dessous de celle des stratèges humains, et cet état de chose n'est pas près de changer. En effet, la mise en place de stratégie par l'ordinateur reste limitée par les routines de programmation.

Un ordinateur ne « crée » pas et n'innove pas, il applique des routines. Si le programmeur d'un jeu de stratégie parvient à déterminer un très grand nombre de variables et à implémenter (de l'anglais *implement* : action de mettre en route) des routines correspondantes, l'intelligence sera capable d'une certaine initiative, voire de surprendre un humain. Malheureusement, dans la plupart des jeux, l'intelligence artificielle est médiocre, voire faible, et souvent parce que les responsables de l'intelligence artificielle n'ont pas eux-mêmes déterminé suffisamment bien les stratégies possibles.

JAMES BOND DANS LE CYBERSPACE

L'informatique, une nouvelle arme de la guerre secrète. C'est la nouveauté des années 90. Et ça ne fait que commencer. Les nouveaux James Bond ont 20 ans. Foldingues de l'informatique, petits génies du numérique, travaillant dans leur chambre, ils sont capables de s'introduire dans les réseaux les mieux protégés pour y déposer des virus terrifiants. On se souvient de ce Kevin Mitnick, qui servit de modèle au film *Wargame*. Il finit par tomber après la longue traque de Tsitomu Shimomura, autre pirate informatique contraint de travailler pour la NSA. Les nombreux services américains les utilisent. Le Mossad n'est pas en reste. Le BND allemand est, dit-on, très performant. Même la DGSE et la DST françaises s'y intéressent, c'est tout dire ! Depuis le début des années 90, des centaines de milliers d'ordinateurs sont reliés entre eux. De gigantesques bases de données numérisées sont échangées et engrangées, qui concernent tout le savoir scientifique, technique et commercial mondial. Les services de renseignement se sont branchés sur les autoroutes de l'informatique, interceptant les communications, les filtrant par des recherches automatisées sur des mots clés, décryptant aussi les messages codés. Développés d'abord pour les services, des *search engines* (outils logiciels surpuissants) sont maintenant commercialisés. Le point de départ se situe en 1969 quand Robert Taylor et JCR Licklider, employés par l'ARPA, un service novateur du Pentagone, créèrent un système de transmission dépourvu de centre névralgique pour éviter qu'une attaque nucléaire ne prive l'armée américaine de ses communications, Arpanet, qui a donné naissance à Internet, le plus formidable système de communication depuis Gutenberg. Un système qui échappe à ses créateurs et sur lequel travaille une bonne part de la matière grise du monde entier, pratiquant la cryptographie sauvage pour échapper aux longues oreilles des concurrents commerciaux et des services. Un casse-tête pour tous les États. En pointe, la surpuissante et très secrète National Security Agency (NSA) américaine, un monde à soi tout seul, que n'aurait pas imaginé Orwell. Mais dans ce combat, les internautes ont toujours une longueur d'avance. Tout est possible. Wahouuu ! Pour en savoir plus : Jean Guisnel, *Guerres dans le cyberspace, services secrets et Internet* (La Découverte, Paris, 1995).

GUY CHAMBARLAC

L'exemple classique est celui de l'identification d'une menace : dans la plupart des jeux de combat tactique, les unités contrôlées par l'ordinateur vont évaluer les menaces selon la proximité, pas selon une estimation relative de la valeur des unités ennemies. Exemple, entre un canon antichars de 88 mm à 500 m et un groupe d'hommes à 100 m, les blindés de l'ordinateur engageront les soldats, pas le canon pourtant bien plus dangereux. On peut difficilement reprocher dans ce genre de cas à l'ordinateur de ne pas être intelligent, le problème vient de la façon dont l'intelligence artificielle a été programmée !

Par ailleurs, pour ce qui est d'élaborer une stratégie d'ensemble, l'ordinateur peut difficilement concevoir des plans sur une zone aussi complexe qu'un champ de bataille. Les ruses de guerre, les diversions, l'économie ou les concentrations des forces, les regroupements d'attaque, etc., toutes ces notions sont hors de portée de l'intelligence artificielle. De fait, la plupart des programmes de jeux de stratégie ont tendances à « tricher », en accordant des avantages pratiques au camp virtuel : unités plus nombreuses ou plus résistantes, crédits supplémentaires, capacités spéciales, etc. Une part importante du rôle du joueur contre la machine va être de détecter les lacunes stratégiques de celle-ci et de s'en servir.

Les émules de Napoléon sont sur Internet

A voir les limites de l'intelligence artificielle, on pourrait croire que les jeux de stratégie informatiques sont finalement sans intérêt. S'ils ne peuvent effectivement prétendre égaler un humain, ils permettent quand même au joueur « d'essayer » des stratégies et de passer de bons moments, ce qui est tout de même la finalité d'un jeu ! Mais la vraie révolution en matière de jeux de stratégie commence à peine, grâce aux nouvelles possibilités de jeu en réseau et sur Internet. Aujourd'hui, tous les jeux parus peuvent être pratiqués en réseau, soit en réseau « fermé » (deux ou trois ordinateurs connectés entre eux), soit sur Internet. Les joueurs retrouvent alors le plaisir d'affronter de vrais adversaires, aussi retors et habiles qu'ils le sont eux-mêmes ! Les logiciels traitent toujours avec autant d'efficacité les aspects « pratiques » de la guerre mais le débat sur l'intelligence artificielle ne se pose plus. La possibilité de jouer entre humains a également transformé la durée de vie des produits. Maintenant, les jeux de stratégie se dédoublent : d'un côté le jeu complet, utilisable tel quel par un joueur solitaire, d'un autre côté les « éditeurs », inclus obligatoirement et qui permettent aux joueurs en réseau de créer leurs propres scénarios pour s'affronter. Un produit comme Steel Panthers (3), simulation tactique sur la Seconde Guerre mondiale, permet à des milliers de lecteurs dans le monde d'inventer leurs scénarios, en quelques secondes, et de se défier les uns les autres sur Internet grâce à des dizaines de forums de rencontres d'adversaires. Et de véritables compétitions existent même entre équipes de stratèges amateurs !

En offrant la possibilité de s'affronter entre humains tout en préservant la qualité de simulation dont sont capables les machines, la nouvelle génération de jeux d'histoire fait la part belle à la stratégie et à la réflexion. Aujourd'hui, les émules de Napoléon sont sur Internet, mais les enseignements du maître restent toujours autant d'actualité !

T. M.

Rédacteur en chef du magazine *CyberStratège*, seule revue de jeux informatiques dans le monde à ne traiter que des jeux de stratégie. On y trouve la présentations des dernières nouveautés mais surtout des articles d'analyse stratégique et de conseils pour devenir un Bonaparte virtuel ! L'accent est surtout mis sur les jeux à thème historique, mais sans oublier les jeux de stratégie situés dans des univers fantastiques (bimestriel disponible en kiosque ou chez *Histoire et Collections*, 5, av. de la République, 75011 Paris. 39 F le numéro).

(1) World at War : série de jeux sur les grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale (Normandie, Stalingrad, etc.). Disponible pour Macintosh ou PC. Éditée en France par Alsyd.

(2) Close Combat – Un pont trop loin : jeu de combat tactique sur l'opération Market Garden. Disponible en français sur Macintosh et PC, édité par Microsoft. Close Combat 2, édité par Microsoft, jeu de combat tactique en temps réel, est d'un réalisme stupéfiant.

(3) Steel Panthers I et II : jeux de combat tactique sur la Seconde Guerre mondiale et la période contemporaine. Édité par SSI, pour PC uniquement. D'un abord presque immédiat, Steel Panthers couvre non seulement toute la Seconde Guerre mondiale mais également les conflits contemporains. A peine quelques minutes suffisent pour manipuler le jeu et se lancer dans la bataille, le programme prenant en compte un nombre incroyable de facteurs, de la météo à la pénétration des obus selon la distance !

Pour saluer Ernst Jünger

PAR DOMINIQUE VENNER

Il est mort le mardi 17 février 1998 avant le petit jour, aux heures du loup, celles où les hommes de première ligne s'équipent pour l'assaut. Peu avant, j'avais reçu un dernier message me disant son plaisir à la lecture de notre numéro 24 d'*Enquête sur l'histoire* consacré à « L'art de vivre », et me remerciant pour la publication de son discours de Bourgogne devant la confrérie du Tastevin, en 1987.

On pouvait le croire immortel et sans doute le sera-t-il dans la mémoire du futur. Ce siècle qu'il a traversé de part en part, échappant à ses souillures, ne sera-t-il pas aussi le siècle de Jünger ? Combattant féroce mais sans haine de la Première Guerre mondiale, nationaliste dans sa jeunesse mais sans céder à l'agressivité, opposant au nazisme mais sans renier sa patrie, curieux de drogues et d'ivresses mais sans y perdre sa liberté, critique fasciné de la modernité sans s'y laisser engloutir, écrivain prestigieux sans être dupe des artifices de la gloire, il fut à la fois engagé et détaché.

Au fil d'une vie très longue et d'une œuvre foisonnante, Jünger a présenté de lui-même des visages multiples et déconcertants. Beaucoup de pages de la maturité, certains jeux littéraires d'une gratuité évidente semblent contredire la figure guerrière de sa jeunesse. Pourtant, chaque phrase, chaque image est irradiée d'une clarté qui ne doit rien aux lueurs crépusculaires de l'époque. Des écrits de jeunesse à ceux de la maturité, l'œuvre dans sa totalité est irriguée par un esprit étranger aux impostures et que jamais la bassesse n'effleure.

Ernst Jünger est né à Heidelberg le 29 mars 1895. Son frère cadet, Friedrich Georg, écrivain, poète et philosophe, sera toujours son confident et le complice de ses chasses subtiles. En 1913, à dix-huit ans, il fuit la maison paternelle pour s'engager dans la Légion étrangère, attiré par le mythe d'une Afrique aventureuse et sauvage. Il est vite déçu et son père parvient à le rapatrier au bout de cinq semaines. Revenu pour peu de temps au collège (période évoquée dans *Le Lance-Pierres*, 1973), il y achève ses études secondaires avant que ne s'embrase l'Europe durant l'été 1914.

Il s'engage avec enthousiasme au premier jour du conflit et combat avec témérité en première ligne, dans l'infanterie, sur le front de France jusqu'en 1918. Il est blessé quatorze fois, et termine la guerre comme lieutenant des troupes d'assaut avec au col l'exceptionnelle décoration frédéricienne « Pour le Mérite ». Sous le titre *Orages d'acier*, son père édite en 1920, à compte d'auteur, ses carnets de guerre qui le rendent aussitôt célèbre. Écrit sans aucune intention littéraire, ce livre révèle d'emblée un écrivain exceptionnel et un tempérament unique. L'observation précise et froide d'horreurs qui ne l'atteignent pas lui inspirent des réflexions détachées, fulgurantes ou poétiques.

A l'époque de la publication de ce premier récit, Jünger sert encore comme officier dans la nouvelle Reichswehr. Il y reste jusqu'à sa démission en 1923. Il fréquente un moment le milieu des anciens corps-francs avec plus d'assiduité qu'on ne le croit. En 1925, après s'être inscrit à l'université de Leipzig en philosophie et en zoologie, il épouse Gretha von Jeinsen (« Perpetua » dans son *Journal*) et entreprend une carrière d'écrivain et de journaliste indépendant. En 1927, il s'installe à Berlin avec sa femme et son fils Ernst, né l'année précédente. La vie matérielle du couple est fort précaire. Cette période, jusqu'en 1931, est celle d'un engagement intense dans les cercles intellectuels de la droite révolutionnaire (*Konservative Revolution*). Il collabore à plusieurs revues, *Standarte*, *Arminius*, *Der Vormarsch*, *Widerstand* et confiera plus tard qu'il est redevable de son nationalisme à l'influence de Maurice Barrès.

Ernst von Salomon, son cadet de sept ans, jeune combattant des anciens corps-francs, sortant de prison après avoir été condamné pour complicité dans l'assassinat de Rathenau, le rencontre chez lui à Berlin, en 1929. Il habite un quartier ouvrier. Sur le ton de l'humour, les notations de von Salomon en disent plus sur la personnalité de Jünger que beaucoup d'exégèses. Dans une maison qui sent le chou, la chambre de l'écrivain donne sur une voie ferrée. Elle regorge de livres. Sur le bureau, un microscope, et dans les rayonnages des collections de coléoptères et de bizarres masques en bois. Enveloppé dans une robe de chambre et coiffé d'un béret multicolore, Ernst Jünger travaille à la préparation d'un numéro du *Vormarsch*, revue des anciens de la brigade Ehrhardt : *« C'était lui qui donnait à la revue son importance par des articles si spirituels et d'un style si cristallin que nos lecteurs, remplis d'un profond respect, avaient l'impression qu'il était déjà bien beau si Ernst Jünger lui-même était sûr de les comprendre...*

J'étais incapable de me débattre avec ses livres, poursuit l'auteur des *Réprouvés. L'organe magique et l'organe métaphysique me faisaient défaut... Je fus donc presque naturellement exclu de la communauté qui se forma autour de lui, ce groupe de disciples qui semblaient posséder naturellement ce qui me faisait si cruellement défaut ; ils s'accroupissaient aux pieds du maître et fixaient d'un œil fasciné la pierre philosophale qu'il tenait entre les mains, non pas pour s'en servir, mais pour la peser, calibrer, analyser et sublimer. »* (1)



DR

Derrière l'ironie pointe la déception du jeune von Salomon qui attend de Jünger une idée politique qui dirige ou justifie son action. *« Je dus reconnaître bientôt que cette exigence restait étrangère à la mission de Jünger. »* Celui-ci cesse d'ailleurs toute activité dans la mouvance intellectuelle nationale-révolutionnaire en 1932, année de parution en langue

UNE BIBLIOGRAPHIE

L'œuvre de Jünger a fait l'objet de nombreuses rééditions ces dix dernières années. En voici les principaux titres :

Aux éditions Christian Bourgois : *La Guerre comme expérience* (1997), *Passage de la ligne* (1997), *Type, nom, figure* (1996), *Les Ciseaux* (1995), *L'Auteur et l'Écriture* (deux volumes, 1995), *Le Traité du rebelle* (1995), *Orages d'acier* (1995), *Premier et Second journal parisien* (1995), *Sens et Signification* (1995), *Le Nœud gordien* (1995), *Visite à Gondenholm* (1995), *Le Travailleur* (1994).

Aux éditions Gallimard : Les trois tomes de son *Journal* publiés en 1984, 1985 et 1996, *Le Cœur aventureux* (1995), *Le Mur du temps* (1994), *L'État universel* (1990), *Sous le signe de Halley* (1989), et *Sur les falaises de marbre* (1979).

Aux éditions Grasset : *Le Contemplateur solitaire* (1992), et *Rivarol* (1974).

Aux éditions de la Table Ronde : *Voyage atlantique* (1993), *La Paix* (1992) et *Approches, drogues et ivresse* (1974).

Aux éditions Julliard : *Exposition* (1993), et *Journaux de guerre* (1990).

Aux éditions Viviane Hamy : *Lieutenant Sturm* (1990).

Alain de Benoist vient de consacrer à Ernst Jünger une bio-bibliographie qui permet de suivre pas à pas, chronologiquement, la progression et l'évolution minutieuse de l'œuvre, parallèlement à la vie de son mystérieux auteur. On y trouve également une bibliographie complète des divers travaux en langue française, des principaux articles de presse, des émissions radio et des films consacrés à l'auteur des *Orages d'acier*.

Alain de Benoist, *Ernst Jünger, une bio-bibliographie*, Guy Trédaniel. 186 pages, cahier photos, 120 F.



La couverture du n° 20 d'*Enquête sur l'histoire *sur l'Allemagne. Dans ce numéro, trois études sont consacrées à l'écrivain allemand sous les signatures d'Isabelle Rozet, Pierre Wanghen et Charles Vaugeois.

allemande du *Travailleur* (*Der Arbeiter*).

Alors que ce livre peut apparaître, par certains côtés, comme une anticipation au national-socialisme, Ernst Jünger marque fermement ses distances avec le parti nazi et son chef, refusant toutes les avances et se tenant dans une sorte d'exil intérieur peu après la prise du pouvoir des nazis en 1933. Son roman symboliste *Sur les falaises de marbre*, publié en 1940, sera apprécié comme une critique voilée du régime. Pourtant, respectant le soldat héroïque de la Grande Guerre et l'écrivain nationaliste, Hitler le protège contre toute persécution.

Mobilisé avec le grade de capitaine au début de 1939, Jünger participe à la campagne de France. Il tient un *Journal de Guerre* qui deviendra l'une de ses œuvres majeures. La première partie, publiée en langue française en 1942 sous le titre *Jardins et Routes*, est aussitôt saluée par la critique parisienne. De 1941 à 1944, il sert à l'état-major des troupes d'occupation à Paris, avec une interruption durant l'hiver 42-43 pour une affectation de quelques mois sur le front russe. Son long séjour parisien est l'occasion de rencontres suivies avec les nombreux écrivains que Florence Gould réunit dans la paix de son salon. Une proximité intellectuelle certaine avec les conjurés du 20 juillet 1944 vaut à Jünger d'être peu après démobilisé sans être autrement inquiété. Il se retire dans une fermette à Kirchdorf, tandis que son fils Ernst, emprisonné quelques temps comme opposant au régime, est tué au combat le 29 novembre dans les carrières de marbre de Carrare. Épisode que le *Journal* évoque avec une sobriété poignante.

Comme beaucoup d'autres écrits, certaines notations du *Journal* soulignent un étrange détachement devant l'horreur ou la souffrance. Non que l'écrivain ignore la compassion, mais celle-ci semble venir de la raison plus que du sentiment. Ce qu'on lit par exemple à la date du 14 mars 1945, alors que l'Allemagne meurt sous les bombes, laisse pantois. La sérénité d'impressions liées au monde végétal semble effacer la tragédie des hommes : « *Courrier important. Friedrich Georg* [son frère] *m'apaise par une série de ses lettres réconfortantes, bien qu'il m'apprenne qu'Uberlingen a été bombardé : des hommes ont été tués et des maisons détruites...* » A la phrase suivante, il s'évade comme vers un autre monde, aidé par les commentaires de son frère : « *L'air était embaumé de l'odeur des cyprès, des thuyas, des sapins et d'autres conifères, dont les branches et les aiguilles avaient été fauchées et écrasées par les éclats...* »

Après la défaite allemande de 1945, et malgré son désaveu constant du nazisme, Jünger est suspecté. Il refuse de répondre au questionnaire de dénazification et se voit interdire le droit de publier jusqu'en 1949. Plusieurs de ses écrits paraissent alors à l'étranger, notamment en Suisse. Il rencontre Heidegger, se livre à des expériences avec le LSD et prépare la publication de son roman *Héliopolis*. En 1950, il s'installe en Souabe à Wilflingen dans une dépendance du château des Stauffenberg et entreprend une nouvelle carrière d'écrivain entrecoupée de nombreux voyages. Pendant dix ans, avec son ami Mircea Eliade, il dirige la revue *Antaios* et publie de nombreux livres : *Le Traité du rebelle* (1951) qui rompt quelque peu avec le détachement affiché des *Falaises de marbre*, *Le Nœud gordien* (1953) qui propose une profonde méditation sur le destin européen, et encore *Eumeswil* (1977) qui oppose la figure de l'arnaque aux tentations de l'action ou de la révolte. Bien d'autres ouvrages suivront. On retiendra qu'en 1984, à Verdun, l'écrivain participa aux côtés du chancelier Kohl et du président Mitterrand à la cérémonie de réconciliation entre les deux nations et à l'hommage aux morts des deux guerres.

Guerrier apaisé, sage nullement désabusé, réaccordé aux forces de la terre, immergé dans le courant des eaux profondes, il offre une figure unique dont le passé dangereusement assumé gage et authentifie la parole.

De là vient l'étrange fascination exercée par son personnage hiératique et son œuvre parfois difficile. L'engouement pour cet Allemand fréquentable, hautement cultivé, ami déclaré de la France et de sa littérature, traduit sans doute un retour à l'état de sympathie mutuelle qui était de règle avant la catastrophe de 1870 entre ces proches cousins que sont les Gaulois et les Germains. En Jünger s'incarne aussi un archétype européen aujourd'hui disparu, dont notre époque conserve l'inconsciente nostalgie. Que l'un des plus grands écrivains de ce temps ait été aussi un jeune officier des troupes d'assaut qui jadis chanta *La Guerre notre mère*, voilà une rareté qui porte en elle l'unité de natures arbitrairement opposées. Chez cet homme singulier, curieux de tous les plaisirs et de tous les mystères, la culture n'avait pas altéré la vigueur des sens ni du caractère. En lui, s'accomplissait la réconciliation du poète et du guerrier, de la spiritualité et de l'action, couples antiques que la dualité des siècles chrétiens avait séparés.

D. V.

Dominique Venner a consacré de nombreuses pages à Ernst Jünger dans son livre *Histoire d'un fascisme allemand, les Corps-Francs du Baltikum* (Pygmalion, 1996). Il a rédigé une étude sur les engagements de jeunesse de l'écrivain allemand à paraître dans un Dossier H, consacré à Ernst Jünger.

---

(1) Ernst von Salomon, *Le Questionnaire*, traduction française. Gallimard, Paris, 1953.

Livres



Autour de la Méditerranée
par Fernand Braudel

Disparu en 1985, le grand historien n'était pas un spécialiste de l'Antiquité mais il était un amoureux de la Méditerranée à laquelle il avait consacré son doctorat d'État. En 1968, Albert Skira, l'éditeur suisse, persuada Braudel d'écrire, à l'intention du grand public, une collection d'albums sur la Méditerranée. Ce texte, resté inédit, a été complété à la lumière des nouvelles découvertes archéologiques par le préhistorien Jean Guilaine et l'antiquisant Pierre Rouillard sous forme de notes en bas de page. Elles ne cassent pas le mouvement de l'écriture de Braudel mais complètent son information. Le résultat est somptueux : une fresque vibrante, chaleureuse qui de la Préhistoire à l'accomplissement de la conquête romaine, rend à la Méditerranée son épaisseur historique, ses couleurs, ses paysages et ses hommes.

De Fallois. 535 pages, 150 F.

F. V.

La plus vieille religion : en Mésopotamie
par Jean Bottéro

Il s'agit de la réécriture, avec de nombreux compléments, de *La Religion babylonienne*, un des premiers essais (il date de 1952) du grand assyriologue catholique. Évitant toute érudition, vite désespérante pour ces millénaires, Bottéro présente de façon claire et méthodique (sources, sentiments religieux, représentations religieuses, comportement) tout ce que l'on sait de la plus vieille religion connue. Une connaissance rendue possible grâce à la découverte de l'écriture, vers 3200. Elle permet en effet de connaître des dieux, une mythologie du monde, des récits (dont L'Épopée de Gilgamesh), des temples, un culte qui distinguent cette religion du sentiment religieux que l'on perçoit dans les peuples sans écriture. A compléter par *Mésopotamie, l'écriture, la raison et les dieux* (Folio-Histoire, n° 81).

Gallimard, coll. Folio-Histoire, n° 82. 443 pages, 58 F.

F. V.

L'Empire romain de la mort de Commode au concile de Nicée
Ouvrage collectif dirigé par Yann Le Bohec

Destiné aux agrégatifs, cet ouvrage ouvrira des horizons nouveaux à tous ceux qui s'intéressent au passé romain. Il aborde en effet des aspects souvent méconnus de la crise du III[e] siècle. On retiendra notamment les études novatrices qui ont été consacrées par Catherine Wolff au brigandage dans l'Orient romain, par Yann Le Bohec aux mentalités collectives, et par Catherine Salles au culte de *Sol invictus*. Elles permettent de mieux saisir la mutation du III[e] siècle et la relative « renaissance » du IV[e], selon une vision aujourd'hui bien admise, mais qui tranche avec celle d'une décadence irréversible engagée à partir des Sévères.

Éditions du Temps. 352 pages, 135 F.

Ph. C.

Savonarole
par Marina Marietti

Il y a cinq cents ans, le 23 mai 1498, Savonarole était conduit au bûcher pour hérésie. L'intransigeance morale du dominicain italien, son idéal de restauration de l'Église par la purification, heurtaient bien sûr un pape qui se caractérisait avant tout par ses mœurs dissolues. Mais les prédications aux accents prophétiques de Jérôme Savonarole ne laissaient pas d'inquiéter Rome par l'ascendant qu'elles exerçaient sur le peuple de Florence. Marina Marietti, tout en retraçant la vie de Savonarole jusqu'à son supplice, tente d'expliquer comment la figure du religieux fascine encore de nos jours. *« Ses vertus et sa renommée étaient plus hautes que les flammes du bûcher qui l'ont fait périr »*, avait déjà écrit déjà Lacordaire en son temps.

PUF, Que sais-je ? n° 3295, 128 pages, 42 F.

M. M.

Saint-Simon ou le système de la Cour
par Emmanuel Le Roy Ladurie avec la collaboration de Jean-François Fitou

Devenue au XIX[e] siècle l'une des sources majeures de l'histoire des dernières décennies du règne de Louis XIV et de la Régence, les *Mémoires* et leur auteur ont déjà été l'objet d'excellents travaux, notamment ceux de Georges Poisson et d'Yves Coirault (ce dernier étant le maître d'œuvre des volumes de l'édition de la Pléiade, qui a succédé à celle, classique, de Boislisle). L'ouvrage d'Emmanuel Le Roy Ladurie n'a pas pour vocation d'apporter du nouveau sur la biographie de Saint-Simon ou sur l'analyse littéraire de son œuvre. Il

Les Voies romaines
par Raymond Chevalier

Latiniste, archéologue, photographe, créateur de revue, homme de terrain autant que de bibliothèque, éveilleur d'esprit et défricheur de domaines mal explorés par l'historien, Raymond Chevalier, maintenant à la retraite, n'a pas eu la place qu'il méritait dans sa carrière universitaire. Cet ouvrage sur les voies romaines n'est pas la simple reprise de l'étude parue en 1972 (Armand Colin). Non seulement la documentation s'est considérablement enrichie depuis une trentaine d'années, en partie d'ailleurs grâce à l'activité de Raymond Chevalier lui-même, mais les moyens d'investigation se sont profondément modifiés avec le développement de la photographie aérienne et de la télédétection et celui du calcul électronique pour l'étude du bornage des routes. Aussi, malgré un titre identique, est-ce un livre nouveau, rigoureux, précis et concret, copieusement et intelligemment illustré, que propose Raymond Chevalier. En dehors de l'absence d'un index géographique, on ne voit quoi lui reprocher.

Après avoir souligné l'existence de pistes préromaines de l'Écosse au Fayoum, l'auteur montre comment les Romains ont repris ces tracés antérieurs, les ont équipés et les ont raccordés par des routes nouvelles mieux adaptées aux besoins et aux nécessités du temps et de leur puissance. Au total, plus de 120 000 km de voies romaines importantes, le plus souvent rectilignes, ont été repérées dans tout l'Empire et plus de 4 000 bornes milliaires nous sont parvenues. De la simple rue d'un village à la grande voie stratégique, de celle qui longe la mer à celle qui tranche une montagne, de celle qui traverse les marais à celle qui découpe une forêt, Raymond Chevalier les présente toutes. Aucune monotonie : si la largeur des routes est fixée par des règlements administratifs, Rome a su s'adapter aux conditions locales pour construire et entretenir un réseau étendu, solide, vivant, qui marque le paysage jusqu'à nos jours. Avec de surprenants travaux d'art : levées, tunnels, ponts (1 560 ponts attestés dont un sur le Danube qui dépasse les 2 400 mètres de long). A partir de la route se dessine le cadastre, s'implante un réseau urbain, se développent religions et épidémies, commerce et échanges culturels, s'installent une poste impériale, des villages routiers, des contrôles douaniers, s'élaborent cartes, itinéraires et stratégies. Incontestablement existe une vie de la route avec ses caractéristiques propres que l'auteur évoque à partir de nombreux exemples. De quoi justifier amplement l'assertion de Chevalier : *« On peut refaire l'histoire d'un pays d'après celle de ses routes. »*

Picard. 343 pages, 260 illustrations, 350 F jusqu'au 31 mars, 400 F ensuite.

FRÉDÉRIC VALLOIRE

cherche en revanche à dégager, dans le monde foisonnant que constitue la cour louis-quatorzienne, les règles qui commandent cette société si particulière, organisée autour de la personne sacralisée du monarque. Les portraits que nous brosse l'auteur et la chronique des années de la Régence pourraient garantir à eux seuls l'intérêt de ce livre, écrit par l'un de nos meilleurs spécialistes de la France d'Ancien Régime, mais ce sont surtout les premiers chapitres, consacrés à une approche anthropologique inspirée des travaux de Louis Dumont qui apparaissent tout à fait novateurs. Outre cette interprétation « holiste » de la Cour, fondée sur une étude rigoureuse de la hiérarchie, des rangs, du souci de la pureté du sang, l'ouvrage vaut également par la critique qu'il présente des travaux de l'Américain Daniel Gordon et des études réalisées jadis par Norbert Elias sur *La Société de cour.*

Fayard. 635 pages, 35 illustrations hors texte en couleur, 160 F.

Ph. C.

Le Roman noir de la Révolution française

Romans à thèmes. La collection Éditions complexe de Nathan, qui rappelle par la présentation – couverture souple et papier bible – la fameuse collection Bouquins, rassemble sous le titre *Le Roman noir de la Révolution* quelques-uns des meilleurs textes livrés sur ce thème par les meilleurs auteurs : *L'Émigré de Sénac*, de Meilhan, *Les Chouans,* de Balzac, *Le Chevalier des Touches,* de Barbey d'Aurevilly, *Sous la hache*, d'Elémir Bourges et *Les Dieux ont soif*, d'Anatole France. Qu'en dire de plus en quelques lignes, sinon que la figure de Marche-à-terre, personnage haut en couleurs des *Chouans*, vaut à elle seule la lecture.

Éditions Nathan, Complexe, 1 289 pages, 149 F.

A. Br.

Aux marches du palais : Pierre-Antoine Berryer, avocat
par Jacques Trémolet de Villers

« La première fois que j'ai entendu parler des Bourbons, j'avais vingt-deux ans, j'étais avocat, et l'empereur le plus glorieux que nous ayons jamais connu présidait encore aux destinées de mon pays. [...] *C'est l'amour de la liberté qui m'a conduit à la royauté. »* Ces paroles que Jacques Trémolet de Villers place dans la bouche de Pierre-Antoine Berryer, peignent un personnage demeuré au long de sa vie d'une exemplaire fidélité sans servilité : dès la Restauration, Berryer, avocat et parlementaire, sut prendre le risque de déplaire, en défendant par exemple le maréchal Ney en 1815, puis en servant les Bourbons dans l'adversité, de la duchesse de Berry au comte de Chambord. Qui pouvait mieux peindre l'itinéraire de cet avocat, « politiquement incorrect » avant l'heure, qu'un talentueux avocat volontiers incorrect politiquement ?

Éditions Dominique Martin Morin, 348 pages, 148 F.

A. Br.

Les Officiers français de recrutement interne de 1875 à nos jours
Ouvrage collectif réalisé par la revue *L'Épaulette*

Les mutations en cours au sein des armées ont naturellement conduit les auteurs de ce gros ouvrage à se pencher sur ces officiers « sortis du rang » qui, trop souvent oubliés au profit des saint-cyriens de l'École spéciale militaire, n'en ont pas moins joué un rôle déterminant dans l'appareil militaire au cours des deux derniers siècles. Très nombreux dans les corps de troupe dont ils ont souvent constitué l'ossature, mais moins bien représentés dans l'enseignement militaire supérieur et au sommet de la hiérarchie, ces officiers ont cependant vu certains des leurs exercer des commandements de tout premier plan, à commencer par le général Bigeard. Après l'histoire de ce corps d'officiers, les auteurs ont rassemblé les biographies de près de deux cents de ces chefs, parmi lesquels on retiendra, à titre d'exemples, des coloniaux comme Binger, Marchand, Largeau ou le lieutenant Ernest Psichari, un aviateur comme le général Vuillemin, les combattants de 1939-1945 que furent Koenig et Gandoet ou Vanuxem, les paras comme Trinquier, Jeanpierre, Zirnheld, Barrès ou Cabiro, enfin le commandant Pierre Galopin, assassiné au Tchad en 1974...

Éditions Lavauzelle. Nombreuses illustrations et photos en couleur. Album relié 21 x 28,2 de 400 pages, 290 F.

Ph. C.

Histoire de la Reconquista
par Philippe Conrad

Petit par le format, comme tous les Que sais-je ?, voici un grand livre. Il comble un vide. L'histoire de la conquête de l'Espagne par les Arabes et les Maures, puis celle de la longue reconquête européenne et chrétienne, n'avait jamais fait l'objet d'un ouvrage d'ensemble en langue française. Professeur d'histoire, auteur de nombreux livres, excellent connaisseur de l'Espagne, Philippe Conrad réussit le tour de force de condenser sans jamais ennuyer les neuf siècles de la Reconquista et d'en dégager les temps forts, comme les enseignements généraux. Neuf siècles, car l'auteur poursuit son examen au-delà de la reconquête de Grenade par les Rois catholiques (1492) jusqu'à l'expulsion des Maurisques décidée par Philippe II en 1609. Tout avait commencé, on le sait, en 711 par l'intrusion via Gibraltar (Djebel al-Tariq) d'un petit corps expéditionnaire musulman, en partie arabe. Sans rencontrer d'opposition sérieuse, bénéficiant même de multiples complicités, profitant de la décadence et de la division du royaume wisigothique, la conquête se développe si bien que les envahisseurs franchissent les Pyrénées et poussent des incursions loin en terre franque jusqu'au coup d'arrêt de Charles Martel à Poitiers en 732. Entre-temps, les montagnards des Asturies combattant autour de Pélage, remportent une première victoire à Covadonga, le 28 mai 722. Petite bataille, vouée à devenir symboliquement le début d'une Reconquista qui ne trouvera son nom qu'une fois la tâche accomplie, au XVI[e] siècle.

Elle s'effectue sans aucun plan initial, sur trois grandes périodes. La première s'étend du VIII[e] au XI[e] siècle, l'Espagne est écrasée par la supériorité de l'envahisseur. Ne subsistent que des îlots de résistance dans les montagnes du Nord. La seconde, faite d'incertitudes, va de la reconquête de Tolède (1085) à la bataille de Las Novas de Tolosa (1214) qui ouvre la troisième, celle de la véritable reconquête achevée en 1492.

Philippe Conrad n'élude aucune des questions posées par son sujet. Rapports entre occupants musulmans et populations chrétiennes qui leur sont soumises (un bétail fiscal qui parfois se révolte). Culture arabo-islamique de l'Al-Andalous. Rôle du pèlerinage de Compostelle, cordon ombilical entre l'Espagne du nord et le reste de la chrétienté qui ne cessera d'envoyer des combattants. Formation d'une société médiévale spécifique (*hidalguia*), composée d'hommes libre en armes, pratiquant une guérilla incessante sur la frontière. Enfin, et ce n'est pas le moins surprenant, une fois la victoire acquise, Grenade libérée, malgré tous les efforts des rois catholiques, l'assimilation des Maurisques se révèle impossible. Après huit siècles de cohabitation forcée, la greffe n'a pas pris.

PUF, Que sais-je ? n° 3287, cartes, photos, 128 pages, 42 F.

DOMINIQUE VENNER

Auguste Mariette L'Égypte ancienne sauvée des sables
par Gilles Lambert

Cette biographie de l'un des pères fondateurs de l'archéologie égyptienne vient évidemment au bon moment pour le bicentenaire de l'expédition de Bonaparte en Égypte, et le début d'une longue relation entre la France et ce pays. C'est une aventure assez extraordinaire que l'auteur met en scène puisque Mariette, professeur de lettres à Boulogne-sur-Mer, va réaliser son rêve en allant s'installer sur les bords du Nil pour y multiplier les chantiers de fouilles, servir d'agent de renseignements à Napoléon III, fonder le musée du Caire et préparer la construction du canal de Suez, tout en faisant face à l'hostilité déclarée des représentants de Sa Gracieuse Majesté britannique. Une existence exceptionnelle, dont le récit se lit comme on dévore un roman.

Lattès. 316 pages, 129 F.

Ph. C.

Lettres à Joseph de Maistre
par Louis de Bonald

Après avoir publié une intéressante biographie de *Louis de Bonald, théoricien de la contre-révolution* (Clovis, 1997) et *La vraie Révolution, Réponse à madame de Staël* (Clovis, 1997) de Bonald lui-même, Michel Toda poursuit sa campagne bonaldienne en présentant avec introduction et notes à l'appui ces *Lettres à Joseph de Maistre.* Nés à un an d'intervalle, Bonald et

Maistre ne se rencontrèrent jamais. Leur correspondance témoigne en revanche d'une convergence intellectuelle presque totale touchant aussi bien le rejet de 1789 que des prémices doctrinaux d'ordre plus général. Un peu avant sa mort, Joseph de Maistre, dont l'œuvre reste pour l'instant la plus connue parmi les contre-révolutionnaires, n'écrivait-il pas : *« Je n'ai rien pensé que vous ne l'ayez écrit ; je n'ai rien écrit que vous ne l'ayez pensé. »* Les lettres qu'adresse Bonald à Maistre permettent d'affirmer la réciproque. On lira aussi avec intérêt un article de Bonald *De la chrétienté et du christianisme* qui met en rapport la religion catholique avec l'islam.
Éditions Clovis. 208 pages, 98 F.

A. G.-J.

Le désastre de l'Europe, 1914-1918 – Guerre et paix autour de Romain Rolland
par Pierre Sipriot

Né quatre ans avant la débâcle de Sedan, mort en 1944, Romain Rolland a tout au long de sa vie été hanté par la nécessité de la réconciliation franco-allemande. *Jean-Christophe*, son vaste *« Bildungsroman »* pour lequel il allait recevoir en 1916, en plein conflit mondial, le Prix Nobel, ne racontait-il pas déjà la vie d'un musicien allemand venu en France écrire un œuvre *« grande par le cœur »* ? Romain Rolland avait en tout cas été très tôt convaincu que *« la paix est la meilleure des choses que la nature ait accordées à l'homme »*, et il déploiera des efforts considérables pour la sauvegarder. En 1914, la déclaration de guerre l'avait surpris en Suisse. Il décida d'attendre là la fin des hostilités, et de se situer *Au-dessus de la mêlée*, comme allait le proclamer le titre d'un de ses livres. Idéaliste, il tentera de réunir, à la grande indignation des intellectuels bellicistes (de droite comme de gauche), une sorte d'« Internationale pacifiste », qui regroupait tous ceux pour qui la paix représentait avant tout un art de vivre : Hermann Hesse, Stefan Zweig, Stravinski... En mars 1917, Lénine, rentrant en Russie, avait cherché à entraîner Romain Rolland qui refusa. Plus tard, il se laissera cependant circonvenir par les sirènes soviétiques. Pierre Sipriot, à qui nous devons déjà une monumentale biographie d'Henri de Montherlant (*Montherlant sans masque*, Robert Laffont), livre ici, sans jamais négliger la chronique historique, une passionnante biographie politique de l'auteur de *Jean-Christophe.*
Bartillat. 380 pages, 145 F.

M. M.

La Roue rouge, Mars 1917
par Alexandre Soljenitsyne

Une histoire géante racontée par un géant. Voici donc le troisième « nœud » de cette *Roue rouge* qui commence en 1914. Il couvre une semaine, du vendredi 16 au jeudi 22 mars 1917. Une semaine qui s'ouvre sur l'abdication de Nicolas II et s'achève par son internement à Tsarkoié Selo. La désagrégation de la Russie impériale avait débuté bien avant, mais ce coup l'accélère, renversant la dernière digue avant que tout ne bascule dans un torrent de folie et de sang. L'abdication, la désagrégation de l'armée, la montée du soviet de Petrograd, sont les trois axes du prodigieux reportage historique et fictif proposé par Soljenitsyne. Fictif, oui, puisqu'il s'agit d'un roman. Mais si proche de l'histoire véritable qu'il en mérite à peine le nom. Pourtant, le découpage est celui d'une sorte d'énorme feuilleton coupé de rebondissements qui relancent à tout instant l'attention du lecteur. On songe au Victor Hugo des *Misérables*, dont l'écrivain russe partage le souffle et l'optimisme, malgré l'horreur de l'époque. Et c'est bien ce qu'il y a d'unique dans ce livre, écrit après l'effondrement du système né de la révolution. Un effondrement auquel l'écrivain prit à lui seul une part plus grande qu'aucune autre force dans le monde.
Fayard, 789 pages, 250 F.

D. V.

Pétain et les Allemands
par le général Jacques Le Croignec

Troisième volume consacré au maréchal Pétain dans l'intention avouée de défendre sa mémoire, mais sans esprit de polémique, ce livre est le complément logique des précédents. Avec un grand luxe de faits, de rappels et de documents, le général Le Groignec souligne que l'ancienne aversion du Maréchal pour « le Boche » le cède peu à peu au respect et parfois même au désir de réconciliation. En témoignent notamment ses paroles au maréchal von Rundstedt, en mai 1944, alors que la défaite allemande lui semble inéluctable : *« Je ne voudrais pas mourir avant d'avoir vu la réconciliation de nos deux peuples »*. Le livre comporte en annexe une *Lettre ouverte sur la France*, adressée à Elie Wiesel qui est un modèle de dignité.
Nouvelles Éditions Latines. 460 pages, 150 F.

M. M.

Lettres, notes et carnets, 1924-1970
par Charles de Gaulle

Ce volume termine semble-t-il définitivement la série des Lettres, notes et carnets rédigés par Charles de Gaulle au cours de sa tumultueuse existence. Autrement dit des textes d'un intérêt variable suivant le sujet, le destinataire, entre la haute politique et les banalités. Sept pages de haute voltige diplomatique destinées au président Roosevelt précèdent ainsi, à vingt-huit ans de distance, quelques lignes insignifiantes à René Piot, cultivateur, sur un enlèvement de haies à Colombey-les-Deux-Eglises. La dévotion autorise de tels rapprochements.

Avec Jacques Laurent et Jean-François Revel, quelques adversaires politiques, bons écrivains eux-mêmes, contestèrent parfois le style du Général. La lecture toujours passionnante des *Mémoires de Guerre* prouve quand même qu'il savait parfois rudement bien tourner ses phrases. La piété familiale ne transmet malheureusement pas à son fils Philippe les mêmes dispositions en partage. Son avant-propos de présentation débute ainsi par un charabia regrettable : *« Ce livre* [...] *couvre toute la période de la vie du général de Gaulle qui va de sa naissance (1890) à sa mort (1970), période déjà traitée »* etc. Non, Amiral ! Selon votre dictionnaire, une « période » n'est jamais qu'un moment d'un tout. Elle n'englobe pas une existence entière. Qu'une librairie porteuse d'un des plus illustres noms de l'édition française laisse passer une pareille bourde ne consternera sans doute pas son directeur.

Quelques-uns de ces messages fort inégaux retiennent cependant l'attention. Par exemple, une lettre à Joséphine Baker, Noire américaine devenue une danseuse très déshabillée dans le Paris de 1930, avant de rejoindre crânement la France libre. L'homme du 18-Juin lui adresse en 1946 ses hommages les plus respectueux, avec ceux de sa femme, en monarque indifférent aux fariboles quand l'affection le tourne vers la fidèle sujette qu'il considère aussi comme un compagnon d'armes. Le texte très habile destiné à vaincre les préventions de Roosevelt contre le gaullisme pourrait servir à l'instruction des diplomates par son art prodigieux de l'insinuation persuasive. Il se confirme qu'au terme de sa lutte contre Vichy, le grand rebelle ne l'a pas emporté tout à fait par hasard.
Plon. 496 pages, 119 F.

GILBERT COMTE

La Bataille de l'Atlantique
par Philippe Masson

Grand spécialiste de l'histoire militaire et navale de notre siècle, Philippe Masson nous propose un album consacré à *La Bataille de l'Atlantique*, cet épisode décisif de la Seconde Guerre mondiale qui vit les U-boote allemands livrer un combat sans merci aux marines alliées. Au prix de très lourdes pertes, les sous-mariniers allemands ont alors fait courir un péril mortel aux Britanniques et certains de leurs chefs comme Prien ou Kretschmer comptent parmi les figures légendaires du second conflit mondial mais, malgré tous les sacrifices consentis, ils ne pouvaient l'emporter contre les armadas que les Alliés étaient en mesure d'engager après l'entrée en guerre américaine. Engagée sur tous les fronts, l'Allemagne n'a peut-être pas donné une priorité suffisante à cette bataille dont l'issue était décisive pour la poursuite de l'effort de guerre britannique. Avec sa riche iconographie et ses nombreuses annexes techniques, l'album de Philippe Masson constitue une excellente introduction à l'étude de cet aspect trop souvent oublié aujourd'hui du gigantesque conflit, une vingtaine d'années après la publication de l'ouvrage classique de Léonce Peillard.
Tallandier. 240 pages, nombreuses photos, 199 F.

Ph. C.

Le Soldat oublié
par Guy Sajer

Paru il y a trente ans aux éditions Robert Laffont, le récit de Guy Sajer

TOUT EN QUELQUES LIGNES

***Récits inédits de la Guerre de Troie*, traduits et commentés par Gérard Fry** (Belles Lettres, 1998, 250 pages, index, 130 F). Pour la première fois traduites en français, trois versions tardives de la guerre de Troie, transmises par les Grecs et adaptées par trois auteurs latins. L'interprétation romaine d'Homère, notamment dans le texte de Baedius Italicus (Ier siècle), auteur de l'Iliade latine, qui résume en un millier de vers ce qui nous est parvenu du poème originel. Indispensable dans une bibliothèque homérique.

***Molière*, par Roger Duchêne** (Fayard, 1998, 790 pages, index, 180 F). Les dévots qui étaient ses ennemis ont forgé sa légende noire. Ses amis ont tissé sa légende dorée. Molière, qui a tant écrit, n'a pas laissé un mot de confidence sur ses sentiments et sa vie privée que l'on sait agitée. Aux légendes, Roger Duchêne s'attache à substituer l'histoire, par l'étude systématique des documents. Une biographie exhaustive.

***Bonaparte en Égypte*, par Jacques Bainville** (Balland, Le Nadir, 186 pages, Index, 90 F). Pour le bicentenaire de la rencontre franco-égyptienne de 1798, c'est une bonne idée que d'avoir réédité l'ouvrage de Bainville (1936), dont le même éditeur à aussi republié le *Napoléon.* Avec sa clarté habituelle, Bainville offre les clés permettant d'interpréter l'aventure avortée du « sultan français ». Dans la collection Le Nadir, que dirige J.-P. Péroncel-Hugoz, à noter également un *Averroès* (par Rober Arnaldez), une *Histoire de la circoncision* (par Malek Chebel) et une *Vie d'Étienne Dinet, peintre en Islam* (par François Pouillon).

***Mythes et contes des Apaches Chiricahuas*, par Morris E. Opler** (Le Rocher, coll. Nuage Rouge, 250 pages, 145 F). Ayant travaillé de 1931 à 1935 avec les Chiricahuas, auquel le gouvernement américain avait rendu leur liberté, Opler a réuni une véritable somme sur la mythologie de ce peuple qui, derrière Cochise, Geronimo ou Mangas Coloradas, résista si longtemps et si héroïquement à la conquête américaine.

***Histoire de la franc-maçonnerie au XIXe siècle*, par André Combes,** tome I (Le Rocher, 1998, 454 pages, 185 F). Agrégé d'histoire, ayant lui-même assumé des responsabilités au Grand Orient de France, André Combes était bien placé pour retracer les querelles qui ont opposé les obédiences françaises dès la chute de Napoléon, et pour décrire leurs interventions dans la vie culturelle et politique jusqu'à Napoléon III. Un tableau flatteur.

***Le Livre des 4 saisons*, par Xavier Cheneseau** (Jacques Grancher, 1997, 293 pages, 139 F). Intéressant guide des traditions populaires nées des terroirs et des siècles les plus anciens, antérieurs souvent à la christianisation, et qui ont laissé des traces vigoureuses dans toutes les régions. Un recueil de dictons, de conseils de jardinage et de recettes de cuisines liées, elles aussi, aux saisons. Pour rêver d'un temps passé qui peut revenir.

***1940, tel que je l'ai vécu*, par Michel Junot** (France-Empire, 247 pages, 110 F). En 1940, Michel Junot a 22 ans. Il se destine à une carrière préfectorale qui, après un crochet par Vichy, va le mener à Versailles comme chef adjoint du cabinet de préfet, en attendant l'entrée en résistance. Un récit sobre de choses vécues et observées dans cette France de 1940, aujourd'hui mystifiée.

***La Synarchie*, par Olivier Dard** (Perrin, 1998, 294 pages, Index, 145 F). Par ses travaux sur Jean Coutrot, l'auteur (maître de conférence en histoire contemporaine à Sciences-po) était bien armé pour faire enfin toute la lumière sur le pseudo-complot synarchiste, né à Vichy en 1941 dans l'imagination fertile de l'inusable Dr Martin. Décrite par ce dernier comme une conjuration de technocrates liés à la banque Worms et infiltrés dans le gouvernement Darlan, la Synarchie aurait eu la double vocation d'éliminer les révolutionnaires nationaux et de favoriser une emprise du grand patronat sur l'État... Exploitée à l'époque par Laval et Déat, cette imaginaire conjuration continuera d'alimenter les spéculations longtemps après la guerre. Une exemplaire mise à nu d'un mythe qui a la peau dure.

***Paris occupé, juin 1940-août 1944*, par Claude Giasone** (Jacques Grancher, 1997, 176 pages, 195 F). Collectionneur infatigable, l'auteur a réuni dans cet album passionnant d'innombrables photos et documents inconnus ou inédits, montrant les aspects inattendus, cocasses ou saisissants de l'occupation de Paris. Se gardant de commentaires trop appuyés, il laisse le lecteur tirer lui-même les conclusions. Parmi les photos qui donnent à réfléchir, celle d'un défilé de chars sur les Champs-Elysées, en juillet 1941 : beaucoup de spectateurs intéressés, mais aussi quelques passants qui se détournent ostensiblement.

***Quand les Alliés bombardaient la France, 1940-1945*, par Eddy Florentin** (Perrin, 1997, 470 pages, cahier photos, 148 F). Près de 600 000 tonnes de bombes (22 % du tonnage total déversé sur l'Europe, Allemagne comprise), 1 600 localités touchées et parfois détruites, tel est le bilan assez effrayant et peu connu des bombardements anglo-américains sur la France, qui ont fait plus de 67 000 morts dans la population civile, prise en otage. Ancien déporté-résistant, auteur de nombreux ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale, Eddy Florentin est le premier historien à consacrer une étude d'ensemble à ce sujet occulté. Il montre le cynisme du commandement allié et l'imprécision de frappes qui appelait le retour de nouveaux bombardements. Après sa défaite de 1940, la France n'a plus cessé d'être seule, écrasée entre l'enclume de l'occupant et le marteau de ses anciens alliés. Un ouvrage indispensable.

***Vichy et l'école, 1940-1944*, par Rémy Handourtzel** (Noêsis, 1997, 326 pages, 150 F). La réforme de l'enseignement fut au cœur des projets de Vichy, dès l'origine. Les réformateurs voyaient dans les défaillances de l'ancien système l'une des causes du désastre français de 1940. L'auteur s'en gausse sans doute trop facilement et ne développe que de façon superficielle le contenu des tentatives de rénovation. Non sans tournures polémiques, il trace un portait contrasté des deux premiers ministres, le très clérical Jacques Chevallier et le laïc Jérôme Carcopino. Quant au troisième, Abel Bonnard, qui n'avait aucune aptitude administrative, mais ne manquait pas d'idées, on reste sur sa faim. Un tableau d'ensemble montrant que le milieu des enseignants fut pour le moins attentiste.

***L'Université libérée. L'Université épurée (1943-1947)*, par Claude Singer** (Belles Lettres, 1997, 350 pages, index, 150 F). Malgré l'épuration, la Libération n'a pas introduit de rupture profonde dans l'enseignement supérieur. Pour en juger, il manque évidemment une étude sérieuse sur les réformes (parfois contradictoires) introduites par les différents ministres de Vichy. L'auteur souligne que l'Université, sauf exceptions individuelles, s'est peu engagée en faveur de la Collaboration ou de la Résistance. Il montre aussi des bifurcations inattendues. Ainsi ce Pierre Velut, proche de Déat, qui, après avoir voulu s'engager en 1943 dans la Waffen SS, participera en 1944 aux combats de la libération de Paris.

***Écrivains de France, XXe siècle*, par Michel Mourlet** (Valmonde-Trédaniel, 1998, 395 pages, index, 160 F). Par un écrivain, critique littéraire et dramatique des plus libres et des plus talentueux, une série de vrais portraits où la part du destin équilibre l'interprétation des œuvres. Un régal qui témoigne d'une vision de la France à travers sa littérature.

***Géopolitique & Economies : de rivalités économiques en conflits géopolitiques*, par Marc Imbault et Gérard Montifroy** (Frison-Roche, 178 pages, 105 F). Voici le troisième volume d'une passionnante trilogie ouverte en 1995 par deux universitaires canadiens sur le thème de la géopolitique et de l'histoire appliquées à l'interprétation du temps présent et de l'avenir. Bien placés pour connaître la vision américaine du mondialisme, les auteurs se sentent néanmoins solidaires d'une Europe dont ils analysent, avec pertinence et liberté, les faiblesses et les atouts, la décadence et les perspectives de renaissance.

CHARLES VAUGEOIS

demeure l'un des témoignages les plus remarquables sur la guerre au front de l'Est. L'immense succès remporté par ce livre tenait pour une bonne part à la vérité du récit, à la justesse de ton dont avait su faire preuve l'auteur, un jeune Alsacien qui, à peine sorti de l'adolescence, avait été mobilisé en 1943 dans la division Gross Deutschland. Il va vivre toutes les vicissitudes de la guerre, confronté avec le froid, la boue et la mort, dans cette espèce d'état second qui conduit les hommes à supporter des situations inimaginables en temps ordinaire. De Kharkov à Bielgorod et du front du Dniepr à la Prusse orientale, notre soldat va connaître les misères du combattant de toutes les guerres et ce n'est que beaucoup plus tard que les cahiers d'écolier sur lesquels, à la faveur d'une convalescence, il a raconté son aventure fourniront, en 1967-1968, la matière de son best-seller. Les jeunes éditions Gergovie ont pris l'heureuse initiative de rééditer ce récit devenu classique en l'illustrant des dizaines de dessins admirables réalisés par son auteur, qui donnent encore plus de force et de vérité à ce récit exceptionnel.

Éditions Gergovie. 650 pages, nombreux dessins hors texte, 16 pages hors texte d'aquarelles reproduites en couleur, reliure toile, 349 F (bon de commande encarté).

Ph. C.

Mythe et réalité la Révolution nationale de Vichy

Presque simultanément deux historiens s'intéressent à ce que Vichy appelait la Révolution nationale et lui consacrent leurs thèses. Elles permettent un approfondissement réel de la réflexion sur un thème fondamental pour bien comprendre ce que fut Vichy jusqu'en novembre 1942.

Madame Yagil s'attache à étudier la politique de la jeunesse, s'intéressant particulièrement aux Chantiers de jeunesse, aux Compagnons de France et à la Jeunesse de France et d'outre-mer. Elle démonte fort bien les structures et tente d'analyser l'idéologie de ces mouvements. Elle ne souligne pas suffisamment leurs différences.

Les Chantiers, c'est l'ersatz du service militaire obligatoire interdit par l'armistice : c'est une forme de scoutisme très militarisé. Le texte de base des Chantiers s'apparente à la Loi de l'éclaireur unioniste, le mouvement scout protestant. La méthode est fondée sur *« le respect de la personne humaine.* [Elle] *reste pour nous un dogme imprescriptible et sacré »*, précise le général de La Porte du Theil, chef des Chantiers. Il s'agit de *« faire des hommes aussi forts et complets que possible »*. Le système, fondé sur des Chantiers installés en pleine nature, généralise les méthodes conçues trente ans auparavant par Baden Powell et que de Lattre voudra – mais en vain – récupérer pour l'armée après la Libération.

Les Compagnons de France c'est, à l'époque, le scoutisme du pauvre. Dans une petite ville, les élèves du collège font du scoutisme, ceux de l'EPS sont aux Compagnons. Les principes pédagogiques sont sensiblement les mêmes, avec un caractère un peu plus politique car l'éducation civique y tient plus de place, encore que le futur scout doit, à l'époque, avoir une connaissance de l'histoire et de la géographie de la France. Enfin, l'auteur s'attache à la Jeunesse de France et d'outre-mer, incontestablement la plus politisée de ces mouvements mais aussi celui qui aura le moins d'adhérents.

Madame Yagil analyse successivement politique scolaire et politique culturelle, car elle veut souligner ce qu'elle considère, à juste titre, comme la formation d'un homme nouveau. Sa position est justifiée, mais elle a oublié dans sa réflexion un élément fondamental : l'apport d'une vision chrétienne de la société. C'est cela qui sous-tend la politique de Vichy – comme d'ailleurs la vision politique des premiers résistants, en particulier à Combat, à l'OCM et à Défense de la France.

Malheureusement, au lieu de centrer son livre sur la formation de l'homme nouveau, madame Yagil se disperse en analysant politique économique et politique agraire, problèmes où elle n'apporte rien après les excellents travaux d'Isabel Boussard, de Gérard Brun ou de Kuisel. On lui sera par contre reconnaissant des deux tableaux de la fin : celui où elle compare l'homme nouveau de Vichy à l'homme nouveau nazi et à l'homme nouveau fasciste, soulignant la place du respect de l'homme dans la pensée de Vichy (pp. 291-292) et celui (p. 293) où elle souligne que ni les Chantiers ni les Compagnons ne sont antisémites et qu'ils acceptent les Juifs jusqu'en mai 1942.

Michel Bergès, lui, s'intéresse au comportement des non-conformistes de 1930 face à Vichy. Son étude se fonde sur une analyse du mouvement Jeune France, et sur l'influence de Mounier sur ce mouvement. C'est une étude du milieu politique de Vichy tout à fait intéressante car elle en souligne les nuances, les conflits, les oppositions. En réalité il y a, à Vichy, trois grandes tendances, les nationaux-autoritaires qui réunissent d'anciens maurrassiens, néo-maurrassiens et « synarques » ; les « mouniéristes », (Lacroix, Beuve-Méry, R. d'Harcourt de Menthon, André Philippe, le père Fessard, par exemple, qui sont en liaison directe avec Uriage) qui, très vite, entrent en résistance et seront l'objet des persécutions de Pucheu d'abord et de Bousquet ensuite ; et enfin les catholiques-conservateurs autour de Jean de Fabrègues où l'on retrouve Madaule, Salleron, Thibon. L'analyse de Michel Bergès permet de bien comprendre l'évolution de Jeune France, ce mouvement culturel dirigé par P. Schaeffer, très largement inspiré à ses débuts par la politique du Front populaire, celle de Léo Lagrange, mais à qui l'on reprochera très vite ses tendances à la *« démocrassouille »* pour parler comme Fabrègues, adversaire de Mounier. Notons à cet égard quelques passages féroces sur un jeune collaborateur de Fabrègues, nommé François Mitterrand (pp. 225 à 236), modèle des non-conformistes fascisants plus ou moins repentis (p. 235). Cela nous vaut une étude intelligente de *Idées*, la revue théorique de la Révolution nationale, comme une analyse assez remarquable des dessous et des conséquences du discours du Maréchal d'août 1941 sur le *« vent mauvais »*.

Et même si cela ne fait pas l'objet d'un chapitre qui eût été nécessaire, Bergès souligne à maintes reprises la prégnance des rapports des divers types de non-conformisme avec la catholicisme. Dans quelle mesure Vichy ne représente pas, se demande Bergès, *« un modèle de fascisme non totalitaire (mais qu'est-ce qu'un fascisme non totalitaire ?) spécifiquement français, plus ou moins tempéré par un catholicisme néo-thomiste »* ? En tout cas, estime-t-il, *« le non-conformisme dans sa tendance communitariste, se trouve-t-il en situation d'extériorité par rapport au fascisme ou bien en représente-t-il une des composantes françaises ? »*

Limore Yagil, *L'Homme nouveau et la Révolution nationale de Vichy, 1940-1944*. Septentrion, Lille, 1997, 382 pages, 160 F.
Michel Bergès, *Vichy contre Mounier, les non-conformistes face aux années 40*. Economica, Paris, 1997, 406 pages, 200 F.

FRANÇOIS-GEORGES DREYFUS

Les grandes figures de la construction européenne
par François Saint-Ouen

Fondements du fédéralisme – Destin de l'homme à venir
par Alexandre Marc

De nombreux théoriciens ont pensé l'unité de l'Europe. Le désir d'une fédération européenne plonge ses racines historiquement dans la tradition impériale dont le principe cardinal veut qu'unité et multiplicité se conjuguent harmonieusement. Du comte de Coudenhove-Kalergi à Louise Weiss qui souhaitaient dans l'entre-deux-guerres une Europe fédérée à tous les niveaux, nous sommes passés à l'Europe économique de Jean Monnet et Joseph Retinger après-guerre. Des hommes politiques comme Adenauer, De Gasperi, Schuman, Spaak ont œuvré également pour cette idée. Néanmoins, les vrais fédéralistes, comme Altiero Spinelli..., et surtout à l'intérieur de ceux-ci, les personnalistes d'avant et d'après la guerre comme Denis de Rougemont et Alexandre Marc, avaient bien compris la nécessité de fédérer l'Europe à partir de ses régions contre l'État-nation centralisateur. Dans un livre-testament, Alexandre Marc plaide pour une révolution spirituelle, préalable à une fédération qui doit être politique avant d'être économique.

Georg éditeur. 287 pages, 89 F.
L'Harmattan. 226 pages, 140 F.

A. G.-J.

Pages réalisées par
Adrien Brocard, Gilbert Comte, Philippe Conrad, François-Georges Dreyfus, Arnaud Guyot-Jeannin, Macha Manski, Frédéric Valloire, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

Vos réactions aux précédents numéros



L'art de vivre en France

*Je viens vous exprimer ma satisfaction à propos du dernier numéro d'*Enquête sur l'histoire *consacré à l'art de vivre en France. En ces temps de désespérance et de repentance, il est bon de se rappeler que nous sommes malgré tout le peuple qui a fait Versailles, la bastide de Montpazier, Èze village, les* Préludes *de Debussy, le concerto à quatre mains de Poulenc, et le vin de Cahors.*

Jacques Delimoges

La Gauche réactionnaire

Les lignes attentives par lesquelles vous avez bien voulu rendre compte de mon livre intitulé La Gauche réactionnaire *recèlent, semble-t-il, une légère infidélité. A juste titre en effet, vous observez le paradoxe qu'un tel titre entende désigner des ultra révolutionnaires. En revanche, vous m'attribuez revendication de ce néologisme, alors qu'il s'agit surtout d'une formule de circonstance pour publication et d'un positionnement en amont des recherches de Zeev Sternhell. D'ailleurs, je n'évoque ce syntagme qu'à une seule reprise (p. 288), sans le reprendre à mon compte, en usant de guillemets, pour indiquer qu'ainsi fut ressenti ce courant par la gauche moderne (de manière à la fois polémique, car les néo-hébertistes adulent 93, et justifiée puisqu'ils bafouent 89). En outre, si ce titre demeure ambigu, le sous-titre retenu (*Mythes de la plèbe et de la race dans le sillage des Lumières*) paraît conférer amplement ce sens. Quant au néologisme initial, celui d'une thèse intitulée* Le social-chauvinisme, *vous le jugez – et c'est parfaitement votre droit –* « hasardeux ». *Notons toutefois que ce terme avait été employé par Marc Angenot (*1889, Un État du discours social, *Montréal, Le Préambule, 1989) et semble avalisé par Nicolas Rousselier (*Vingtième siècle, Revue d'histoire, *n° 56, octobre 1997).*

Marc Crapez

Tolérance

Je suis devenu un lecteur régulier de votre revue qui me semble un espace de liberté dans un environnement plutôt opaque. J'apprécie de trouver dans vos pages la cohabitation de sensibilités différentes et même opposées. La tonalité « droitière » n'est pas celle que je préfère, mais il me semble intellectuellement sain qu'elle s'exprime aussi, dès lors qu'elle ne s'oppose pas à la connaissance historique. Ce préambule pour vous suggérer un dossier sur la nouvelle intolérance et la nouvelle exclusion, notamment dans le domaine historique. Exemple, dans son numéro du vendredi 13 février 1998, Le Monde *consacre plusieurs pages à l'édit de Nantes. L'éclairage est celui de la « tolérance », vertu actuelle, fort bien. Mais dans ce même numéro, en page 4, sur deux colonnes, sous la signature de M. Henri de Bresson, on peut lire une dénonciation en règle, visant, semble-t-il, à l'exclusion professionnelle, d'un chercheur du CNRS étiqueté* « une taupe révisionniste à Berlin. » *En page 13, sous la signature d'un professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne, M. Jean-Marc Berlière, on peut lire également une sorte de réquisitoire posthume visant Maurice Toesca, dont une notice nécrologique avait insuffisamment fustigé le lointain passé pendant l'Occupation comme directeur adjoint du cabinet du préfet de Police de Paris de l'automne 1942 à septembre 1944.*

L'honnêteté des auteurs de ces articles n'est pas en cause. Ils ont certainement agi avec les meilleures intentions du monde. Et c'est bien ce qui est grave. Les puritains des « sorcières de Salem » et les procureurs du maccarthysme agissaient aussi en toute bonne conscience. C'est cette dérive, sorte de morale de l'anti-exclusion, qui aboutit aujourd'hui à exclure une catégorie extensible à l'infini de citoyens, supposés complices du Mal. Le négationnisme me semble insoutenable et ridicule en soi, mais on voit se développer, sous prétexte de lutter contre le négationnisme, une intolérance instrumentalisée par des groupes genre trotskiste, que j'ai pratiqués jadis et dont la seule raison d'être est la guerre civile.

Marcel Carcassonne

« La Bataille » de Patrick Rambaud

J'ai lu avec plaisir votre article consacré à La Bataille, *le roman de Patrick Rambaud qui met en scène la bataille d'Essling, et qui a remporté le Prix Goncourt cette année. Je voudrais néanmoins exprimer quelques réserves. Certes,* La Bataille *est un roman. Mais puisqu'il s'agit d'un épisode historique, l'auteur, me semble-t-il, se devait de respecter certaines réalités historiques. Et l'historien amateur que je suis a été chagriné de relever des anachronismes, voire des erreurs de terminologie. Je n'en citerai que deux, que j'ai jugées gênantes : les hussards portaient à leur flanc des sabres, et non des épées, et les chevaux ont des jambes et non des pattes !*

Yves Dérouvel

Ce sont là d'inexcusables erreurs qu'ancien cavalier je ne puis naturellement oublier. Les chevaux sont dotés de jambes, les hussards sont armés de sabres. Le roman historique autorise certaines libertés, il ne les permet pas toutes. Faut-il, pour autant, instruire le procès de Patrick Rambaud ? Certains l'ont ouvert avec une délectation effrénée, allant jusqu'à se livrer à une véritable revue de détail. Non, car l'auteur de *La Bataille* manifeste un talent de conteur qui emporte le lecteur. Avec brio, il a restitué l'enchantement des volontés, des doutes, des faiblesses et des hasards d'un affrontement sanglant. Et n'est-ce pas cela surtout qui doit compter ? Quant à la chasse aux erreurs, ne serait-il pas plus judicieux d'en réserver la rage aux historiens « officiels » et patentés qui, sans vergogne, continuent à entretenir, dans des ouvrages dits de référence, des clichés sans fondement ? Je pense aussi aux manuels d'histoire censés instruire les jeunes générations qui fourmillent d'approximations, de mensonges et de falsifications.

Jean-Jacques Mourreau

Langue française

Félicitations pour votre numéro sur l'art de vivre. Dans son article, François Crouzet cite madame Walter que je trouve bien pessimiste quand elle affirme qu'un Français sur quatre parlait français. Un sur quatre quand on comprend Paris, l'Île-de-France, les pays de Loire, toutes les grandes villes, sans parler de la Champagne, de la Bourgogne... Un détail : ce sont les Marseillais qui apportent à Paris en 1792 le chant de guerre de l'armée du Rhin. Or, ces volontaires ne sont pas des bourgeois, mais des va-nu-pieds. Et ils chantent en français. Encore un détail, tchatche *n'est pas un mot arabe mais espagnol (voir Lanly,* Le français d'Afrique du Nord, *Bordas 1971).*

Guillaume Bazin